

La guerre en Centrafrique à l'ombre du Tchad. Une escalade conflictuelle régionale ?

Emmanuel Chauvin

La guerre en Centrafrique à l'ombre du Tchad. Une escalade conflictuelle régionale ?

Emmanuel Chauvin

Étude réalisée pour l'Observatoire Pharos à la demande de
l'Agence Française de Développement

La collection Études de l'AFD rassemble les études et recherches soutenues et coordonnées par l'Agence Française de Développement. Elle contribue à la diffusion des savoirs tirés de l'expérience du terrain et de travaux académiques. Les manuscrits sont systématiquement soumis à l'approbation d'un conseil éditorial, qui s'appuie sur l'avis de référés anonymes.

Le caractère original des manuscrits est systématiquement contrôlé grâce au logiciel Compilatio, dans le souci d'éviter toute forme de plagiat.

AVERTISSEMENT

Les analyses et conclusions de ce document sont formulées sous la responsabilité de son auteur. Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'AFD ou de ses institutions partenaires.

Retrouvez nos publications sur: <http://editions.afd.fr/>

Directeur de la publication : Rémy RIOUX

Directeur de la rédaction : Gaël GIRAUD

Conception de la maquette : Flexedo

Réalisation : Flexedo, info@flexedo.com

Auteur

Emmanuel Chauvin, maître de conférences (géographie) à l'université Toulouse Jean Jaurès, au Laboratoire interdisciplinaire solidarités, sociétés, territoires (LISST-Dynamiques rurales, UMR 5193) et associé au Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (PRODIG, UMR 8586), est l'auteur de cette étude.

Cartes

Emmanuel Chauvin et Romain Cetina, observateur junior à l'Observatoire Pharos, ont conçu et réalisé les cartes 1, 2, 4, 5 et 6. Emmanuel Chauvin a conçu et réalisé la carte 3.

Récolte des données

Emmanuel Chauvin et l'Observatoire Pharos ont récolté les données selon deux méthodologies complémentaires permettant de proposer une étude académique enrichie de témoignages. Au sein de l'Observatoire Pharos, Jean-Arnold de Clermont, président, Vincent Picard, secrétaire général et Romain Cetina, observateur junior, ont participé à la collecte des données.

Cette étude reprend une partie des données d'une thèse de doctorat de géographie, soutenue à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne le 24 juin 2015, dirigée par le directeur de recherche Luc Cambrézy et le professeur des universités Bernard Tallet : *Violences en Centrafrique : pouvoirs de déplacer, manières de migrer. Centrafricains déplacés et réfugiés (Cameroun, Tchad)*, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 489 p.

Commanditaire

L'Agence Française de Développement (AFD) a financé cette étude, pilotée par François Gaulme, chargé de programmes de recherche à la division Recherches et Développement. Charles Sellen, Alain Joly et Françoise Tiffoin respectivement coordinateur éditorial et chargés de mission éditoriale à la division Édition et publication de l'AFD, ont contribué à la publication de cette étude.

Lexique

Les termes en italique sont des termes vernaculaires. La plupart figurent dans le lexique. Les termes marqués d'un astérisque (*) sont des mots français qui présentent une signification particulière. Ils figurent également dans le lexique en p. 121.

Film

Cette étude est complétée par un film de l'Observatoire Pharos (<http://www.observatoirepharos.com>), présentant des témoignages de Centrafricains.

Sommaire

Résumé exécutif	9
Résumé des recommandations	13
Introduction	17
<i>La dimension régionale des guerres civiles</i>	20
<i>La dimension régionale des guerres civiles en Afrique</i>	22
<i>Le Tchad dans la dimension régionale des conflits de la Centrafrique.</i>	23
<i>La trajectoire de la région Centrafrique-Tchad en question</i>	26
<i>Méthodologie</i>	27
<i>Plan</i>	27
Première partie – Le Tchad dans la régionalisation des conflits de la Centrafrique	29
Introduction	31
Chapitre 1. Les modalités des interventions tchadiennes en Centrafrique	33
<i>Introduction</i>	33
1. <i>Les interventions bilatérales du Tchad en RCA</i>	33
2. <i>Les interventions multilatérales du Tchad en RCA</i>	36
3. <i>La Centrafrique, terre de razzias</i>	40
<i>Conclusion</i>	42
Chapitre 2. Les ressorts des interventions tchadiennes en Centrafrique	43
<i>Introduction</i>	43
1. <i>Garantir la stabilité intérieure</i>	43
2. <i>Contrôler les ressources</i>	47
<i>Conclusion</i>	51
Chapitre 3. Les « Tchadiens »* et les conflits en Centrafrique	53
<i>Introduction</i>	53
1. <i>Les migrations contemporaines du Tchad vers la RCA</i>	53
2. <i>Des antagonismes anciens</i>	56

3. Les violences anti-« tchadiennes »* et anti-musulmanes	58
Conclusion	60
Conclusion de la première partie	61
Seconde partie – L’impact des conflits de la Centrafrique sur la région Tchad-Centrafrique.	63
Introduction	65
Chapitre 4. La séparation spatiale des « Tchadiens »* et des Centrafricains	67
Introduction	67
1. Le renforcement de la ségrégation urbaine en RCA	67
2. Le départ des « Tchadiens »* de l’Ouest centrafricain	71
Conclusion	76
Chapitre 5. La baisse des flux de marchandises transfrontaliers	77
Introduction	77
1. La structure des échanges Tchad – RCA avant les conflits	77
2. Les entraves entre la Centrafrique et le Tchad	79
3. La baisse des échanges	81
4. Le maintien de flux transfrontaliers dans l’Est	83
Conclusion	84
Chapitre 6. Le renforcement de la pénétration du bétail tchadien en Centrafrique	85
Introduction	85
1. Des armées d’éleveurs	85
2. Une nouvelle géographie de l’élevage	88
3. La recomposition des circuits de commercialisation du bétail	90
Conclusion	92
Conclusion de la seconde partie	93
Conclusion générale et recommandations	95
Bibliographie	107
Remerciements	115
Liste des sigles et abréviations	117
Lexique	121

Illustrations

Tableau 1. Les configurations de la régionalisation des guerres civiles. . .	21
Tableau 2. Les flux transfrontaliers dont l'évolution influence la régionalisation.	21
Carte 1. L'escalade régionale des conflits de la Centrafrique	24
Carte 2. Les interventions militaires tchadiennes dans les conflits de la Centrafrique	38
Carte 3. Les enclaves urbaines à Bangui (2014)	70
Carte 4. Les « retournés »* et les réfugiés centrafricains au Tchad	73
Carte 5. Les recompositions religieuses en RCA suite aux conflits	75
Carte 6. Les conflits facteurs de mutation des échanges agricoles entre le Tchad et la RCA	82

Résumé exécutif

Objectif et approche

Cette étude, réalisée par Emmanuel Chauvin pour l'Observatoire Pharos à la demande de l'Agence Française de Développement (AFD), éclaire la double dimension régionale d'une guerre civile : sa régionalisation militaire et son impact sur l'évolution des flux économiques, politiques et culturels, transfrontaliers entre le théâtre de ce conflit et les pays limitrophes. Elle porte plus particulièrement sur la dimension régionale des conflits de la République centrafricaine (RCA), dans leurs liens avec le Tchad, interrogeant la trajectoire de la région Centrafrique-Tchad qui est traversée par un axe historique d'échanges reliant l'Atlantique à l'arrière-pays tchadien. Pour l'Observatoire Pharos, cette étude s'inscrit dans la prolongation d'un rapport sur la crise centrafricaine, financé par l'AFD et le ministère des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI) (Martinelli, Penel, 2015). Pour l'AFD, elle permet d'appuyer des politiques publiques sur les questions de développement et de sécurité dans des pays en crise ou post-crise, et notamment menées selon une approche régionale.

La liste des questions devant être traitées dans cette étude a été arrêtée lors d'un premier comité de pilotage tenu le 6 janvier 2016 au siège de l'AFD, à Paris. Ces questions portent sur les trois domaines suivants :

- *Le politique et le militaire* : quels sont les enjeux géopolitiques des relations Tchad-RCA ? Quelles sont les logiques de violences et de prédatons transnationales ?
- *L'économie* : quels sont les échanges de marchandises et les dynamiques de circulations entre le Tchad et la RCA ? Comment ont-ils évolué suite à la guerre civile régionalisée de la Centrafrique ?
- *Le culturel* : comment comprendre les tensions qui ont lieu en RCA entre les populations étiquetées tchadiennes et centrafricaines ?

Cette étude est divisée en deux parties : la première partie est centrée sur l'implication du Tchad dans la régionalisation des conflits de la Centrafrique et la réaction de violences anti-tchadiennes qu'a suscitée en RCA cette implication. La seconde partie analyse l'impact des conflits de la Centrafrique sur l'évolution des échanges transfrontaliers avec le Tchad.

Diagnostic

Le Tchad a joué un rôle majeur dans l'escalade régionale des conflits de la Centrafrique

Le pouvoir central tchadien a lancé en Centrafrique des opérations militaires bilatérales et multilatérales, impactant les dynamiques politiques de la Centrafrique, contribuant à des putschs ou, à l'inverse, à la stabilité du pouvoir présidentiel. Si, par ses opérations, le Tchad a exercé une certaine hégémonie en Centrafrique, les interventions tchadiennes ne relèvent pas d'un projet de domination unitaire conduit de longue main par N'Djaména, mais d'un kaléidoscope d'acteurs, publics et privés, aux intérêts multiformes, qui ont transféré des armes et des combattants en RCA. Ces interventions traduisent l'ambivalence du Tchad, puissance militaire régionale émergente, stabilisée par une rente pétrolière¹, mais qui prolonge de manière externalisée la longue spirale de ses conflits.

Les ressorts des interventions tchadiennes en Centrafrique sont sécuritaires et économiques. Les interventions de N'Djaména visent à limiter l'insécurité dans ses régions méridionales, notamment l'utilisation par des rebelles tchadiens du nord de la RCA comme base-arrière. D'un point de vue économique, ces opérations facilitent la pénétration du bétail tchadien dans les pâturages centrafricains, l'accès au bois et au pétrole restant des enjeux plus secondaires ou potentiels.

En RCA, suite à l'instrumentalisation politique de ces interventions, un racisme à la fois anti-tchadien et anti-musulman, corollaire d'un discours sur la « centrafricanité » proche de celui de l'« ivoirité » en Côte d'Ivoire, contre des populations d'ascendance tchadienne et installées depuis deux ou trois générations en RCA, s'est développé dans le cadre des conflits entre la Séléka et les anti-balaka pour contrôler le pouvoir et les ressources du pays. Ce discours a ainsi ravivé des antagonismes anciens entre des populations vivant séparément leurs professions et leurs religions respectives, posant à long terme le problème de l'absence d'un projet national intégrateur et d'un creuset culturel.

La guerre civile régionalisée de la RCA a renforcé la dé-régionalisation de l'espace Centrafrique-Tchad et le déclassement de la voie Atlantique-Tchad via la RCA

Les conflits de la Centrafrique ont séparé les communautés tchadiennes et centrafricaines, par évacuations des « Tchadiens »* installés de longue date dans l'ouest de la RCA vers la région Est et vers le Tchad. Ces évacuations, organisées par le gouvernement tchadien, ont permis de protéger des civils, mais ont paradoxalement rempli l'objectif de modification coercitive du peuplement sur fondement religieux des anti-balaka, tout en posant des difficultés d'accueil au Tchad, pour ces migrants « retournés »*, ni véritablement tchadiens ni réfugiés.

.....
1. Quoique fortement impactée par la chute du prix du baril de pétrole depuis l'été 2014 par manque de diversification de son économie.

Les conflits de la RCA ont réduit les flux de marchandises entre le Tchad et la Centrafrique. En l'absence d'évaluation quantifiée du passage des hommes et des marchandises, la tendance dépréciative des flux frontaliers de marchandises est perceptible à travers la déstructuration des réseaux transnationaux d'échanges et l'évolution des marchés. Toutefois, les dynamiques des échanges entre la RCA et le Tchad varient selon les régions, suscitant parfois des opportunités économiques pour des hommes en armes.

Par ailleurs, les conflits de la Centrafrique ont bouleversé la géographie de l'élevage. Les armes ont servi d'une part aux éleveurs tchadiens, gardant leur propre bétail ou les « bœufs des commandants »* de l'armée tchadienne, d'autre part à investir les pâturages centrafricains, en évinçant les éleveurs « pionniers » en RCA, aujourd'hui réfugiés au Cameroun. Les anti-balaka ont expulsé les éleveurs de l'Ouest centrafricain, devenu une terre plus exclusivement agricole. Les conflits de la Centrafrique ont enfin provoqué le déclin de l'axe méridien de commercialisation du bétail, entre le Tchad et Brazzaville, la capitale congolaise, *via* Bangui.

Résumé des recommandations

Les recommandations formulées s'appuient sur la présente étude et prennent en compte les projets de l'AFD au Tchad et en Centrafrique, ainsi que ceux de l'Observatoire Pharos en Centrafrique. Deux séries de recommandations distinctes en ressortent. La première série de recommandations recouvre des orientations stratégiques et ses déclinaisons opérationnelles. La seconde série traite de la structuration et des sujets de recherche pour lesquels il y a besoin de compléter les connaissances.

Orientations stratégiques et opérationnelles

Développement

Objectif 1 : rompre l'isolement régional et la fragmentation interne de la Centrafrique

- Sécuriser les routes ;
- lever les barrages routiers sur les axes intérieurs de la Centrafrique ;
- privilégier les réhabilitations routières durables et parfois le bitumage ;
- privilégier la réhabilitation des axes primaires sans oublier les axes secondaires dans des régions trop longtemps marginalisées (Nord-Est et Sud-Est).

Objectif 2 : appuyer les filières économiques transnationales

- Mettre en place une instance de régulation des flux transfrontaliers de bétail ;
- relancer le vivrier marchand à ramification régionale de l'agriculture centrafricaine ;
- envisager la mise en place d'une filière de vente régionale du bois centrafricain (bois de chauffe) pour approvisionner les pays sahéliens (par exemple, le Tchad).

Objectif 3 : à moyen terme, penser les grands projets de coopération transfrontalière entre le Tchad et la Centrafrique

- Mener des études sur les possibilités d'évacuation du pétrole centrafricain *via* le Tchad ;
- compléter les études sur le potentiel transfert d'une partie des eaux de l'Oubangui vers le lac Tchad ;
- dans les deux cas, veiller à dépasser l'aspect technique, en évaluant leurs intérêts et leurs impacts économiques et sociaux.

Humanitaire, protection

Objectif : sortir de l'impasse au sujet des « retournés »* centrafricains au Tchad

- Mettre rapidement en œuvre un diagnostic sur l'état sanitaire et alimentaire des « retournés » tchadiens et déployer éventuellement une aide d'urgence ;
- trancher le statut juridique et de citoyenneté des « retournés »*.

Diplomatie, dialogue, cohésion sociale

Objectif 1 : améliorer la compréhension de la diversité culturelle et religieuse de la Centrafrique

- Améliorer l'accès à l'éducation par des enseignants formés, y compris dans les zones reculées ;
- Ne pas oublier les niveaux d'éducation secondaire (collège, lycée) et supérieur (université) ;
- Réformer les programmes d'éducation pour intégrer davantage d'histoire, de géographie et d'éducation, et ce dès le primaire, en mettant l'accent sur les histoires croisées des sociétés et une éducation sur le thème de l'altérité ;
- Aider à l'achat et à la diffusion des manuels scolaires révisés ;
- Favoriser le dialogue inter-religieux jusqu'au niveau local.

Objectif 2 : favoriser le retour volontaire des réfugiés et des « retournés »*

- Mettre en place des instances de médiation locale pour favoriser les retours volontaires des réfugiés et des « retournés »*, en évitant les tensions identitaires, économiques et foncières ;
- Éviter tout soutien à des retours non volontaires.

Objectif 3 : relancer la relation Tchad-RCA à moyen terme

- Relancer le dialogue tchado-centrafricain autour d'accords négociés, notamment en matière de coopération militaire et d'élevage.

Militaire

Objectif 1 : éviter la présence de troupes tchadiennes en Centrafrique à court terme

- Renforcer la chaîne de commandement des forces de défense et de sécurité tchadiennes ;
- restructurer progressivement les forces de défense et de sécurité centrafricaines.

Objectif 2 : construction à moyen terme d'une coopération sécuritaire d'égal à égal entre le Tchad et la RCA

- Réfléchir à la mise en place de patrouilles mixtes, tchado-centrafricaines, dans la zone frontalière entre les deux pays.

En matière de recherche

Objectif 1 : créer des synergies

- Renforcer les liens entre les systèmes nationaux de recherche et les systèmes techniques des États ;
- favoriser les démarches de recherche-action ;
- réfléchir aux réponses financières à apporter aux grandes évolutions régionales, aux phénomènes transnationaux d'insécurité et aux changements sociaux.

Objectif 2 : mieux comprendre les nouvelles dynamiques de l'espace régional de la Centrafrique

- Mettre à jour les facteurs de conflictualité transfrontaliers qui perdurent ;
- comprendre les mutations des dynamiques économiques transfrontalières liées aux insécurités ;
- proposer une vision prospective du développement post-conflit de la Centrafrique en lien avec ses différentes polarités régionales.

Objectif 3 : construire un Plan régional pour les espaces ruraux en transition en Afrique centrale pour comprendre :

- la militarisation de l'élevage en lien avec les changements sociaux ;
- les flux transfrontaliers de bétail et les fronts pastoraux sources de conflits ;
- le manque de complémentarités des activités et de cohabitations pacifiques (agriculteurs, éleveurs/pasteurs, pêcheurs, etc.) dans les espaces de tension ;
- les difficultés de reconversion des éleveurs et des agriculteurs ;
- les possibilités de relance des échanges vers les pôles de consommation ;
- la gouvernance des territoires ruraux où l'État est affaibli.

INTRODUCTION

En 1958, le géographe Gilles Sautter proposait un « avant-projet » d'une voie ferrée entre l'Oubangui-Chari² et le Tchad, le long de la « voie fédérale », soulignant les bases extrêmement solides et saines des courants d'échanges entre les deux espaces, caractérisés par la complémentarité de leurs ressources, par leur positionnement en enfilade entre la côte et l'arrière-pays et enfin par leur unité économique (Sautter, 1999). Soixante ans plus tard, les flux sur la voie reliant l'Atlantique au Tchad par le Congo et la Centrafrique sont très réduits. Depuis les années 1970, la voie fédérale est concurrencée par la voie camerounaise (N'Djaména-Douala) devenue la principale desserte de l'Afrique centrale (Magrin, 2001). Les conflits de la RCA et leur régionalisation avec le Tchad ont parachevé le déclin des échanges sur l'ancienne « voie fédérale ».

En Afrique centrale comme ailleurs dans le monde, les conflits et les protectionnismes sont couramment des facteurs de dé-régionalisation, à l'inverse de la mondialisation et des situations de paix. Toutefois, guerre et régionalisation ne s'opposent pas systématiquement. Des guerres civiles se régionalisent par des flux de combattants et d'armes entre le théâtre du conflit et ses espaces contigus.

Cette étude porte à la fois sur la régionalisation d'un conflit interne et sur l'impact de ce conflit sur les flux transfrontaliers, économiques, politiques et culturels, autrement dit sur le processus plus global de régionalisation. Elle lance un pont entre, d'une part, les politistes travaillant sur la régionalisation des guerres civiles sans toujours inscrire ce processus dans une trajectoire spatiale, et d'autre part, les géographes souvent concentrés sur l'aspect économique de la régionalisation sans toujours prendre en compte le facteur politique.

Les guerres civiles régionalisées et la dimension régionale de la sécurité sont des enjeux majeurs de l'Afrique contemporaine, éclairés ici à travers une étude de cas. Les conflits de la Centrafrique se sont progressivement régionalisés depuis le début des années 2000 à travers les interventions militaires d'acteurs originaires des pays voisins. Le Tchad est en première ligne de ces interventions, par ses opérations nombreuses, diversifiées et à forte implication politique. Ces implications du Tchad, puissance militaire émergente, en

.....
2. L'Oubangui-Chari (ancienne colonie française) a été renommé en 1958 République centrafricaine (RCA), laquelle a accédé à l'indépendance le 13 août 1960.

RCA, État fragile et périphérique, sont interprétées en Centrafrique comme une forme d'hégémonie, dont l'instrumentalisation politique a abouti à l'expulsion des « Tchadiens »* de ce pays. Le Tchad a réagi en fermant sa frontière avec la Centrafrique. Pourtant, il existe d'importants enjeux de gouvernance commune entre les deux pays, dans les domaines de la sécurité et de l'économie.

La dimension régionale des guerres civiles

Dans la littérature scientifique, la régionalisation, processus d'accroissement des échanges économiques, politiques et culturels entre espaces contigus, généralement entendue à l'échelle de la grande région (interétatique, macro-région), a été appréhendée comme le résultat, le préalable ou l'instrument de la paix, avant que d'autres travaux ne l'abordent dans sa relation avec les conflits.

Dans les années 1950, les premiers travaux sur la régionalisation traitent de ses liens avec la paix. Parmi les auteurs marquants, le politiste Karl W. Deutsch théorise la notion de « communautés de sécurité », unifiées ou amalgamées, issues de l'intégration d'individus partageant des institutions, des pratiques et des idées, de manière suffisamment forte, diffusée et durable, pour assurer une coexistence pacifique (Deutsch, 1957). Un autre politiste, Barry Buzan, présente la paix comme une condition à la régionalisation, conséquence d'un rapport de force d'équilibre et de préoccupations de sécurité partagées entre États (Buzan, 1991). Par la suite, d'autres auteurs, moins « stato-centrés », pensent les politiques communes de sécurité et de défense comme des instruments d'intégration de grandes régions (Boulden, 2003 ; Pellon et Liégeois, 2010).

À partir des années 1980, des travaux étudient la régionalisation de la guerre civile, c'est-à-dire l'accroissement de flux armés entre le théâtre d'un conflit interne et un espace étranger contigu. Les politistes cherchent alors à comprendre l'évolution des guerres depuis 1945, la plupart étant désormais civiles (Lacina et Gleditsch, 2005) et se régionalisant par des sanctuaires militaires ou humanitaires dans leurs voisinages (Rufin, 1996). Différentes configurations de régionalisation des guerres civiles sont étudiées, formées par des diffusions ou des interactions spatiales de matières tangibles ou de représentations, qui entraînent plus ou moins l'extension des conflits. Le tableau 1 regroupe ces configurations de la régionalisation des guerres civiles, jusqu'alors présentées de manière éparse dans la littérature.

Tableau 1. Les configurations de la régionalisation des guerres civiles

Nom (nom alternatif)	Définition
Système de conflits (formation conflictuelle régionale, complexe de conflits régionaux)	Accroissement de liens transnationaux entre des conflits internes, contigus et à l'origine distincts, qui s'entrelacent jusqu'à se mélanger
Contagion conflictuelle régionale (propagation, débordement)	Processus de diffusion d'une guerre civile vers un espace contigu
Escalade conflictuelle régionale (escalade horizontale)	Intervention d'acteurs voisins dans un conflit interne, sans que ce conflit s'étende au-delà de ses frontières nationales initiales
Instrumentalisation conflictuelle régionale	Instrumentalisation politique de la représentation d'une guerre civile dans un État voisin ou de l'intervention d'un pays voisin dans une guerre civile

Sources : E. Chauvin. D'après Derrienic, 1971 ; Väyrynen, 1984 ; Wallensteen et Sollenberg, 1998 ; Messiant, Bazenguissa, cité par Marchal, et al. 2002 ; Pugh, et al. 2004 ; Kurtz, 2008 ; Ansorg, 2011.

Toutefois, les travaux sur la régionalisation des conflits se concentrent sur les flux transfrontaliers militaires, alors que d'autres échanges, politiques, économiques et sociaux, se lient aux situations de conflits (cf. tableau 2).

Tableau 2. Les flux transfrontaliers dont l'évolution influence la régionalisation

		NATURE			
		Personne	Marchandise	Argent	Information
DOMAINE	Militaire	Combattant	Logistique	Financement	Renseignement
	Politique	Politique, agent d'État, etc.	Bien public	Aide	Idéologie
	Économique	Producteur, transporteur, marchand	Ressource matérielle	Ressource financière	Information économique
	Social	Réseau	Échange	Transfert de fonds	Communication

Source : E. Chauvin, inspiré de Pugh, et al. 2003.

D'une part, l'organisation régionale influence la régionalisation des conflits internes. On peut émettre l'hypothèse qu'une guerre civile se régionalise plus vite et plus intensément dans la région dans laquelle elle s'inscrit plutôt que vers une autre. La structuration d'une région, polarisée par des centres et des

périphéries (Reynaud, 1981), des pôles, des réseaux et des flux, influence l'évolution des conflits internes en voie de régionalisation.

D'autre part, une guerre civile, régionalisée ou non, participe à l'évolution de la régionalisation, impactant les échanges entre espaces contigus (accélération, décélération, changement de répartition spatiale) et, potentiellement, à l'évolution de la régionalisation institutionnelle, liée à des accords politiques, par exemple par la production de nouvelles limites politiques sous l'effet de régionalismes armés (Giblin, 2005 ; Paasi, 2009 ; Tétard, 2010).

La dimension régionale des guerres civiles en Afrique

La sécurité régionale est devenue un enjeu majeur en Afrique, en raison des guerres civiles régionalisées, de l'implication croissante des forces multilatérales africaines et de l'impact des insécurités sur les échanges régionaux.

Sans être nouvelle³, la régionalisation des conflits internes est devenue plus marquée. Depuis les années 1990, les systèmes de conflits sont particulièrement récurrents, étendus et meurtriers, comme entre la région des Grands Lacs et la RDC (Pourtier, 2000 ; Prunier, 2009), le Liberia et la Sierra Leone (Marchal, *et al.* 2002) ou, plus récemment, entre le Tchad et le Soudan (Marchal, 2006 ; Tubiana, 2008).

Parallèlement, de nouvelles formes de sécurisation régionale ont vu le jour : multilatérales, à travers les troupes africaines assurant des opérations de maintien de la paix (OMP), et bilatérales, par les interventions de puissances militaires émergentes. Pour les grandes puissances, qui les financent et les équipent, les forces multilatérales africaines servent, sous différentes casquettes (Union africaine, organisations régionales, Nations unies), à limiter leurs opérations extérieures, coûteuses, souvent impopulaires et au résultat incertain (Pouligny, 2004 ; Adebajo, 2011). Pour les États africains, leurs engagements dans ces forces confortent leurs expériences militaires et démontrent leur présence internationale. Les engagements financiers extérieurs émanant des grandes puissances financent les armées africaines à l'occasion de la mise en place de ces OMP. Le bilan des forces africaines de maintien de la paix est néanmoins contrasté : elles construisent une sécurité régionale, mais, souvent partiales et inefficaces (Pellon et Liégeois, 2010), elles prolongent voire provoquent des conflits. Par ailleurs, des puissances militaires africaines émergent. Souvent chefs de file des interventions multilatérales, elles sont remarquables par la taille, la qualité et la capacité de projection de leurs armées, ainsi que par leurs interventions directes dans des pays en guerre. Ces puissances militaires régionales s'imposent aussi grâce à de grandes puissances, qui les soutiennent en contrepartie de leur engagement

.....
3. Pour un historique de la régionalisation des conflits internes en Afrique des indépendances aux années 1990, voir Balancie et de La Grange, 1996.

sur le terrain, notamment contre les islamistes (Perrot, 2005). Les interventions officielles de couples se composant de grandes puissances et de puissances africaines émergentes (France/Tchad, États-Unis/Ouganda, etc.) permettent de ramener la stabilité, mais elles se doublent parfois d'appuis officieux à des groupes armés agissant derrière le masque de l'État (mercenaires, milices, etc.) et peuvent aussi être source de déstabilisation (Mbembé, 2005).

Par ailleurs, conflits et régionalisation entretiennent des liens étroits en Afrique car les guerres sont des vecteurs de recomposition des ensembles régionaux, favorisant les dé-régionalisations et les redistributions spatiales de ces ensembles. Les guerres civiles sont productrices de segmentation de l'espace, notamment à travers l'érection de barrages routiers (Dorier-Apprill, 1996 ; Raison, 2002 ; Calas, 2008 ; Médard, 2008), et peuvent étanchéifier les frontières. Les conflits internes peuvent aussi modifier la localisation des hommes et des productions (Calas et Dubresson, 1995 ; Chauvin, 2014) et transformer la répartition des échanges transnationaux. L'ensemble de ces processus participe à la recomposition des systèmes régionaux, par modification des polarités et des flux qui structurent ces systèmes.

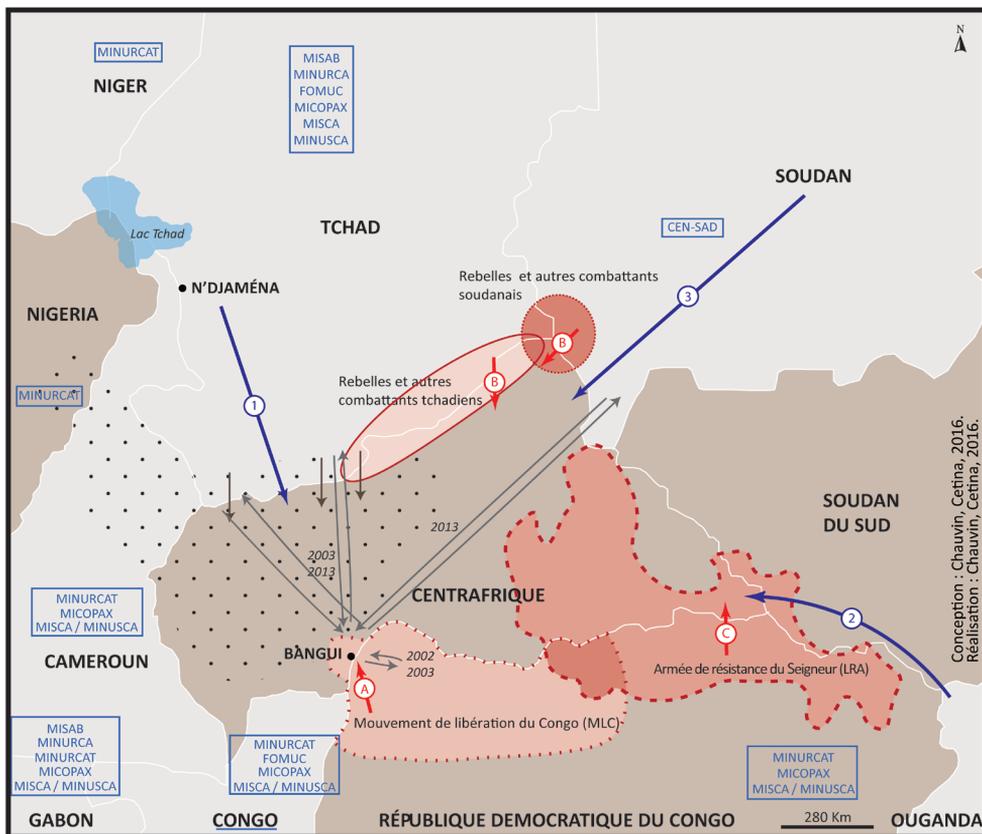
L'étude des conflits de la Centrafrique permet de mieux comprendre les implications concrètes de ces enjeux continentaux de sécurisation régionale, à travers une étude de cas.

Le Tchad dans la dimension régionale des conflits de la Centrafrique

Depuis le début des années 2000, les conflits internes de la Centrafrique connaissent une escalade régionale, favorisée par les dysfonctionnements de cet État et sa position de « ventre mou » en Afrique centrale. Le Tchad occupe une place à part dans cette escalade, comme puissance militaire régionale émergente.

Depuis 1996, la Centrafrique connaît des conflits armés multiformes qui se mélangent à des relations d'assujettissement (Bazin et Terray, 1982) aux origines plus anciennes comme la razzia et le grand banditisme des coupeurs de route (Chauvin et Seignobos, 2013). Depuis le début des années 2000, ces conflits, à l'origine internes, ont suivi un processus de régionalisation, c'est-à-dire d'accroissement de leurs liens transfrontaliers avec des espaces contigus (Richard, 2014). Contrairement à d'autres cas en Afrique (pays des Grands Lacs/RDC, Liberia/Sierra Leone, Tchad/Soudan), les conflits centrafricains ne se sont pas entrelacés avec un conflit interne voisin (système de conflits), ni ne se sont diffusés vers un foyer extérieur (contagion conflictuelle régionale), mais se sont régionalisés par l'intervention croissante d'acteurs venus des pays voisins en leur sein (escalade conflictuelle régionale). Les conflits de la Centrafrique se sont régionalisés de manière multidirectionnelle, par les interventions d'États, de rébellions et de bandits venus des quatre coins de l'Afrique centrale (cf. carte 1).

Carte 1. L'escalade régionale des conflits de la Centrafrique



Conception : Chauvin, Cetina, 2016.
Réalisation : Chauvin, Cetina, 2016.

INTERVENTION D'ÉTATS VOISINS DANS LES CONFLITS DE CENTRAFRIQUE

- Actions multilatérales**
- FOMUC** Contingent dans une mission de maintien de la paix en RCA (1997-2016)
 - CONGO** Principal médiateur régional de la crise centrafricaine
- Actions bilatérales**
- 1** Soutien du Tchad à F. Bozizé (2002-2012) puis, ponctuellement, à la Séléka (2012-2013)
 - 2** Soutien de l'Ouganda à Bangui contre la LRA (2011-2017)
 - 3** Soutien ponctuel du Soudan à la Séléka (2012-2013)

INTERVENTION DE RÉBELLIONS VOISINES DANS LES CONFLITS DE CENTRAFRIQUE

- Soutien au pouvoir central**
- Mouvement de libération du Congo (MLC) (1998-2003)
 - A** Soutien du MLC au président Ange-Félix Patassé
- Soutien à la Séléka**
- Rébellions et combattants tchadiens autonomisés (fin des années 2000)
 - Rébellions et combattants soudanais autonomisés (fin des années 2000)
 - B** Soutien de combattants à la Séléka
- Implantations de bases-arrières**
- Armée de résistance du Seigneur (depuis 2008-2010)
 - C** Recherche de bases de replis et attaques contre les civils

GRAND BANDITISME RURAL SE MÉLANT AUX CONFLITS DE CENTRAFRIQUE

- Coupeurs de route**
- Principale zone d'activités des coupeurs de route s'attaquant aux éleveurs et voyageurs
- Razzias**
- 2013** Grande razzia à ramification régionale
 - Razzia saisonnière d'hommes en armes tchadiens
- Pays très instable dans les années 2010
 - Capitale

Les interventions extérieures dans les conflits de la RCA sont favorisées par la fragilité de cet État sous-administré, peu peuplé et dissymétrique. L'encadrement administratif est faible depuis la colonisation et a crû au même rythme que la croissance démographique, maintenant le ratio du nombre de fonctionnaires rapporté à la population à un niveau bas (1 pour 100 habitants), loin de la moyenne africaine (2 %) et assurément très loin de celle des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (7,7 %) (Schiavo-Campo, *et al.* 1997). La faible densité de population (6,3 habitants au km²) démultiplie l'effet négatif de cette sous-administration, aboutissant à un lâche contrôle territorial de l'État. L'État est ainsi peu présent hors de la ville-capitale Bangui, laquelle concentre plus de 75 % des fonctionnaires, et sa présence est contrastée entre la région Ouest intégrée et l'Est délaissée. Depuis les années 1980, l'État s'affaiblit d'un point de vue économique (endettement, chute des rentes, PAS⁴) et politique (« ethnicisation », conflits armés, factionnalisme). En 2017, le pouvoir central ne contrôle plus que Bangui. La province est divisée en fiefs tenus par les anti-balaka à l'Ouest et par la rébellion Séléka à l'Est, groupes armés qui ont décentralisé le contrôle des ressources (Chauvin, *et al.* 2015).

L'escalade conflictuelle régionale a également été favorisée par la « centralité négative » (Champaud, 1994 : p. 223) de la RCA. La Centrafrique est située dans « la diagonale africaine du vide » (Dubresson et Raison, 2003, [1998] : 43), éloignée des pôles d'extraversion littoraux (Douala, Mombasa, Port-Soudan) et entourée de périphéries d'États⁵. En dépit de cet environnement peu favorable, les régions de la RCA sont souvent davantage tournées vers l'étranger que vers Bangui dans leurs échanges : (i) le Nord-Est vers le Soudan (Am Dafock, Nyala) et le Tchad (Am Timan) ; (ii) le Sud-Est vers le Soudan du Sud et l'Ouganda ; (iii) le Sud-Ouest vers le Cameroun (Garoua Boulaï, Nola, Douala) ; (iv) le Nord-Ouest vers le Tchad (Sahr, Moundou) et le Cameroun (Mbaïboum). Ceci démontre la très faible capacité de polarisation de la capitale centrafricaine.

Dans ce contexte de fragilité, les interventions de la puissance militaire émergente tchadienne ont eu un fort impact. Le Tchad a multiplié, ces dernières années, les interventions extérieures directes ou indirectes dans d'autres pays d'Afrique : en RDC (à la fin des années 1990), au Darfour soudanais (dans les années 2000), au Mali (2013), puis contre le mouvement insurrectionnel djihadiste Boko Haram au Cameroun, au Nigeria et au Niger (2015). Ses interventions sont légitimées par son alliance avec la France, qui fait de ce pays

4. Programmes d'ajustement structurel dictés par le Fonds monétaire international (FMI).

5. Salamat et Est (Tchad), Darfour (Soudan), Bahr el-Ghazal et Equateur (Soudan du Sud), Haut et Bas Uele (RDC) ; dans une moindre mesure, Est et Adamaoua (Cameroun) ; seul le Sud du Tchad bénéficie de quelques attributs de centralité dans un pays limitrophe de la RCA.

un pivot historique de son dispositif militaire africain⁶, un terrain d'entraînement en milieu désertique et un allié pouvant se battre en première ligne contre l'islamisme radical (Magrin, 2013). Mais le talon d'Achille du Tchad demeure la confusion au sein de ces formes armées entre soldats, rebelles et bandits, ainsi qu'entre activités militaires et économiques (Debos, 2013), comme l'illustre le cas de l'intervention tchadienne en Centrafrique.

La trajectoire de la région Centrafrique-Tchad en question

En plus de la régionalisation des conflits de la RCA, la présente étude analyse l'impact de ces conflits sur les relations transfrontalières entre le Tchad et la Centrafrique. Comme toute région, l'espace Tchad-Centrafrique est construit par ses polarités et ses échanges, ainsi que par ses facteurs d'homogénéité (Richard, 2014).

Du point de vue des échanges, l'espace Tchad-RCA se désintègre, se dé-régionalise, depuis les années 1970. D'un grand axe d'échanges structurant l'Afrique équatoriale française (AEF), la « voie fédérale » est devenue une route secondaire en Afrique centrale. À la fin de la période coloniale et à l'indépendance des pays concernés, les courants d'échanges entre le Sud cotonnier tchadien et l'Atlantique passaient encore principalement par l'axe Centrafrique-Congo (Sautter, 1959). Depuis les années 1970, la voie camerounaise, équipée d'une ligne de chemin de fer (Yaoundé-N'Gaoundéré, 1969-1974) et de routes bitumées (N'Gaoundéré-N'Djaména par Kousseri, 1967-1979 ; par Moundou, 2001-2007), a pris le dessus sur la « voie fédérale » traversant la RCA (Magrin, 2001).

Du point de vue de l'homogénéité spatiale, la RCA et le Tchad, et plus particulièrement les couples Nord-Ouest de la Centrafrique/Sud du Tchad et Nord-Est de la Centrafrique/Salamat (Tchad), sont liés par des facteurs d'unité. Politiquement, ces pays appartiennent à une même aire économique institutionnelle, la Communauté économique et monétaire des États de l'Afrique centrale (CEMAC). Économiquement, leurs espaces limitrophes partagent des caractéristiques productives communes (rôle historique du coton dans le Sud du Tchad et le Nord-Ouest de la RCA, par exemple), même si le récent destin pétrolier du Tchad contribue à différencier leurs trajectoires économiques et même si les deux pays s'opposent autour d'autres productions (RCA, pays du manioc, Tchad, pays du mil, par exemple). Culturellement, des aires ethniques s'étendent des deux côtés de la frontière, notamment les aires Sara (Nord-Ouest de la Centrafrique/Sud du Tchad) et Rounga (Nord-Est de la Centrafrique/Salamat au Tchad). Les deux pays, Tchad et RCA, partagent l'usage du français, même si

.....
6. S'inscrivant dans le cadre de l'opération *Barkhane* lancée le 1^{er} août 2014, laquelle a pris la suite des opérations *Serval* et *Épervier*.

chacun bénéficie d'une propre langue véhiculaire, respectivement l'arabe tchadien et le sango, toutes deux comprises et parlées dans la zone frontalière.

À travers les évolutions des échanges et de l'homogénéité spatiale, l'étude cherche à comprendre si les conflits de la RCA ont favorisé la régionalisation ou la dérégionalisation/désintégration de l'espace Tchad-Centrafrrique.

Méthodologie

Cette étude est construite autour de données récoltées par l'Observatoire Pharos et l'auteur, Emmanuel Chauvin. L'Observatoire Pharos a conçu des veilles d'actualité sur le Tchad (mars-septembre 2016) et la Centrafrique (depuis janvier 2014), provenant de sources diverses (médias, institutions, religieux, ONG – Organisations non gouvernementales, recherches). Il a mené deux missions de terrain, l'une en Centrafrique (31 mai-7 juin 2016) et l'autre au Tchad (7-12 juillet 2016), servant à recueillir des témoignages filmés (auprès d'universitaires, de journalistes, de religieux et de membres de la société civile), et a conduit des entretiens individuels (à Bangui, à N'Djaména et dans le camp de « retournés »* de Gaoui au Tchad). Par ailleurs, l'Observatoire Pharos a discuté des premiers résultats issus des enquêtes dans le cadre d'un séminaire (Bangui, 6 octobre 2016). Emmanuel Chauvin a recueilli des données de terrain, en marge d'un programme de recherche et de formation au Tchad, à N'Djaména et au Lac Fitri (16-28 février 2016, « Grands écosystèmes lacustres tchadiens »). Il a mené des enquêtes de terrain à N'Djaména et dans le sud du Tchad (diplomates, ONG, Nations unies, autorités tchadiennes, association de gestion de l'environnement, réfugiés, « retournés »*, élèves, agriculteurs et commerçants) (28 juin-12 juillet 2016). Enfin, cette étude reprend une partie des données d'une thèse de géographie, soutenue en juin 2015 à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (Chauvin, 2015).

Plan

La première partie du présent rapport analyse la participation du Tchad à l'escalade régionale des conflits de la Centrafrique et l'instrumentalisation de cette participation jusqu'à l'expulsion des « Tchadiens »* de la RCA. Le premier chapitre caractérise les modalités d'interventions des acteurs tchadiens dans les conflits de la RCA. Le deuxième chapitre pense les ressorts de l'intervention de l'État tchadien dans les conflits de la Centrafrique. Le troisième chapitre traite de l'instrumentalisation politique des interventions tchadiennes en Centrafrique, qui a abouti à l'expulsion des « Tchadiens »* de ce pays.

La seconde partie du rapport analyse l'impact des conflits de la Centrafrique sur l'évolution de la région Tchad-Centrafrrique. Le quatrième chapitre considère

le renforcement de la séparation spatiale des « Tchadiens »* et des Centrafricains par les conflits, à l'intérieur de la RCA, puis de part et d'autre de la frontière commune entre les deux pays. Le cinquième chapitre analyse la baisse générale des circulations entre la RCA et le Tchad, en raison de la multiplication des barrages routiers. Le sixième et dernier chapitre fait état d'une exception dans la dé-régionalisation tchado-centrafricaine : le bétail qui continue de circuler entre les deux pays.

Enfin, sont proposées une conclusion qui analyse les enjeux de gouvernance communs à la RCA et au Tchad et des recommandations sur des choix politiques possibles.

PREMIÈRE PARTIE

LE TCHAD

DANS LA RÉGIONALISATION
DES CONFLITS DE
LA CENTRAFRIQUE

Introduction

Cette première partie discute des modalités et des ressorts des interventions tchadiennes dans les conflits de la Centrafrique et des réactions qu'elles ont suscitées. Les interventions armées tchadiennes en Centrafrique ont été ambiguës, entre interventionnisme bilatéral, partialité multilatérale et razzias de combattants (chapitre 1). Les intérêts de l'État tchadien à intervenir en Centrafrique sont d'ordre sécuritaire (garantir la stabilité de son voisinage) et économiques (élevage, bois, pétrole) (chapitre 2). Les interventions tchadiennes, parachevées par leur soutien à l'arrivée de la Séléka au pouvoir en 2013, ont créé en RCA un sentiment d'ingérence et une haine raciste contre les personnes d'origine tchadienne, et plus largement contre les musulmans, attisée par les hommes politiques et les anti-balaka (chapitre 3).

Chapitre 1

Les modalités des interventions tchadiennes en Centrafrique

Introduction

Depuis les années 1990, par ses interventions bilatérales et multilatérales multiples, le Tchad joue un rôle central dans la vie politico-militaire de la Centrafrique. Parallèlement se multiplient des razzias organisées depuis le Tchad par des combattants au statut flou, créant la confusion sur les modes d'intervention du Tchad en RCA.

1. Les interventions bilatérales du Tchad en RCA

Depuis 2003, le Tchad a fortement pesé sur la vie politique en Centrafrique. L'arrivée et le maintien au pouvoir de François Bozizé ont, jusqu'en 2012, été favorisés par N'Djaména. Par la suite, la Séléka a renversé François Bozizé, avec le soutien ponctuel du Tchad et du Soudan.

1.1. Le soutien du Tchad à la rébellion de François Bozizé

Entretien des relations tendues avec le président centrafricain Ange-Félix Patassé, le président tchadien Idriss Déby a offert à François Bozizé, chef d'état-major en fuite de l'armée centrafricaine, un soutien militaire et diplomatique, permettant à ses troupes, auto-désignées « les libérateurs »*, de prendre la capitale Bangui le 15 mars 2003. Mais « les libérateurs »*, des mercenaires, ont rapidement été une source d'instabilité à la fois pour N'Djaména et pour Bangui.

N'Djaména a favorisé le recrutement de la troupe rebelle de François Bozizé. Ainsi en 2002, des miliciens, dirigés par Abdoulaye Miskine (de son vrai nom Martin Koumtamadji) et formés par Ange-Félix Patassé contre les coupeurs de route et la rébellion de François Bozizé, sont arrêtés, puis « *reçus par les plus hautes autorités à N'Djaména. On leur fait savoir que l'ancien chef de l'armée centrafricaine a été accueilli par le Tchad et on leur propose un marché : changer d'employeur et se ranger du côté de François Bozizé. Les chefs reviennent vers leurs hommes et leur font part de la proposition qui vient de leur être faite. Abderrahmane rapporte ainsi la réaction de ses compagnons d'armes :*

« C'est du travail qu'on veut, c'est de l'argent qu'on veut. On a notre compte d'argent là-bas [avec Ange-Félix Patassé], on a notre compte d'argent ici [avec François Bozizé]. *Marché conclu* » (Debos, 2012 : 99). Ces mercenaires, arabophones et musulmans, s'engagent aux côtés de François Bozizé également par vengeance, suite aux exactions aveugles perpétrées par Abdoulaye Miskine contre les musulmans et les « Tchadiens »* en RCA.

Le soutien de N'Djaména à François Bozizé passe aussi par une offensive diplomatique régionale, soutenue par Paris, favorable au remplacement d'Ange-Félix Patassé, jugé fantasque et incontrôlable. N'Djaména convainc facilement les présidents Joseph Kabila (RDC) et Denis Sassou-Nguesso (Congo). Le président centrafricain Ange-Félix Patassé a déjà fait alliance avec leurs opposants (respectivement Jean-Pierre Bemba et Pascal Lissouba). Les deux présidents congolais contribuent à l'armement et au financement de la rébellion de François Bozizé. À la dernière minute, le président gabonais Omar Bongo donne son aval à l'opération (ICG – *International Crisis Group*, 2007). Le 15 mars 2003, François Bozizé entre dans Bangui avec 1 600 hommes, en grande majorité des Tchadiens, ou des Centrafricains arabophones ayant une ascendance tchadienne (« Tchadiens »*).

N'Djaména et Bangui tentent ensuite de recycler les « libérateurs »*, mais beaucoup alimenteront durant plusieurs années l'insécurité transnationale entre le Tchad et la Centrafrique : seuls 500 à 800 d'entre eux intègrent l'armée régulière centrafricaine (Berman, Lombard, 2008) et 150 rejoignent le contingent tchadien des forces de la CEMAC déployées en RCA. Tous les « libérateurs »* réclament les 10 à 15 millions de francs CFA promis en cas de victoire. Une somme comprise entre 500 000 et 2 millions de francs CFA est finalement versée à chaque combattant, s'il accepte son rapatriement au Tchad. Une cérémonie est alors célébrée en l'honneur des « libérateurs »* rapatriés au Tchad dans la ville de Goré. Certains sont finalement éloignés à Moussoro (Debos, 2012), mais beaucoup reviendront en Centrafrique comme coupeurs de route ou dans des rébellions.

1.2. Le soutien du Tchad à la présidence centrafricaine assurée par François Bozizé

De 2003 à 2012, N'Djaména assure un soutien sécuritaire multiforme au président François Bozizé.

La garde personnelle du nouveau président centrafricain est assurée par 80 militaires tchadiens, issus de l'ethnie zaghawa (celle du président Idriss Déby), et par quelques ex-« libérateurs »*.

À partir de 2005, alors que des rébellions se forment dans le Nord de la Centrafrique, l'armée tchadienne soutient ponctuellement l'armée centrafricaine dans la contre-insurrection. Dans le Nord-Ouest, l'armée tchadienne attaque

sporadiquement l'Armée populaire pour la restauration de la démocratie (APRD). Dans le Nord-Est, des soldats tchadiens interviennent à plusieurs reprises contre les rébellions centrafricaines de l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR) et de la Convention des patriotes pour la justice et la paix (CPJP), notamment pour couper leurs liens avec les insurrections tchadiennes.

Au début des années 2010, N'Djaména et Bangui coopèrent dans la lutte contre les coupeurs de route (*zargina**). Les deux capitales ont longtemps fait la sourde oreille vis-à-vis de ces bandits, dont beaucoup sont des ex-« libérateurs »*. Ainsi, les réfugiés centrafricains au Cameroun, qui ont fui à la suite des attaques conduites par les *zargina*, tout comme les acteurs humanitaires encore présents en RCA, s'interrogent sur les liens entre les bandits et le pouvoir central centrafricain.

« C'est comme si l'État centrafricain avait été complice, soit en laissant faire, soit en profitant, soit en ayant passé des accords avec les zargina. Bozizé a pris des jeunes pour arracher le pouvoir, et les jeunes ont arraché le bétail »⁷.*

« Les forces de défense de sécurité semblent totalement impuissantes face aux coupeurs de route. À Batangafo, il n'y a que 10 à 20 FACA⁸ (membres de l'armée), beaucoup plus à Kabo du fait de la proximité des rebelles... Les autorités de Bangui, cela leur passe par-dessus la tête le problème des coupeurs de route, tout comme les affrontements éleveurs-agriculteurs »⁹.

Quant au Tchad, il s'implique dans la gestion des *zargina** en Centrafrique quand un groupe de bandits, le Front populaire pour le redressement (FPR), dirigé par Baaba Ladde, exprime sa volonté de prendre N'Djaména.

1.3. Le soutien du Tchad à la Séléka

À partir de 2012, N'Djaména « lâche » François Bozizé, incapable de stabiliser le Nord centrafricain, zone frontalière du Tchad, et soutient son renversement par la Séléka en mars 2013.

Le président tchadien Idriss Déby se lasse ainsi du manque de volonté de François Bozizé pour annihiler les rébellions centrafricaines à la frontière tchadienne. En mai 2012, il l'exprime publiquement lors d'une visite officielle à Bangui :

« Il est temps que le gouvernement centrafricain ouvre un dialogue honnête, sincère et fraternel avec son opposition ».

7. Entretien avec un réfugié centrafricain, Meiganga (Cameroun), novembre 2011 (E. Chauvin).

8. Forces armées centrafricaines.

9. Entretien avec le responsable d'une ONG, Bangui, août 2010 (E. Chauvin).

En RCA, le dialogue est bloqué par la non-application du programme de Désarmement, de démobilisation et de réinsertion des combattants (DDR). Le DDR est financé à hauteur de 25 millions d'euros par la communauté internationale. Mais les 18,6 millions d'euros prévus pour la seule phase de réinsertion sont détournés par Bangui (Chauvin, 2015a). Le DDR est appliqué pour un seul groupe armé, localisé dans le Nord-Ouest (à savoir pour l'APRD). Les combattants du Nord-Est attendront en vain, avant de former la coalition rebelle de la Séléka.

Idriss Déby retire donc son soutien militaire à François Bozizé. En octobre 2012, les forces tchadiennes de la garde présidentielle quittent la Centrafrique. Fin 2012, N'Djaména lève l'assignation à domicile de deux opposants centrafricains installés au Tchad : Mohammed Moussa Dhaffane et Nourreddine Adam futurs chefs de la Séléka. Fin décembre 2012, alors que la Séléka marche vers Bangui, N'Djaména envoie 350 hommes en interposition, à Sibut et à Bossangoa, le temps de la tenue d'un dialogue. Devant l'absence de concession manifestée par François Bozizé, les troupes dépêchées sur place par N'Djaména laissent alors la Séléka prendre Bangui en mars 2013. L'aide concrète du Tchad à la Séléka porterait également sur le renseignement et l'encadrement militaire (Weyns *et al.*, 2014). En échange, des Tchadiens obtiennent des postes dans la nouvelle administration centrafricaine, et N'Djaména espère que la Séléka va sécuriser le Nord de la Centrafrique. Mais très vite, les hommes de la Séléka mettent en coupe réglée la RCA et se révèlent incontrôlables, obligeant N'Djaména à s'en distancer.

Entre 2003 et 2013, le Tchad a fortement pesé sur la vie politique centrafricaine par des opérations militaires bilatérales de soutien à des rébellions ou à la sécurité présidentielle, qui vont s'entrecroiser avec des interventions multilatérales.

2. Les interventions multilatérales du Tchad en RCA

De 1997 à 2014, le Tchad s'investit dans la quasi-totalité des forces régionales de maintien de la paix impliquées en Centrafrique. Cet investissement pallie le retrait de l'armée française de la RCA. Pour le Tchad, ses engagements militaires répétés en Centrafrique sont un moyen de développer sa puissance régionale et de contrôler son voisinage immédiat.

2.1. L'armée française et le Tchad : un jeu de bascule

À la fin des années 1990, les forces multilatérales africaines se substituent à l'armée française comme garant sécuritaire du pouvoir de Bangui. Le Tchad est engagé en première ligne dans ces forces armées.

La RCA a été un important centre du dispositif de l'armée française en Afrique subsaharienne, avant que Paris se désengage du terrain centrafricain en 1998.

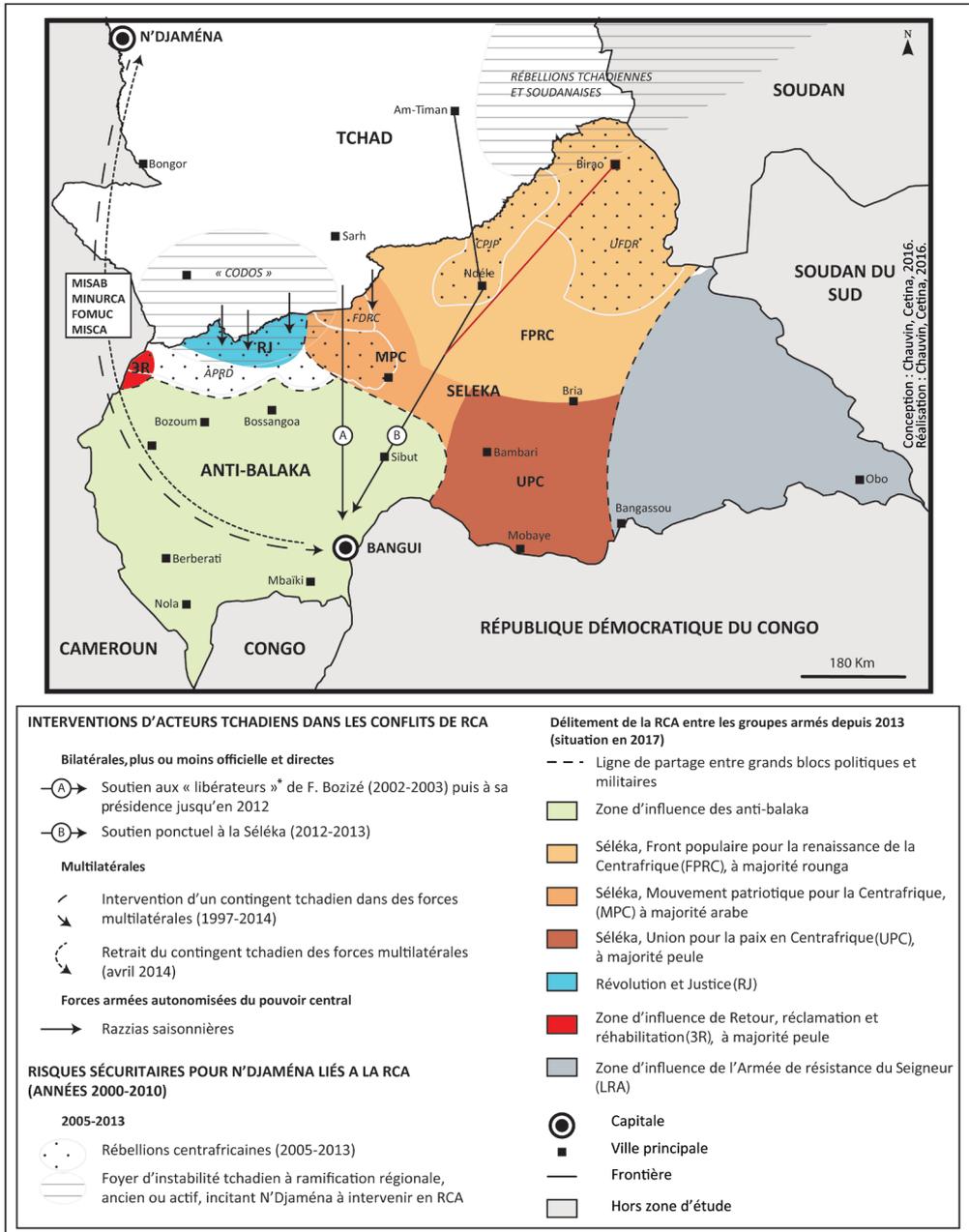
En 1979, l'opération *Barracuda*¹⁰ conduit à la mise en place de forces pré-positionnées à Bouar, ex-poste militaire colonial. La Centrafrique sert notamment de base-arrière pour les opérations françaises dans les conflits du Tchad (opérations *Manta*, *Épervier*, etc.). Sur le plan interne, la présence française offre une garantie sécuritaire au pouvoir à Bangui, mais n'est pas indemne d'ingérence, comme lors du renversement de Jean-Bedel Bokassa (21 septembre 1979) ou de la présidence d'André Kolingba (1^{er} septembre 1981 – 22 octobre 1993).

En 1997-1998, trois principales raisons poussent Paris à se désengager de la RCA. Premièrement, l'armée française entre dans une logique de désengagement en Afrique. Le programme RECAMP (Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix) vise à substituer aux interventions militaires françaises des opérations africaines de maintien de la paix. Deuxièmement, la pérennisation du dispositif *Épervier* au Tchad transforme la Centrafrique en coûteux doublon en Afrique centrale. Troisièmement, le président centrafricain est discrédité. À la suite de mutineries successives au sein de certaines unités des FACA, l'armée française déclenche coup sur coup l'opération *Furet / Almandin I* en avril 1996, puis l'opération *Almandin II* de mai 1996 à juin 1997, et enfin l'opération *Almandin III* de juin 1997 à mars 1998 : opérations visant à protéger les intérêts français (ressortissants et infrastructures) et à maintenir Ange-Félix Patassé au pouvoir. Mais ce dernier est de plus en plus considéré comme ingérable par Paris. D'autres raisons, plus secondaires, ont pu jouer dans le désengagement militaire français de la Centrafrique : la hausse du prix de location des terrains militaires, l'impopularité de la présence française et le contexte de cohabitation entre Jacques Chirac et Lionel Jospin, alors respectivement président et Premier ministre de la France. De 2002 à 2013, la France maintiendra en RCA une présence militaire discrète, à travers l'opération *Boali*, petite force pré-positionnée, essentiellement consacrée à protéger les ressortissants français et à structurer l'armée centrafricaine et les forces régionales.

Suite au départ d'une grande partie des troupes françaises, les forces de maintien de la paix régionales se succèdent en Centrafrique. Le Tchad participe à la quasi-totalité de ces forces : MISAB en 1997-1998 (Mission interafricaine de surveillance de l'application des Accords de Bangui), MINURCA en 1998-2000 (Mission des Nations unies en République centrafricaine), FOMUC en 2002-2008 (Force multinationale de la CEMAC), FOMAC en 2008-2013 (Force multinationale des États d'Afrique centrale) et MISCA en 2013-2014 (Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine). Dès les mutineries de 1996-1997, le Tchad est le chef de file des forces multilatérales en Centrafrique, et ce jusqu'en avril 2014, date de retrait du contingent tchadien de la MISCA, suite à ses interventions très contestées.

.....
10. L'opération *Barracuda* (septembre 1979-juin 1981) est une opération militaire extérieure de la France (OPEX) visant, avec l'opération *Caban* (OPEX), à la déposition de Jean-Bedel Bokassa et à son remplacement par le président David Dacko à la tête du pouvoir central centrafricain.

Carte 2. Les interventions militaires tchadiennes dans les conflits de la Centrafrique



Prolongeant un jeu de bascule, c'est peu avant le départ des troupes tchadiennes que la France va faire un retour plus massif en RCA, à travers l'opération militaire extérieure *Sangaris* (décembre 2013-octobre 2016). Depuis la fin de cette dernière opération, une force onusienne de 12 000 hommes a été déployée, tentant de garantir la sécurité en RCA.

2.2. La contestation de la partialité du contingent tchadien

Le Tchad utilise sa présence dans les forces multilatérales pour peser sur la vie politico-militaire de la Centrafrique, jouant ainsi un rôle partial contesté.

De 1997 à 2013, le contingent tchadien des forces multilatérales participe au renforcement ou au renversement du pouvoir à Bangui, par son soutien ou sa passivité face aux rebelles. Lors des mutineries de 1996-1998, au sein de la MISAB, le Tchad joue la carte du président centrafricain en exercice Ange-Félix Patassé contre les mutins des quartiers Sud de Bangui. En 2003, le contingent tchadien de la CEMAC, et le reste de la FOMUC ne s'opposent pas à l'entrée des « libérateurs »* de François Bozizé dans Bangui. Dans l'exercice de son pouvoir, François Bozizé reste très largement dépendant du contingent tchadien, comme en témoigne l'annulation de l'une de ses visites au Soudan sous la menace du président tchadien Idriss Déby de retirer ses troupes de la FOMUC (ICG, 2007). En mars 2013, le contingent tchadien répète l'épisode de 2003, cette fois contre François Bozizé : il laisse la Séléka franchir la dernière ville-verrou avant la capitale (Damara). Un contingent sud-africain, déployé dans le cadre d'un accord bilatéral de défense entre la RCA et l'Afrique du Sud, qui aurait été signé en 2007, tentera en vain de s'y opposer.

À partir de 2013, l'un des plus importants vecteurs de montée du sentiment anti-tchadien en Centrafrique est la collusion entre le contingent tchadien de la MISCA et la Séléka, auteur de graves exactions. Le contingent tchadien de la MISCA aurait ainsi aidé, à plusieurs reprises, les combattants de la Séléka à contourner l'obligation imposée à ces derniers de rester cantonnés dans leurs casernes, soit en leur fournissant des brassards MISCA, soit en les véhiculant¹¹. Par ailleurs, les soldats tchadiens auraient été impliqués dans des représailles contre des civils suite à des embuscades tendues par les anti-balaka à leur rencontre.

Plusieurs événements vont finir par précipiter le départ des soldats tchadiens de la Centrafrique : des manifestations violentes contre les militaires tchadiens à Bangui, des affrontements sporadiques avec le contingent burundais de la MISCA et la multiplication des embuscades des anti-balaka. En avril 2014, les

11. *Human Rights Watch* (HRW), « République centrafricaine : des combattants de la Séléka se regroupent dans le nord », <https://www.hrw.org/fr/news/2014/02/05/republique-centrafricaine-des-combattants-de-la-seleka-se-regroupent-dans-le-nord>, publié en 2014, consulté en 2016.

soldats tchadiens tirent dans la foule à Bangui. Le bilan humain est lourd et incite alors N'Djaména à rapatrier son contingent.

Le Tchad a donc profité du départ de l'armée française de la RCA en 1998 pour s'imposer comme principale armée des forces multilatérales de maintien de la paix. En 2014, il s'est retiré de la RCA sous la pression des anti-balaka et d'une partie de la population jugeant ses interventions partiales. Dans les représentations populaires en Centrafrique, au-delà d'une forme d'ingérence, existe un autre grief contre le Tchad : la participation de Tchadiens à des razzias sur le sol centrafricain.

3. La Centrafrique, terre de razzias

Limitées depuis les années 1920, après la période esclavagiste, les razzias se généralisent de nouveau en Centrafrique depuis les années 1990. Des bandits, des rebelles ou encore des soldats tchadiens ont participé à ces déprédations ciblant les biens et le bétail, à travers de grandes razzias épisodiques, de petites razzias saisonnières et le banditisme transfrontalier des coupeurs de route (*zargina**).

3.1. Le retour des grandes razzias à ramification régionale

En 2003 et en 2013, la Centrafrique est confrontée à de grandes razzias (à noter que le pays n'avait plus eu à faire face à des razzias d'une telle ampleur depuis le début du xx^e siècle).

Au Tchad, le rezzou, raid armé rapide visant moins à tuer qu'à faire fuir et à s'emparer de biens, reste une technique centrale de combat. De 1964 aux années 2000, il émaille les conflits tchadiens, popularisé dans sa version moderne par les colonnes de pick-ups, chargés d'hommes en armes légères, victorieuses des lourds chars soviétiques équipant l'armée libyenne lors de la *Toyota war*, en 1987, dans le désert de l'Ennedi (Debos, 2013 ; Magrin, 2013).

En 2003 et en 2013, la technique du rezzou est utilisée en RCA par les « libérateurs »* et la Séléka. Ces derniers mettent à sac le pays, transportant les biens par des convois de plusieurs centaines de véhicules vers le Tchad et, également en 2013, vers le Soudan et le Nord-Est de la Centrafrique. Des témoins évoquent alors l'étonnant « développement » du Nord-Est centrafricain et le gonflement des marchés à N'Djaména et à Nyala... Ces pillages massifs et coordonnés ont visé les biens privés et les infrastructures collectives (argent liquide, véhicules, machines, essence, bâtiments publics, religieux, d'entreprises et d'ONG) (Chauvin, 2015*b*). À côté de ces grandes razzias épisodiques, d'autres, de moindre ampleur, sont organisées de manière récurrente dans le nord de la Centrafrique.

3.2. Les razzias saisonnières d'hommes en armes tchadiens

Organisées par des forces de défense et de sécurité autonomisées, répondant à des chefs locaux, les razzias saisonnières seraient apparues à la fin des années 1990, dans le Nord-Ouest de la Centrafrique (région de Mia-Pendé, de Markounda).

À chaque saison sèche, des hommes en armes montant sur des pick-ups de l'armée, de la douane ou encore de la police tchadienne attaquent en uniforme des villages. Après des tirs de sommation faisant fuir la population, ils pillent le bétail, les moyens de transport et les greniers (Chauvin, 2015a). Les razzias les plus récemment enregistrées (2014-2015) auraient été perpétrées par des policiers de Békounga et l'ancien contingent tchadien de la MISCA qui surveille désormais la frontière¹². Les rébellions centrafricaines, comme l'APRD ou Révolution et Justice (RJ), jouent sur la protection des populations face à ces attaques tchadiennes pour prospérer dans le Nord-Ouest de la Centrafrique.

3.3. Le banditisme des zargina*

Dans les années 2000, des bandes composites, d'éleveurs et d'ex-« libérateurs »*, dont beaucoup sont des Peuls et des Arabes originaires du Tchad, généralisent le phénomène du banditisme autour d'un réseau de bases en Centrafrique (Chauvin et Seignobos, 2013).

Certains commerçants à bétail centrafricain, dont la plupart ont une ascendance tchadienne lointaine, sont accusés de profiter du banditisme. Ils détectent les éleveurs acculés par les coupeurs de route, obligés de vendre leur bétail pour payer la rançon de leurs enfants kidnappés (enlèvement gagé sur le bétail), achetant alors leur bétail à vil prix¹³. Peu à peu, les bandes de *zargina** se transforment en groupes armés politisés, et beaucoup d'entre elles intègreront la Séléka en 2013.

Ainsi, dans les années 2000 et 2010, les razzias redeviennent un phénomène courant en Centrafrique : grandes razzias suite au changement de pouvoir, razzias saisonnières le long de la frontière tchado-centrafricaine et banditisme autour d'un réseau de bases. Hier au cœur du système économique de traite d'esclaves,

.....
12. Groupe d'experts sur la République centrafricaine créé par la résolution 2127 (2013) du Conseil de sécurité des Nations unies, rapport S/2014/452, <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/N1441518.pdf>, publié en 2014, consulté en 2016.

13. La vente d'une grande quantité de bœufs est le signe qu'un éleveur a un besoin immédiat et important d'argent. La vente de génisses (*wiige* en langue peule), de vaches reproductrices, de veaux, de taurillons (*ngaari*), de bœufs dominants (*kalbaldi*), qui servent en temps normal à développer le troupeau, permet de repérer les éleveurs contraints de céder leur bétail pour payer une rançon. Seuls les grands taureaux castrés (*daali tapaandi*), les vieilles vaches (*gam na'i*), les animaux malades, stériles et malformés sont habituellement écoulés sur les marchés (Chauvin, 2015a).

les razzias sont aujourd'hui un moyen d'accumulation économique pour des seigneurs de guerre et des élites politiques. En prenant le pouvoir à Bangui avec l'aide du Tchad et du Soudan, la Séléka va institutionnaliser le phénomène, le mêler à l'exercice du pouvoir central et de son contrôle territorial.

Conclusion

Ainsi, en Centrafrique, les griefs vont s'accumuler contre le Tchad ou les personnes d'origine tchadienne : récurrence des interventions du Tchad décisives dans les bascules politiques, partialité du contingent tchadien dans les forces multilatérales, implication de militaires tchadiens dans de petites razzias, laissez-faire face aux bandits anciens alliés de N'Djaména et de François Bozizé, liens supposés de ces bandits avec les commerçants centrafricains d'origine tchadienne. Peu à peu se dessine l'idée d'un retour d'une domination extérieure sur la Centrafrique, comparable à ce que fut celle des royaumes esclavagistes à l'époque précoloniale, bien que différente dans les faits. Au-delà de cette représentation, restent à comprendre les motivations réelles de l'État tchadien à s'impliquer en Centrafrique.

Chapitre 2

Les ressorts des interventions tchadiennes en Centrafrique

Introduction

Le pouvoir central tchadien est intervenu en Centrafrique pour des causes politiques et économiques. D'un point de vue politique, les interventions tchadiennes en Centrafrique avaient pour objectif d'éviter l'utilisation de régions limitrophes comme des bases arrières rebelles. D'un point de vue économique, elles facilitaient la pénétration du bétail tchadien en Centrafrique, l'accès au bois et au pétrole restant des enjeux secondaires ou potentiels.

1. Garantir la stabilité intérieure

Au Tchad, pays ayant connu 40 ans de conflits, l'endigement de rébellions ou de mouvements islamistes est la première priorité du pouvoir central et passe, depuis quelques années, par des opérations militaires extérieures. En intervenant en Centrafrique, N'Djaména voulait sécuriser le sud du Tchad, région d'opposition politique et d'extraction pétrolière, ainsi que le Salamat, région instable proche du Darfour (région située à l'est du Soudan, courant le long de la frontière avec le Tchad).

1.1. Les conflits régionalisés du Tchad dans les mémoires

Les cadres politiques tchadiens, souvent eux-mêmes anciens rebelles, connaissent la récurrence des rébellions formées dans les pays voisins depuis 1966. Jusqu'aux années 2000, les conflits du Tchad se relient surtout à la Libye, au Soudan et au Nigeria.

Dans les années 1970 et 1980, la Libye de Mouammar Kadhafi, par ambition territoriale sur la bande d'Aozou et dans le cadre d'une politique de puissance régionale, joue un rôle central dans les conflits du Tchad. Au début des années 1970, Tripoli accueille des combattants du Front de libération nationale du Tchad (FROLINAT) opposés au président tchadien d'alors, François Tombalbaye, leur fournit des armes et des moyens de propagande radiophonique. En 1979, Kadhafi facilite la prise de N'Djaména par Goukouni Oueddei,

grâce à la livraison d'armes et de combattants (Lanne, 1982 ; Buijtenhuijs, 1987). Après la chute de Goukouni Oueddei en 1982, des Toubous tchadiens rejoignent l'armée libyenne (Magrin, 2013). Ensuite opposée à Hissène Habré, la Libye largue des armes aux rebelles « sudistes »* dans le nord de la Centrafrique durant les années 1980 (Chauvin, 2015a).

Plus discret que Mouammar Kadhafi, le Soudan alimente efficacement les rébellions tchadiennes de 1966 à 2010, dans un jeu de pouvoir avec ses propres insurrections, implantées dans ses périphéries (Bouquet, 1982), et pour garantir ses influences islamiques et marchandes au Tchad. De 1966 à 1971, le Soudan ouvre un sanctuaire militaire au FROLINAT, qu'il restreint à la suite de nombreux pillages de la rébellion tchadienne au Darfour (Buijtenhuijs, 1987). C'est au Soudan qu'Hissène Habré et Idriss Déby trouvent ensuite une base arrière avant de prendre N'Djaména, respectivement en 1982 et en 1990. Dans les années 1990, plusieurs rébellions anti-Déby, comme le Front national du Tchad (FNT) et le Conseil national de redressement du Tchad (CNRT), se replient au Soudan (Balencie et de La Grange, 1996). De 2003 à 2010, le Soudan et le Tchad se livrent à une guerre par procuration, à travers des rébellions et des « sanctuaires humanitaires » interposés, au Darfour et dans l'est du Tchad (Marchal, 2006 ; Bégin-Favre, 2008).

À l'exception du soutien aux Forces armées occidentales (FAO), frange du FROLINAT (fin des années 1970), les interventions nigérianes sont moins centralisées que celles de la Libye et du Soudan. Elles sont le fait de riches commerçants qui cherchent à assurer un approvisionnement en céréales, en poissons et en bétail, et de confréries religieuses du Borno qui cherchent à étendre leurs influences en direction des populations tchadiennes vivant aux abords du Lac Tchad et de celles du Kanem (Kanembous, Boudoumas). Par ailleurs, des soutiens plus politiques ont été ponctuellement apportés aux rébellions anti-Déby implantées sur les rives du Lac Tchad, comme ceux des Kanembous installés au Nigeria, au Mouvement pour la démocratie et le développement (MDD), groupe insurrectionnel tchadien du début des années 1990 (Balencie et de La Grange, 1996).

Jusqu'aux années 1990, la Centrafrique joue un rôle plus passif et plus défensif dans les conflits du Tchad que ses autres voisins, mais l'amplification des conflits en son sein change ensuite la donne et pousse N'Djaména à y intervenir.

1.2. Sécuriser le Sud du Tchad, région stratégique

Le Sud du Tchad, terre d'opposition au pouvoir central à N'Djaména depuis 1979 et d'exploitation du pétrole depuis 2003, connaît d'importantes insurrections dans les années 1980-1990, que N'Djaména ne veut pas voir réactiver dans les années 2000-2010 depuis la Centrafrique.

Le Sud du Tchad reste la principale région d'opposition politique au président Idriss Déby. À l'indépendance¹⁴, le Sud du pays fournit les principaux cadres politiques et militaires de l'État. En 1979, le pouvoir se renverse au profit d'un personnel administratif et militaire septentrional. Ce retournement de la polarité politique provoque une succession de rébellions dans le Sud jusqu'au début des années 2000 (les « codos »*). Depuis cette époque, la société civile du Sud, notamment structurée autour d'Églises et d'ONG, s'oppose à Idriss Déby. Signe le plus récent de cette opposition, c'est dans cette région, lors des élections présidentielles de 2016, qu'Idriss Déby obtient le moins de voix et que ses opposants arrivent en tête (Saleh Kebzabo dans les régions du Mayo-Kebbi Est et Ouest, et du Tandjilé ; Kourayo Laoukein dans les régions du Logone Oriental et du Logone Occidental)¹⁵.

Par ailleurs, le Sud du Tchad accueille des sites d'exploitation pétrolière, renforçant le poids de cette région dans l'économie tchadienne. Le projet Exxon, lancé en 2000 et effectif en 2003, exploite les champs pétrolifères du bassin de Doba via un oléoduc jusqu'à Kribi (Cameroun). Les projets Rônier et Mimosa, initiés en 2007 et effectifs en 2011, portés par la *China National Petroleum Corporation International Chad* (CNPCIC) (Chine), exploitent des champs dans le Centre-Sud pour alimenter les marchés intérieur et régionaux grâce à une raffinerie située au nord de N'Djaména (Magrin et Van Vliet, 2012).

La menace de déstabilisation du Sud du Tchad à partir du Nord de la Centrafrique est d'autant plus crainte par les autorités tchadiennes que des rébellions se sont déjà entrecroisées entre ces régions dans les années 1980-1990. À cette époque, les « codos »* tchadiens, opposés à Hissène Habré, s'allient aux « codos »* mbakara, insurgés au Nord-Ouest de la Centrafrique contre André Kolingba. Les premiers apportent des armes et des munitions aux seconds en échange de la protection de caches d'armes et de points de largage d'équipement militaire en provenance de Libye. Un projet sécessionniste visant à créer une « République du Logone », regroupant le Sud du Tchad et le Nord-Ouest centrafricain, est formulé, sans que sa réalité politique ne dépasse l'idée d'un drapeau. La rébellion centrafricaine est réduite alors à néant par des opérations militaires, française et centrafricaine, ainsi que par des dissensions internes, entre Alphonse Mbaïkoua et deux futurs présidents, à savoir Ange-Félix Patassé et François Bozizé (Chauvin, 2015). Mais la proximité entre Ange-Félix Patassé et des rebelles tchadiens perdure dans les années 1990. Ange-Félix Patassé recycle d'ex-« codos »*, tchadiens et centrafricains, dans sa garde présidentielle, dont une trentaine ont suivi une formation en Libye. Ses milices sont dirigées à la fois par Abakar Sabone, musulman, rounga originaire de la Vakaga (Centrafrique), qui a fait partie des Forces armées du Nord (FAN) d'Hissène Habré, et par Abdoulaye Miskine, un tchado-centrafricain

14. Le Tchad accède à l'indépendance le 11 août 1960 sous la présidence de François Tombalbaye.

15. Christian Bouquet et Valérie Alfaut, « Tchad présidentielle 2016, notice explicative », <http://www.lam.sciencespobordeaux.fr/fr/page/tchad>, publié en 2016, consulté en 2016.

proche de Moïse Kette, chef « codo »* (Chauvin, 2015). Dans les années 1990, des rébellions « sudistes »* entretiennent toujours des bases arrières en Centrafrique, comme les Forces armées de la République fédérale (FARF) de Laokein Bardé Frisson dans le massif de Bakoré (ICG, 2006). Ces liens inciteront N'Djaména à se détourner d'Ange-Félix Patassé et à soutenir François Bozizé.

À partir de 2005, les rébellions anti-Bozizé formées dans le Nord de la RCA font craindre à N'Djaména une nouvelle déstabilisation. Dans le Nord-Ouest, l'APRD est formée par d'anciens proches d'Ange-Félix Patassé, dont quelques « codos »*, comme le général tchadien Doumro. Dans le Centre-Nord, le Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC) est dirigé par Abdoulaye Miskine. En 2009, arrive un autre compétiteur, Baaba Ladde, semi-coupeur de route et semi-rebelle tchadien (Chauvin et Seignobos, 2013). N'Djaména s'allie à François Bozizé pour lutter contre ces rebelles, avant de comprendre son incapacité à ramener la paix, ce qui décide N'Djaména à se tourner alors vers la Séléka. Toutefois, pour N'Djaména, les principaux risques sécuritaires se localisent plutôt dans la zone des trois frontières, soit aux confins du Tchad, du Soudan et de la Centrafrique, que dans le Sud du Tchad à proprement parler.

1.3. Sécuriser la zone des trois frontières

Dans un contexte de guerre par procuration entre le Tchad et le Soudan (2003-2010), le président Idriss Déby cherche à stabiliser le Nord-Est de la Centrafrique, où circulent des hommes en armes prêts à menacer Bangui voire N'Djaména.

Le Nord-Est de la Centrafrique sert de repère pour des rebelles tchadiens basés au Darfour et de zone d'implantation de rebelles centrafricains. En 2002, l'Armée nationale de la résistance (ANR), rébellion tchadienne, attaque les militaires tchadiens dans la localité de Tissi (Tchad), en passant par le Nord-Est de la Centrafrique (Birao). Khartoum utilise les petites pistes d'atterrissage du Nord-Est centrafricain, servant à l'exportation du diamant, pour approvisionner les rebelles tchadiens en armes. En 2006, une colonne armée des Forces unies pour le changement (FUC) part du Nord-Est de la Centrafrique pour rejoindre N'Djaména, son itinéraire par le Salamat et le massif du Guéra évitant la route Abéché-Ati, voie habituelle des attaques rebelles où Idriss Déby a massé ses troupes (Magrin, 2013). Une partie de cette colonne est formée de « libérateurs »* tchadiens ayant aidé François Bozizé à prendre le pouvoir à Bangui en 2003 (Marchal, 2006 ; Debos, 2012). À partir de 2006, des rébellions se créent dans le Nord-Est de la Centrafrique, l'UFDR et la CPJP, faisant craindre que cette région devienne durablement un repère d'hommes en armes, capables d'attaquer Bangui comme N'Djaména.

Ainsi, la sécurisation du Sud du Tchad, région d'opposition et d'implantation des champs pétrolifères, et du Salamat, région périphérique instable, est stratégique pour le pouvoir central tchadien. N'Djaména intervient en RCA pour éviter la

formation de bases arrières pour la rébellion tchadienne dans le Nord de la RCA, zone frontalière de ces régions stratégiques. Parallèlement, des intérêts économiques ont pu pousser le Tchad à intervenir dans les conflits de la Centrafrique.

2. Contrôler les ressources

La principale ressource recherchée par les acteurs tchadiens en Centrafrique sont des pâturages pour l'élevage, deuxième secteur économique du Tchad après le pétrole, mais confronté à des tensions foncières au Tchad méridional. Secondairement, le bois et le pétrole ont pu constituer des motivations d'intervention du Tchad en RCA.

2.1. La Centrafrique, exutoire du bétail tchadien

La Centrafrique sert de déversoir pour évacuer le trop-plein de bétail des savanes tchadiennes, alors que l'élevage tchadien a glissé vers le sud depuis les années 1960, suscitant une pression foncière et des tensions intercommunautaires, principalement entre éleveurs transhumants et agriculteurs sédentaires.

Depuis les années 1960, la limite sud de l'élevage de bovins et d'ovins glisse de 500 à 600 kilomètres vers le Sud, pour des causes climatiques et anthropiques. Au début des années 1960, les Arabes du Tchad central et oriental ne dépassent pas le 11^{ème} parallèle (Massenya-Melfi) (Gilg, 1963 ; Clanet, 1996), mis à part une minorité atteignant les confins du Salamat et du Moyen-Chari (Cabot et Bouquet, 1972). Les Peuls limitent leur nomadisation au niveau du 9^{ème} parallèle (Pala-Léré, Kélo-Moundou, Korbol) (Le Rouvreur, 1962 ; Clanet, *ibid.*). De nos jours, les piémonts médians du Nord de la Centrafrique sont fréquentés par les éleveurs arabes originaires du Tchad, et le Sud-Est centrafricain et le Nord-Est de la RDC par des Peuls tchadiens. Ce glissement vers le sud des aires pastorales est la conséquence de l'aridification du Sahel (1964 – années 1980) et de sécheresses (1969-1973, 1984/1985), qui ont dégradé les pâturages sahélo-soudaniens. Ce mouvement résulte aussi d'attraits découverts par les éleveurs en zones soudanienne et soudano-guinéenne : zones hydriques (Lac Iro, Chari-Logone, etc.) ou de basse densité (Sud Salamat, Centrafrique) ; bonnes potentialités de cultures, utiles pour répondre à des crises alimentaires ou pour se convertir à l'agro-pastoralisme ; taux de mortalité du bétail limité par les vaccinations et les médicaments ; clientèle d'agriculteurs et d'urbains pour les sous-produits de l'élevage (lait, fumure) ; accès aux sous-produits de culture par échange monétarisé ou troc avec les agriculteurs (Clanet, *ibid.* et Arditi, 1999). Le glissement méridional des éleveurs a aussi des causes politiques, souvent sous-estimées. Certains conflits du Tchad ont poussé des éleveurs vers le Sud : ceux de l'Est du Tchad jusqu'aux années 2000 ; ceux du Sud du Tchad à partir de 1979 jusqu'aux années 1990 ; ceux du Nord du Tchad qui ont limité les remontées des Arabes durant la saison des pluies de 1981-1982. L'accroissement du bétail dans le Sud

du Tchad est également indissociable de l'arrivée d'une administration et d'une armée dominées par des « Nordistes »* depuis 1979, qui favorisent les éleveurs dans le règlement des conflits avec les agriculteurs (feux de brousse, occupation de l'espace, dévastation de champs, etc.) et se constituent un capital en bétail (Magrin, 2001).

Ainsi, l'élevage est devenu une activité courante au Tchad méridional, où divers groupes d'éleveurs transhument ou s'installent à l'année. « *Les effectifs de la zone soudanienne représentaient environ le quart du cheptel national en 1992, alors qu'ils n'étaient estimés qu'à 10 % en 1970* » (Arditi, 1999 : 565). D'autres pensent que plus de la moitié du bétail tchadien est désormais présent en saison sèche en zone soudanienne. À l'Est, les Arabes salamat sont installés de longue date dans la région d'Am Timan. Les Arabes missiriés transhument jusqu'aux régions du Salamat et du Moyen-Chari, mais beaucoup ne rejoignent plus le Batha en saison des pluies depuis 1979 et 1985, effectuant des rotations pour valoriser les résidus de récoltes et les pâturages de bas-fonds (Duteurtre *et al.*, 2002). Les Peuls recherchent de plus en plus des pâturages verts toute l'année, en s'orientant vers les pâturages de décrue (yaérés du Logone et du Chari, plaines marécageuses, etc.), quittant leurs territoires d'attache anciens (Baguirmi, Kanem, Lac Tchad, N'Djaména rural) pour nomadiser dans le Sud du Tchad et dans le Nord de la RCA.

Les autorités politiques tchadiennes doivent gérer les conséquences de la pression foncière accrue par l'expansion du bétail en zone soudanienne, notamment les habituels conflits locaux, qui se réitèrent d'année en année et se conjuguent parfois avec des vellétés insurrectionnelles plus générales. L'alimentation réciproque de conflits locaux agriculteurs-éleveurs (ou éleveurs-éleveurs) et de conflits plus globaux a, par exemple, eu lieu, dans les années 1990 (Sud du Tchad), fief du virulent député fédéraliste Ngarledji Yorongar (Magrin, 2001). Une illustration plus récente de cette dynamique est le Dar Sila dans les années 2000, où le conflit Tchad-Soudan par rébellions interposées et les razzias des *janjawid**, majoritairement soudanais et arabes, se sont imbriqués avec une guerre des groupes d'auto-défense dadjo contre les « nouveaux venus », mimis, ouaddaïens et arabes (Bégin-Favre, 2008 ; Eberschweiler, 2010).

Dans ce contexte, les pâturages d'exception de la Centrafrique (Chauvin et Seignobos, 2003), notamment par leur immensité dans un vide de peuplement, servent d'exutoire au bétail tchadien et permettent de faire baisser la tension de la zone de savanes tchadiennes. L'intervention armée en Centrafrique et le soutien à la Séléka servent à se tailler des domaines d'élevage sous contrôle militaire. De manière secondaire, le contrôle du bois et du pétrole a pu motiver des élites politiques, militaires ou économiques à faire intervenir des hommes en armes tchadiens en Centrafrique.

2.2. L'importation de bois centrafricain

Alors que le bois est devenu une ressource relativement rare et chère au Tchad, des hommes d'affaires tchadiens ont profité des conflits de la RCA pour développer des filières d'importation de bois de chauffage depuis le voisin du sud.

Les difficultés d'approvisionnement en bois du Tchad sont liées à son positionnement sahélien et à une mesure environnementale de 2008 contre la déforestation. Comme les autres pays du Sahel, le Tchad connaît une « famine énergétique » structurelle (Magrin, 2007), même si la création d'une raffinerie au Tchad en 2011 permet, dans quelques cas, la substitution du « bois énergie » par du pétrole bon marché. Ce contexte est aggravé par une mesure environnementale de 2008 visant à favoriser le maintien du couvert végétal et à lutter contre la désertification par l'interdiction d'utilisation du bois vert (interdiction d'abattage d'un arbre) (Muguélé, 2013). Rare, le bois est donc devenu un secteur rémunérateur, notamment pour des élites contournant cette mesure grâce à des protections politiques et militaires ou engagées dans l'importation de cette ressource.

La Centrafrique joue habituellement un rôle mineur dans les exportations de bois vers le Tchad, mais les conflits de la RCA ont été l'occasion de les développer. Le Tchad importe du bois principalement depuis le Cameroun (68 000 m³ en 2009-2010, 210 000 m³ en 2014), secondairement depuis la Centrafrique (6 000 m³ par an déclarés, mais sans doute 20 000 m³ en totalité) (Lescuyer et Moulngang, 2016). Le bois est coupé en RCA artisanalement, même s'il existait auparavant des exportations de bois blanc de sciage et de contreplaqués destinées à l'ameublement (Bennafla, 2002). La Séléka au pouvoir, avec à sa tête Michel Djotodia comme président de la République centrafricaine, a signé, lors d'une visite de ce dernier à N'Djaména en mai 2013, un accord de troc du bois centrafricain contre du pétrole tchadien (Chauvin et Seignobos, 2013). Le ministre des Eaux et Forêts de la Séléka, Moussa Dhaffane, et d'autres commandants de la Séléka ont redistribué les titres d'exploitation artisanale du bois, à la fois pour récupérer de l'argent provenant d'exploitants indépendants et pour développer l'exportation vers le Tchad, notamment à partir du Sud-Ouest forestier (*Global Witness*, 2015)¹⁶. Depuis 2014, ces mesures sont en partie annihilées par l'éviction de la Séléka de l'Ouest centrafricain par les anti-balaka.

2.3. Le pétrole, un enjeu pour le moment secondaire

Si François Bozizé estime avoir été renversé à cause du pétrole, son exploitation en Centrafrique reste hypothétique et son intérêt pour le Tchad demeure pour le moment secondaire.

.....
16. *Global Witness*, 2015, « Bois de sang. Comment l'Europe a aidé à financer la guerre en République centrafricaine », https://www.globalwitness.org/documents/18025/BOIS_DE_SANG_web.pdf, publié 2015, consulté en 2016.

Peu après sa chute, François Bozizé a estimé avoir été renversé à cause du pétrole. Il a accusé le dirigeant d'une société pétrolière américaine (*RSM Production Corporation*) d'avoir financé la Séléka. Ses proches ont aussi considéré que le Tchad avait aidé la Séléka, soit pour maintenir l'instabilité en RCA et ne pas partager ainsi l'exploitation du pétrole en zone transfrontalière, soit pour éviter que François Bozizé exporte le pétrole centrafricain par le Soudan plutôt que par l'oléoduc Tchad-Cameroun.

Toutefois, la Séléka n'aurait pas attribué de permis à *RSM Production Corporation* après sa prise de pouvoir intervenue fin mars 2013. Ange-Félix Patassé avait accordé des permis d'exploration à *RSM Production Corporation* sur les blocs A et B (blocs situés dans le N-E de la RCA). Suite à un litige avec François Bozizé, ces permis ont été annulés en 2013. En 2007, François Bozizé avait transféré les droits du bloc B à *PTI-IAS Petroleum Holding Company* et à *Poly Technologies Inc* (respectivement Chine et Qatar), et en 2011, ceux du bloc A à *China National Petroleum Corporation* (Chine) et ceux du bloc C à *Dig-Oil* (Afrique du Sud) (le bloc C est situé dans le S-E de la RCA). Sous la Séléka, une société nigériane aurait acquis une part dans le bloc C (*South Atlantic Petroleum*), et l'étendue des permis détenus par les sociétés chinoises se serait rétrécie. Sous la présidence de Catherine Samba-Panza¹⁷, les blocs A et B auraient été scindés et étendus, afin d'ouvrir la perspective à de nouveaux investisseurs (Weyns *et al.*, 2014). Depuis 2016, la Chine sécurise ses explorations dans le Nord-Est de la Centrafrique grâce au déploiement d'une trentaine de militaires.

Par ailleurs, l'intérêt du Tchad par le pétrole centrafricain demeure pour le moment limité, puisque ce dernier reste au stade de la prospection. Les blocs A et B s'étendent au sud de la frontière tchadienne, d'Am Dafock à Markounda, inclus dans un large *rift* qui cisaille l'Afrique centrale transversalement, de l'Atlantique au Bahr el-Ghazal (Soudan) et dans le prolongement des fossés sédimentaires du Sud du Tchad et du Salamat. Si ce prolongement a été étudié dès 1973¹⁸, il reste encore à en préciser les possibilités d'exploitation, ce à quoi se livre une société chinoise depuis 2012 (*Zhongyuan Petroleum Engineering*). Il pourrait y avoir des traces pétrolifères plus au sud, dans le bloc C (Mouka, Ouadda, Carnot), dans une zone sédimentaire prolongeant le bassin de la cuvette centrale du Congo-Brazzaville (site de Ngoki), qui intéressent une société sud-africaine depuis 2012 (*Dig-Oil*).

Ainsi, pour le Tchad, le principal enjeu économique justifiant son intervention en Centrafrique sont les pâturages centrafricains, qui offrent un exutoire à un

.....
17. Présidente de transition de la RCA du 23 janvier 2014 au 30 mars 2016.

18. Entre 1973 et 1978, des études magnétiques aéroportées et sismiques ont été menées dans le Nord-Est de la Centrafrique. En 1986, un forage dans le Nord-Est centrafricain, à Aoukalé I (bassin du Salamat) a permis de montrer la présence de traces de pétrole dans des formations à prédominance gréseuse (Exxon).

élevage de plus en plus serré dans sa zone méridionale et dans un contexte d'utilisation de l'élevage par les élites politiques et militaires comme moyen de thésaurisation. Le bois, et plus hypothétiquement le pétrole, ont pu constituer des intérêts secondaires expliquant l'engagement armé du Tchad en RCA.

Conclusion

Les autorités tchadiennes sont donc intervenues en Centrafrique pour sécuriser le Nord de la RCA, afin d'éviter la déstabilisation de ses régions frontalières, stratégiques d'un point de vue économique et politique (Sud Tchad, région du Salamat), et, secondairement, pour des raisons économiques, notamment pour rendre plus accessibles les pâturages centrafricains aux éleveurs tchadiens.

Chapitre 3

Les « Tchadiens »* et les conflits en Centrafrique

Introduction

Ce troisième chapitre analyse l'instrumentalisation politique des interventions tchadiennes en RCA, qui a abouti à l'expulsion des « Tchadiens »* habitant en Centrafrique. L'installation d'une communauté à l'ascendance tchadienne est ancienne en Centrafrique, liée à des courants migratoires à l'origine géographique diverse. En RCA, le terme « tchadiens »* est couramment utilisé pour désigner ces anciens migrants, mais aussi en substitution de « musulmans » et d'« étrangers », usages traduisant des antagonismes anciens, économiques et religieux, entre communautés. Après des soubresauts de violences en 2014, un racisme à la fois anti-« tchadien »* et anti-musulman se développe et se traduit par un nettoyage religieux dans le cadre des conflits entre la Séléka et les anti-balaka.

1. Les migrations contemporaines du Tchad vers la RCA

Anciennes, les migrations du Tchad vers la Centrafrique sont liées à des activités économiques, au contexte politique et aux réseaux d'appartenance transnationaux. Parmi les « Tchadiens »* de Centrafrique, trois communautés se distinguent selon leurs origines géographiques.

1.1. Les migrants originaires du Nord et de l'Est du Tchad

À partir des années 1900, une communauté tchadienne originaire du Nord et de l'Est du Tchad se forme en Centrafrique *via* des migrations économiques, politiques et pastorales.

Diverses opportunités économiques poussent des personnes originaires du Tchad septentrional et oriental à migrer en Centrafrique. Au début du xx^e siècle, le commerce de bétail est encouragé par l'administration coloniale pour approvisionner l'Oubangui-Chari en viande. Un premier convoi de bétail atteint la capitale centrafricaine en 1907 depuis le Salamat (Chauvin, 2015*a*). Les plans de développement fédéraux d'après la Seconde Guerre mondiale réaffirmeront ce rôle attribué au Tchad comme fournisseur de bétail sur pied pour le reste

de la fédération, notamment pour l'Oubangui-Chari. Les enfants des premiers commerçants de bétail arrivés en RCA, arabes salamat, diversifient par la suite leurs activités commerciales, rejoints bientôt par d'autres migrants venus du Tchad pour y exercer le commerce de produits manufacturés, et pour investir dans les secteurs des transports et de l'immobilier (Arditi, 2000).

Par ailleurs, à partir de 1982, des combattants tchadiens de groupes armés du Nord et de l'Est du Tchad arrivent en Centrafrique pour fuir les violences. Suite à la prise de pouvoir par Hissène Habré en 1982, des partisans du Gouvernement d'Union nationale de transition (GUNT) s'installent en Centrafrique (Hadjaräi, Toubous, Arabes). Après la prise de N'Djaména par Idriss Déby en 1990, des combattants goranes (toubous) d'Hissène Habré se réfugient en Centrafrique.

Parallèlement, les migrations du Salamat vers le Nord-Est de la Centrafrique sont continues, constituées par des Roungas installés de part et d'autre de la frontière et, plus récemment, par des éleveurs arabes, missiriés et salamat qui, depuis longtemps, transhument dans le Nord-Est centrafricain en saison sèche et qui, depuis les années 2000, s'installent à l'année, notamment dans le Bamingui-Bangoran, dans les parcs Awakaba, Ngarba et Manovo-Gounda-Saint Floris¹⁹.

1.2. Les migrants originaires du Sud du Tchad

Les migrations depuis le Sud du Tchad sont liées à des réseaux transnationaux et aux conflits tchadiens.

Les réseaux ethniques (notamment sara) et familiaux, ainsi que le vivrier marchand suscitent des mouvements migratoires récurrents entre le Sud du Tchad et le Nord-Ouest de la Centrafrique.

Par ailleurs, dans les années 1980, des violences provoquent des départs du Sud du Tchad vers la RCA. En 1983, Hissène Habré réprime les rébellions du Sud du Tchad provoquant la fuite de 4 000 Saras tchadiens. André Kolingba et les militaires français installent un centre d'accueil de réfugiés à Batangafo. Fin 1984, 30 000 réfugiés tchadiens originaires du Sud sont installés en Centrafrique, dont environ 5 000 à Bangui. En 1985, le haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) met à disposition des camions pour rapatrier les réfugiés au Tchad, mais nombre d'entre eux décident de rester, quittant Batangafo pour rejoindre Bangui (Bigo, 1988).

Les campagnes de démobilisation de l'armée tchadienne des années 1980-1990 poussent aussi des ex-militaires tchadiens, la plupart originaires du Sud du Tchad et proches de Félix Malloum, en Centrafrique. Certains de ces migrants diffusent des armes légères, notamment revendues aux convoyeurs de bétail, et s'engagent dans le banditisme et le braconnage (Marchal, 2009).

.....

19. Entretien, N'Djaména (Tchad), juillet 2016 (E. Chauvin).

1.3. Les migrations peules

Dans les campagnes du Nord de la Centrafrique, arrivent à partir des années 1970 d'autres migrants venus du Tchad, des éleveurs peuls.

Au Tchad, le peuplement peul s'est constitué par des migrations progressives depuis le Nigeria vers des points d'attache au Centre et au Sud du Tchad. Les peuplements peuls les plus anciens se seraient formés dans le Mayo-Kebbi (Binder), dans le Baguirmi, au Fitri et vers Korbol (Carbou, 1912 ; Devallée, 1925). À la fin du XIX^e siècle, depuis le Nord du Nigeria (Sokoto, Kano, Bornou), de multiples clans arrivent par le Cameroun et le Nord du Lac Tchad : Uuda'en, Anagamba, Hontorbe, Ali, Yayayé, Maré et Wodaabe. La plupart de ces divers clans se concentrent au Baguirmi (Dourbali fondé en 1905 par Ardo* Garba, Wodaabe, Moka), dans le Kanem (Mao, Dagana), sur les bords du Lac Tchad et dans la région de N'Djaména (Wowoulla fondé par les Uuda'en) (Cherrou, 2002). Ces implantations sont confortées par de nouvelles arrivées à partir des années 1940-1950 de Peuls dits « aku » s'installant à Koumra et de Peuls hontorbé installés à Dourbali. Dourbali devient, avec le Mayo-Kebbi, le premier centre de la cosmogonie peule du Tchad.

À partir des années 1970, à la recherche de pâturages et pour fuir des violences perpétrées au Tchad, les Peuls franchissent massivement la frontière centrafricaine, descendant progressivement jusqu'à la rivière Oubangui. Dans la suite d'Ardo* Dandulu (Uuda'en), des éleveurs peuls tchadiens occupent les vides laissés par les Mbororo pionniers, originaires du Cameroun et venus en Centrafrique à partir de 1923. Ils prennent à revers les Mbororo pionniers, s'installant au Nord (Paoua-Bocaranga) et dans l'Est de la RCA (Boutrais, 1988, Chauvin et Seignobos, 2013). Les éleveurs rencontrés aux alentours de Goré en juillet 2016 estiment que la première grande migration de Peuls tchadiens en Centrafrique est liée aux violences de 1979 dans le Sud du Tchad. À cette époque, dans le contexte de l'opposition entre Félix Malloum et Hissène Habré et suite aux massacres de « sudistes »* à N'Djaména et Abéché, les « codos »* chassent les Goranes puis, plus largement, les musulmans du Sud du pays. Les éleveurs peuls s'enfuient soit vers le Nord (Bouso), soit vers la Centrafrique. La sécheresse de 1983-1984, doublée d'une épizootie de peste bovine, pousse également une partie des Peuls tchadiens vers le Sud. S'ensuivent des migrations continuelles qui atteignent le Sud-Est de la Centrafrique, voire le Nord-Est du Congo.

À l'époque contemporaine, une poussée migratoire a donc lieu du Tchad vers la RCA, liée au commerce, à l'élevage et à des réseaux transfrontaliers. Si les « Tchadiens »* s'installent en RCA, des antagonismes anciens les opposent aux Centrafricains chrétiens.

2. Des antagonismes anciens

Bien que souvent décrites sous le jour de la symbiose, les relations entre les « Tchadiens »* et les autres Centrafricains, ainsi qu'entre les chrétiens et les musulmans, sont depuis longtemps antagoniques en RCA, ce qui est visible dans la langue, l'économie et la religion.

2.1. Nommer l'Autre

En RCA, les antagonismes entre chrétiens et musulmans sont audibles à travers des appellations identitaires péjoratives employées.

Les musulmans sont couramment appelés par les non-musulmans « Boubous » ou « Arabes », même s'ils ne portent pas une ample tunique et s'ils ne revendiquent pas une telle appartenance. Dans le sens inverse, des musulmans utilisent les termes de « Kirdi » ou de « Kafir », signifiant païens, ayant une connotation assurément péjorative, à propos des personnes non islamisées. Ces assimilations identitaires simplificatrices sont largement diffusées, notamment dans la presse et sur Internet, et jusqu'à une certaine partie de l'élite intellectuelle, notamment universitaire.

Par ailleurs, le terme de « Tchadien » est utilisé pour désigner une personne ayant une origine tchadienne et plus largement tout musulman, avec l'idée sous-jacente qu'il s'agit d'un étranger.

« Nos frères centrafricains n'ont pas fait la différence entre la religion et la nationalité. Je crois que cet amalgame a fait que tout musulman est considéré comme un Tchadien »²⁰.

Pourtant, 10 % de la population de nationalité centrafricaine est musulmane. Par ailleurs, les personnes étrangères vivant en Centrafrique sont majoritairement originaires de la RDC (51 %) et du Soudan (17,6 %), puis du Tchad (16,7 %) et du Cameroun (4,7 %). Parmi ces nationalités, seuls les Tchadiens sont très majoritairement musulmans (à 80 %)²¹. Notons que le terme « Tchadien » est peu utilisé pour désigner des personnes tchadiennes ou d'origine tchadienne de croyance chrétienne. Outre une méconnaissance réciproque, l'emploi d'un vocabulaire simplificateur, à connotation péjorative, est lié à des antagonismes économiques et religieux.

20. Entretien, délégué de la colonie tchadienne, Bangui, juin 2016 (Observatoire Pharos).

21. Gouvernement centrafricain, 2005, « Troisième recensement général de la population et de l'habitat de 2003 », Bangui, ministère du Plan, de l'Économie, des Finances, du Budget et de la Coopération internationale, Direction générale de la statistique, des études économiques et sociales, Bureau central du recensement.

2.2. Les oppositions économiques

Depuis longtemps, les musulmans contrôlent les secteurs clés de l'économie informelle, tandis que les chrétiens sont très majoritaires dans la fonction publique.

Avant même les conflits, une partie de la paysannerie chrétienne dénonçait la domination des musulmans sur les secteurs de l'économie les plus rentables : commerce, transports, diamant, bétail (Chauvin et Seignobos, 2013). Le poids des musulmans dans le contrôle de ces secteurs est réel, renforcé par le départ des sociétés commerciales françaises, libanaises et portugaises, suite aux expulsions ordonnées par Jean-Bedel Bokassa en 1969, ou plus récemment, suite aux mutineries de 1996-1997 et aux violences de 2001 (Leaba, 2001 ; Porges, 2001). Les musulmans étant considérés comme riches, ils sont depuis longtemps les plus taxés dans les pratiques corruptives des agents de l'État, notamment aux barrages routiers :

« Quand on voyageait, à la barrière pour authentification, vous présentez votre carte (d'identité) : vous avez un nom chrétien vous passez, vous avez un nom musulman on vous retire la carte (d'identité) et on vous demande de l'argent »²².

Le poids des musulmans dans la fonction publique est très faible, en raison d'une scolarisation limitée et d'une discrimination insidieuse.

La prise de Bangui par la Séléka, majoritairement musulmane, va être considérée par beaucoup de chrétiens comme une dépossession du pouvoir politique, s'ajoutant à une domination économique. En 2014, cette domination est utilisée pour justifier les pillages de commerce et de bétail des musulmans (Martinelli et Penel, 2015).

2.3. La montée du radicalisme religieux

L'essor des radicalismes religieux, musulmans et chrétiens, depuis les années 1980-1990, a largement contribué à tendre les relations entre les croyants des deux communautés.

Longtemps structuré par des confréries (Tidjaniyya, Qadiriyya, Mouridiyya), l'islam en Centrafrique est depuis les années 1980 influencé par des oulémas arabes formés au Soudan, en Égypte et en Arabie Saoudite, à tendance wahhabite. La Centrafrique connaît un essor d'associations confessionnelles, qui participent à l'accroissement d'une religiosité radicale, expurgée de tout soufisme ou animisme, notamment chez les jeunes urbains et les femmes, à travers des écoles coraniques, l'humanitaire et l'organisation de prières et de pèlerinage

.....

22. Entretien, délégué de la colonie tchadienne, Bangui, juin 2016 (Observatoire Pharos).

(Filakota, 2009 ; Martinelli et Penel, 2015). Des influences issues du Nord Nigeria et de l'Afrique de l'Ouest ont aussi joué dans la montée du rigorisme islamique, surtout chez les Peuls mbororo jusqu'alors considérés comme les musulmans les plus modérés.

Du côté des chrétiens, où domine le protestantisme (51 % de la population totale), secondairement le catholicisme (29 %) ²³, se développent depuis les années 1990 les « Églises du réveil », notamment les Églises pentecôtistes radicales, qui mènent de vastes campagnes de prosélytisme (évangélisation, guérison).

Ainsi, des antagonismes entre chrétiens et musulmans existaient avant même les conflits, dans le cadre des activités économiques et religieuses.

3. Les violences anti-« tchadiennes »* et anti-musulmanes

À partir de la fin des années 1990, la violence politique se généralise en Centrafrique et cible ponctuellement les « Tchadiens »* au début des années 2000. À partir de 2013, la Séléka utilise l'islam comme ciment pour allier des groupes hétéroclites et vise des sites religieux chrétiens, favorisant l'éclosion de conflits religieux. Les milices anti-balaka et une partie de la population pratiquent alors un nettoyage contre les « Tchadiens »* et les musulmans, visant à les expulser de la RCA.

3.1. Les premières violences

Au début des années 2000, la milice d'Abdoulaye Miskine, attachée au pouvoir central d'Ange-Félix Patassé, exerce une répression aveugle contre les « Tchadiens »* de Centrafrique, accusés de complicité avec les coupeurs de route et la rébellion de François Bozizé.

Abdoulaye Miskine, avec 300 à 600 hommes, ex-miliciens *sarawi**, *balawa** et *karako** et ex-« codos »*, exécutent des éleveurs et des commerçants de bétail dans le Nord de la Centrafrique (Chauvin et Seignobos, 2013). Suite au raid manqué de François Bozizé vers Bangui en 2002, les hommes d'Abdoulaye Miskine tuent plusieurs dizaines de commerçants d'origine tchadienne au marché à bétail de Bangui ²⁴.

Ces violences tendent les relations entre Bangui et N'Djaména et poussent Idriss Déby à accroître son soutien à la rébellion de François Bozizé.

.....

23. Gouvernement centrafricain, 2005, « Troisième recensement général de la population et de l'habitat de 2003 », Bangui, ministère du Plan, de l'Économie, des Finances, du Budget et de la Coopération internationale, Direction générale de la statistique, des études économiques et sociales, Bureau central du recensement.

24. Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), 2003, « Crimes de guerre en République centrafricaine. Quand les éléphants se battent, c'est l'herbe qui souffre », Rapport, n° 355, Paris, 50 p.

3.2. L'éclosion des conflits religieux

La question religieuse est peu présente dans les rébellions du milieu des années 2000. Seul A. Sabone, à la tête d'une rébellion fantôme, dit défendre la cause musulmane en 2005 (Chauvin, 2009). Fin 2009, Baaba Ladde affirme protéger les Peuls, et secondairement les musulmans.

Toutefois, l'impunité dont bénéficie la garde rapprochée tchadienne et musulmane de François Bozizé attise les tensions. Les accidents et les règlements de compte qui lui sont imputés se multiplient à Bangui. En 2011, à la suite de la découverte des corps de deux enfants dans le coffre d'un commerçant tchadien à Bangui, des représailles touchent la famille de l'auteur présumé du meurtre, avant de s'étendre plus généralement à une mosquée et au quartier du Point kilométrique 5 (PK5)*, où sont implantés le grand marché et le principal quartier musulman de Bangui (Martinelli et Penel, 2015).

En 2013, l'islam sert à coaliser des groupes hétéroclites au sein de la Séléka, les rébellions issues du Nord-Est de la Centrafrique et des mercenaires tchadiens et soudanais. Les musulmans et les mosquées sont épargnés par les exactions de la Séléka, contrairement aux missions et aux symboles chrétiens (Chauvin et Seignobos, 2013). Les pillages et les exactions perpétrés, de même que les menaces proférées contre les sites et le personnel religieux par la Séléka provoquent de fortes réactions, de la part du clergé et de la population (Martinelli et Penel, *ibid.*).

« Je crois que ce qui a amené au fait que les Tchadiens soient visés, mal vus, haïs, c'est l'arrivée de la Séléka au pouvoir. Comme les chefs de cette rébellion sont musulmans, les Centrafricains considèrent que ce sont des Tchadiens ou que c'est le Tchad qui est derrière cette rébellion. [...] Mais, nous les Tchadiens (de Centrafrique), nous n'avons rien à voir avec ce qui s'est passé, avec la politique, nous sommes seulement des commerçants. [...] Dans la Séléka, il n'y a pas que des musulmans. Mais comme la chefferie de la Séléka est musulmane, nos frères centrafricains considéraient que toute la Séléka est musulmane. Et puis tout ce qui est musulman est assimilé aux Tchadiens »²⁵.

3.3. Le nettoyage des anti-balaka

Des leaders politiques et des responsables religieux attisent le sentiment anti-musulman qui apparaît chez une partie de la population chrétienne, dépossédée du pouvoir politique et soumise à de graves exactions.

.....

25. Entretien, délégué de la colonie tchadienne, Bangui, juin 2016 (Observatoire Pharos).

Dès décembre 2012, François Bozizé développe un discours ultranationaliste et, de façon sous-jacente, anti-musulman, poussant la population à prendre les armes (Chauvin et Seignobos, 2013). Ce « *discours ultranationaliste, ciblant la Séléka et les musulmans comme des étrangers djihadistes, sert à fédérer les anti-balaka* » (Chauvin et Seignobos, *ibid.* : 142).

Du côté religieux, en mars 2013, Juan José Aguirre Muños, évêque de Bangassou, la ville du Sud-Est de la République centrafricaine, n'avait pas hésité à déclarer que les rebelles étaient des « *djihadistes* », en précisant que l'unité qui avait attaqué Bangassou avant de se diriger vers la mission de Zemio et la frontière soudanaise était « *une faction dissidente de la coalition Séléka [...] qui veut établir une République islamique* » (Martinelli et Penel, 2015 : 40). Son récit est rapidement mis en relation avec des témoignages de pasteurs d'Églises évangéliques, presbytériennes, baptistes, pentecôtistes qui ont identifié un projet islamique, désigné par les termes « *djihadiste* », « *wahhabite* » ou « *salafiste* ». Le récit de l'évêque de Bangassou va ainsi servir de support paradigmatique à une série d'analyses confessionnelles qui avancent la thèse d'une entreprise de violences dirigées vers les communautés chrétiennes (Martinelli et Penel, *ibid.* : 44).

À partir du 5 décembre 2013, une vague de violences sans précédent cible les musulmans, la Séléka exerçant ensuite une répression aveugle contre les anti-balaka provoquant des centaines de morts. Début 2014, les anti-balaka profitent de l'opération militaire française *Sangaris* qui cible la Séléka pour pratiquer un nettoyage anti-musulman, les harcelant jusqu'à leur fuite vers le Nord-Est ou vers l'étranger. C'est dans ce contexte que le Tchad intervient en Centrafrique pour évacuer plusieurs dizaines de milliers de « Tchadiens »* de la RCA en 2014.

Les violences à connotation religieuse et anti-« tchadienne » s'inscrivent donc dans un contexte d'instrumentalisation de la fibre identitaire par les groupes armés et les leaders politiques en Centrafrique. D'abord ponctuelles, ces violences s'inscrivent, à partir de 2013, dans le cadre d'une volonté de changer de manière coercitive le peuplement, pour effacer l'hétérogénéité des religions et des nationalités, afin d'évincer la Séléka du pouvoir.

Conclusion

Les violences en Centrafrique ont longtemps été sans connotation religieuse, relevant de luttes politiques. La religion apparaît en 2013 comme un nouveau registre identitaire mobilisé par les groupes politico-militaires, pour coaliser la Séléka, et par les anti-balaka, même si des antagonismes anciens et des violences sporadiques à connotation religieuse existaient déjà avant cet engrenage récent de violences. Les « Tchadiens »*, considérés dans leur ensemble comme l'une des principales communautés musulmanes d'origine étrangère, ont cristallisé les ressentiments.

Conclusion de la Première partie

Dans une dynamique de régionalisation conflictuelle, les flux transfrontaliers guerriers, notamment de combattants et d'armes, entre la Centrafrique et le Tchad se sont fortement accrus depuis le début des années 2000.

Par sa participation à l'escalade régionale des conflits de la Centrafrique, le Tchad a exercé son hégémonie sur la Centrafrique, sans pour autant imposer une vassalisation à ce dernier pays. Le pouvoir central tchadien a lancé en Centrafrique des opérations militaires bilatérales et multilatérales à des fins sécuritaires et économiques, pour limiter l'insécurité dans ses régions méridionales et pour faciliter l'accès de ses éleveurs transhumants aux pâturages centrafricains. Ces interventions ont fortement impacté les dynamiques politiques de la Centrafrique, contribuant à des putschs ou, à l'inverse, à la stabilité du pouvoir présidentiel en place. Toutefois, toutes les interventions tchadiennes n'ont pas été centralisées, pouvant être le fait de rebelles, de bandits ou d'agents de l'État défendant leurs intérêts privés ou répondant à une hiérarchie régionale ou locale. À plusieurs reprises, l'arrivée de combattants tchadiens a été sollicitée par des leaders politiques ou militaires centrafricains, pour prendre le pouvoir, mater une rébellion intérieure, ou développer une activité criminelle.

La participation du Tchad aux conflits de la Centrafrique a également pris la forme d'une instrumentalisation conflictuelle régionale (instrumentalisation de la représentation de l'intervention d'un pays voisin dans une guerre civile). L'idée que les acteurs tchadiens conduisaient en Centrafrique à travers des hommes en armes un projet de longue main, de domination politico-économique, visant aussi à imposer une prééminence musulmane dans une Centrafrique à majorité chrétienne a été diffusée par des leaders politiques et religieux centrafricains pour repousser la Séléka. Ce discours a poussé sciemment au racisme anti-musulman et anti-« tchadien »* proféré par des groupes d'autodéfense anti-balaka, ravivant ainsi des antagonismes entre des populations vivant souvent séparément leurs activités économiques et leurs religions, et ce avant même le déclenchement des conflits récents.

SECONDE PARTIE

L'IMPACT DES CONFLITS DE LA CENTRAFRIQUE SUR LA RÉGION TCHAD- CENTRAFRIQUE

Introduction

Cette partie analyse l'impact des conflits de la Centrafrique sur l'évolution de la région Tchad-Centrafrique.

Les conflits de RCA ont provoqué une réduction partielle des échanges entre le Tchad et la Centrafrique. La plupart des échanges sont réduits par la fermeture et la militarisation de la frontière, mais cette réduction exclut certains flux, comme le bétail, soutenus par des militaires tchadiens et la Séléka qui y trouvent des opportunités économiques.

Les conflits de la Centrafrique ont séparé les communautés tchadiennes et centrafricaines, renforçant la ségrégation spatiale en RCA et engendrant l'expulsion des « Tchadiens »* (Chapitre 4). Les conflits ont réduit les échanges économiques entre le Tchad et la Centrafrique par des barrières sur les routes entre les deux pays (Chapitre 5). Toutefois, les conflits favorisent la pénétration du bétail tchadien en Centrafrique, participant à bouleverser la géographie régionale de l'élevage (Chapitre 6).

Chapitre 4

La séparation spatiale des « Tchadiens »* et des Centrafricains

Introduction

Les conflits de RCA ont renforcé la ségrégation urbaine et régionale entre les « Tchadiens »* et les « autres » Centrafricains, et plus largement entre les musulmans et les chrétiens. Par ailleurs, une grande partie des « Tchadiens »* de Centrafrique a été expulsée vers le Tchad.

1. Le renforcement de la ségrégation urbaine en RCA

Les conflits de 2013-2014 ont renforcé la ségrégation de l'espace urbain jusqu'à sa fragmentation en enclaves et en quartiers mono-confessionnels, comme le montre l'exemple de la capitale Bangui.

1.1. *Bangui ségréguée*

Avant les conflits, la ségrégation ethnique et religieuse était forte, résultant de politiques coloniales d'urbanisme et de choix résidentiels des exilés ruraux (Chauvin, 2009).

L'administration coloniale a ségrégué la ville de Bangui par des politiques d'organisation urbaine séparant les Blancs et les Noirs. La ville est divisée en trois noyaux, la mission Saint-Paul-des-Rapides, le centre-ville administratif et les quartiers indigènes. Dans les années 1910, une zone tampon est créée entre le centre-ville et les villages indigènes, et des déguerpissements sont organisés pour refouler les Oubanguiens en périphérie. À partir des années 1930, les plans d'urbanisme consacrent la séparation entre la ville européenne et les villages indigènes, créant des quartiers intermédiaires occupés par les « Évolués »*, des Oubanguiens de l'administration et des entreprises coloniales (La Kouanga, par exemple).

Par ailleurs, l'administration coloniale institutionnalise la ségrégation sur fondements ethnique et religieux, liée initialement aux choix résidentiels des exilés ruraux. Les exilés ruraux s'appuient sur leurs réseaux familiaux et ethniques pour faciliter leur insertion urbaine. Ils s'installent dans des quartiers situés

sur les routes menant à leurs régions d'appartenance pour faciliter les communications avec leurs villages d'origine (Piermay, 1993). Ainsi, dès les années 1910-1920, les quartiers Sud de la capitale agrègent des personnes originaires du Sud de la colonie (ethnies ndri, ngbaka, yakoma, etc.) et inversement dans les quartiers Nord (ethnies banda, mandja, etc.). Les musulmans originaires du Tchad, du Cameroun, du Nigeria et du Niger s'établissent dès 1907 dans d'autres quartiers, comme Yalooa et Haoussa. Dans les années 1930 et 1940, l'administration coloniale renforce ces séparations spatio-identitaires par des relocalisations de citadins sur critère ethnique. « *Interdiction était faite aux résidents de quitter, pour un autre lieu, le quartier qui leur avait initialement été assigné. L'indigène de la tribu Ali, élisant domicile en milieu banda, par exemple, était un "étranger" ; il encourait, du fait de cette intrusion, la prison ou l'amende. Les chefs eux-mêmes devaient dénoncer à la police les éléments étrangers résidant dans leur quartier* » (Kouroussou Gaoukane, 1985 : 257).

À l'indépendance, la discrimination raciale ne se justifie plus, mais la ségrégation socio-identitaire se prolonge. Les exilés ruraux centrafricains, comme les étrangers, continuent à se regrouper par origines géographiques, ethnies et religions. Bangui est un « *assemblage d'entités très différentes, une mosaïque au morcellement infini* » (Villien, 1987 : pp. 856-857).

La ségrégation urbaine, ethnique et religieuse, est inhérente à la construction des centres urbains en Centrafrique. Les groupes armés, en instrumentalisant les identités, renforcent ces ségrégations jusqu'à fragmenter les villes.

1.2. La fragmentation urbaine par les conflits

Les conflits ont renforcé l'homogénéité ethnique et religieuse des villes. Des quartiers et des sites urbains se sont transformés en enclaves mono-identitaires coupées du reste de la ville.

Durant les affrontements, les citadins se regroupent par communautés pour se protéger de groupes armés attaquant en fonction d'appartenances ethnique ou religieuse. Ainsi, en 1996-1997 et en 2001, des migrations ont lieu entre les quartiers Nord et Sud de la capitale, dans un contexte d'instrumentalisation de macro-ethnies (de la savane, du fleuve et de la forêt) par les loyalistes d'Ange-Félix Patassé et les insurgés (Chauvin, 2009). En 2013-2014, l'affrontement à connotation religieuse entre la Séléka et les anti-balaka favorise les regroupements confessionnels à Bangui et dans les autres villes de Centrafrique.

Homogénéisés sur le plan identitaire, les quartiers et les sites urbains sont séparés de leur environnement immédiat par des lignes de front, des barricades ou des *no man's land*. Durant les mutineries à Bangui (1996-1997), les combattants dressent des barricades entre quartiers pour éviter les infiltrations ennemies, en opérant un filtrage ethnique des circulants (faciès, nom, accent) (Chauvin, 2009). En 2013-2014, la fragmentation urbaine a lieu sur critère religieux entre

les quartiers. Des citoyens se regroupent dans des enclaves, protégées par leur sacralité (églises, mosquées, centres missionnaires) ou par leur extraterritorialité (aéroport international de Bangui-M'Poko sous contrôle des forces françaises). En juillet 2014, 43 enclaves sont recensées à Bangui, 18 enclaves regroupant des musulmans et 25 enclaves des chrétiens (voir carte 3). Le phénomène touche Bangui comme les autres villes de l'Ouest centrafricain (52 enclaves en juillet 2014) (Chauvin, 2015a).

Là où La Kouanga reste l'un des derniers quartiers de brassage interconfessionnel, le quartier du Point kilométrique 5 (PK* 5) devient le symbole de cette fragmentation urbaine à fondement religieux en Centrafrique²⁶.

1.3. Le PK 5, quartier musulman de Bangui dans la tourmente*

Le PK* 5 est le grand quartier commercial et des musulmans de Bangui. En 2013-2014, sous la pression des anti-balaka, la concentration des musulmans s'y accentue, avant la fuite de la majorité d'entre eux vers l'Est de la RCA et l'étranger.

Avant 2013, le quartier du PK* 5 (« 5 kilos »*) accueillait 100 000 personnes, pour une densité dépassant les 200 habitants au km² (Villien, 1987). Son marché et ses boutiques proposaient des produits alimentaires et manufacturés (tissus, mobilier, quincaillerie, papeterie, matériel de construction), le centre-ville concentrant plutôt les services (banques, presse, agences de voyage).

Le PK* 5 est aussi un lieu de concentration résidentielle des populations musulmanes, parfois à l'origine étrangère ancienne²⁷, comme les « Tchadiens »*. Le PK* 5 est aussi le cœur historique de l'islam en Centrafrique, orné de sa grande mosquée construite en 1933²⁸.

Les conflits de 2013-2014 ont renforcé la concentration des musulmans au PK* 5, devenu un quartier refuge. Les anti-balaka harcèlent le quartier par des tueries spectaculaires et l'assiègent par des barricades. Parallèlement, des milices musulmanes d'autodéfense du PK* 5, parfois appuyées par des membres de la Séléka, prennent pour cibles des chrétiens et leurs lieux de culte, comme la Cathédrale Notre-Dame de Fatima.

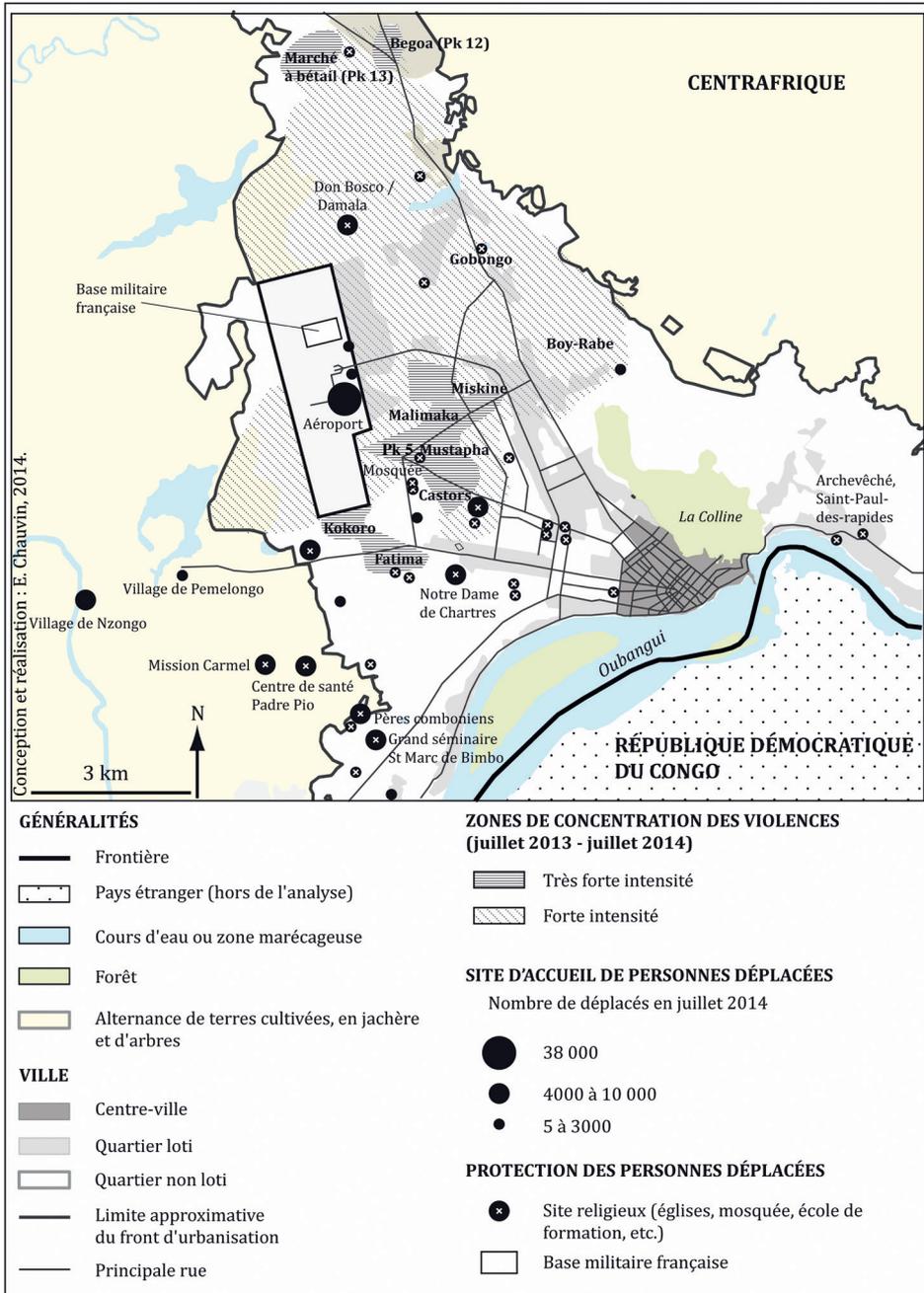
Les conflits ont donc accentué la ségrégation spatio-identitaire, ethnique et religieuse, et provoqué une fragmentation urbaine durant les combats, disloquant les quartiers en enclaves relativement fermées. En 2014, les combats tournent

.....
26. Marine Courtade, « Bangui : La Kouanga, quartier de l'espoir », http://afrique.lepoint.fr/actualites/bangui-la-kouanga-quartier-de-l-espoir-08-04-2014-1857613_2365.php, publié en 2014, consulté en 2016.

27. Les toponymes de certains quartiers du PK*5 témoignent de cette présence étrangère ancienne : Camerounais Nord, Camerounais Douala, Camerounais Yaoundé et Sénégalais.

28. Mairie de Bangui, 2007. Monographie du 3^e arrondissement de la ville de Bangui.

Carte 3. Les enclaves urbaines à Bangui (2014)



Source : Chauvin, 2015.

nettement au nettoyage religieux anti-musulman, à l'Ouest de la RCA et à Bangui. 80 à 95 % des musulmans partent du PK* 5. À chaque départ, les maisons, les boutiques et les mosquées sont pillées. Les biens volés se retrouvent sur les autres marchés de Bangui, certains se spécialisant même dans la vente de « biens musulmans »²⁹. Les « Tchadiens »* musulmans organisent leurs fuites vers le Tchad et vers le Nord-Est centrafricain.

2. Le départ des « Tchadiens »* de l'Ouest centrafricain

En 2013-2014, une grande partie des « Tchadiens »* implantés de longue date dans l'Ouest de la RCA est évacuée vers le Tchad ou migre vers l'Est centrafricain, consacrant la séparation spatiale entre les Centrafricains d'origine tchadienne et les autres citoyens de Centrafrique.

2.1. Des migrations encadrées vers le Tchad

De décembre 2013 à juin 2014, les « Tchadiens »* de la RCA sont transférés par des convois militaires au Tchad, s'installant dans des sites proches des camps de réfugiés centrafricains.

Les migrations forcées de la RCA vers le Tchad ne sont pas nouvelles. De 2002 à 2013, 80 000 centrafricains rejoignent le Tchad. Des milliers de musulmans et de « Tchadiens »* fuient la milice d'Abdoulaye Miskine, 15 000 éleveurs le banditisme des « coupeurs de route » et des dizaines de milliers de civils les exactions des troupes de François Bozizé (Chauvin, 2015c). En 2016, le flux de réfugiés s'est réduit, sans s'être tari. En juin, 5 000 personnes des environs de Ngaoundaye fuient vers le Tchad des conflits entre éleveurs alliés à la Séléka et agriculteurs soutenus par les anti-balaka³⁰.

À partir de décembre 2013, N'Djaména rapatrie 100 000 « ressortissants » de RCA. D'autres pays, d'Afrique centrale et de l'Ouest (Cameroun, Sénégal, Niger, etc.), procèdent à des opérations équivalentes. Le contingent tchadien de la MISCA, aidé par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), évacue les « Tchadiens »* par voie aérienne (16 000 personnes par 60 rotations d'avions cargo) et par voie routière *via* Kaga Bandoro, Bossangoa et Garoua Bouläi (60 000 personnes par convois militaires) (voir carte 4)³¹. Une minorité des « Tchadiens »* de RCA rejoint le Tchad par ses propres moyens, la plupart des Peuls tentant de sauver leur bétail par des voies de brousse.

.....
29. Laurent Larcher, « Avec les derniers musulmans de Bangui », <http://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Avec-les-derniers-musulmans-de-Bangui-2014-05-18-1152358>, publié en 2014, consulté en 2016.

30. Entretien, Nations unies, Goré, juillet 2016 (E. Chauvin).

31. Entretien, Nations unies, Goré, juillet 2016 (E. Chauvin).

Ces évacuations répondent aux besoins de protection des musulmans d'ascendance tchadienne, attaqués par les miliciens anti-balaka, dans une Centrafrique au bord du massacre de masse. Au-delà de ce motif humanitaire, d'aucuns considèrent ces évacuations comme une opération de communication de N'Djaména, visant à démontrer la capacité d'Idriss Déby à protéger les siens et à défendre les musulmans³². Succès de protection immédiate, ces évacuations posent toutefois des difficultés dans l'accueil des migrants au Tchad.

2.2. Les « retournés », dans des camps sans assistance*

Comme les réfugiés, les « retournés »* sont accueillis au Tchad dans des camps, mais leur prise en charge humanitaire n'est assurée ni par le gouvernement tchadien ni par les acteurs humanitaires.

Les « retournés »* sont accueillis dans des camps à la frontière tchado-centrafricaine (Danamadja, Kobiteye, Maingama, Sido) et à la périphérie de Moundou (Djacko) et de N'Djaména (Gaoui). Comme les réfugiés centrafricains de Goré, de Maro et d'Haraze-Manguaigne, les « retournés »* sont relégués dans des espaces enclavés selon une logique sécuritaire, pour les contrôler et les endiguer (Chauvin, 2015d). S'ajoutent à ces camps une douzaine de villages d'accueil, la plupart situés dans le Mandoul (voir carte 4).

Mais si les camps de réfugiés, gérés par les Nations unies et les ONG, sont des « oasis de prospérité » dans un milieu rural pauvre (Chauvin, 2015d), les « retournés »* sont en revanche dépourvus d'assistance. Les Nations unies, intervenues ponctuellement par « devoir moral » et « pour être politiquement correct »³³, « assurent le service minimum », mais ne « répondent pas aux standards humanitaires »³⁴. De son côté, l'État tchadien n'a versé qu'un quart des fonds promis dans son Plan de réponse global aux ONG nationales chargées des « retournés »* (Association pour le développement économique et social [ADES], Secours catholique et développement [SECADEV] et Croix-Rouge du Tchad).

Considérés comme tchadiens, les « retournés »* n'ont pas le statut de réfugiés et ne bénéficient donc pas de la protection et de l'assistance prévues par le droit international. Parallèlement, ils ne sont pas pris en charge par l'État tchadien et rencontrent des difficultés d'accès aux documents d'identité³⁵ et au foncier. Pourtant, ces migrants ont la double appartenance centrafricaine et tchadienne, attachés à la Centrafrique par leur naissance et leur vécu, et au Tchad par leur histoire et leurs réseaux familiaux, comme le laissent entendre eux-mêmes les « retournés »* rencontrés en juillet 2016. Dans les camps de Sido et de Maingama,

.....

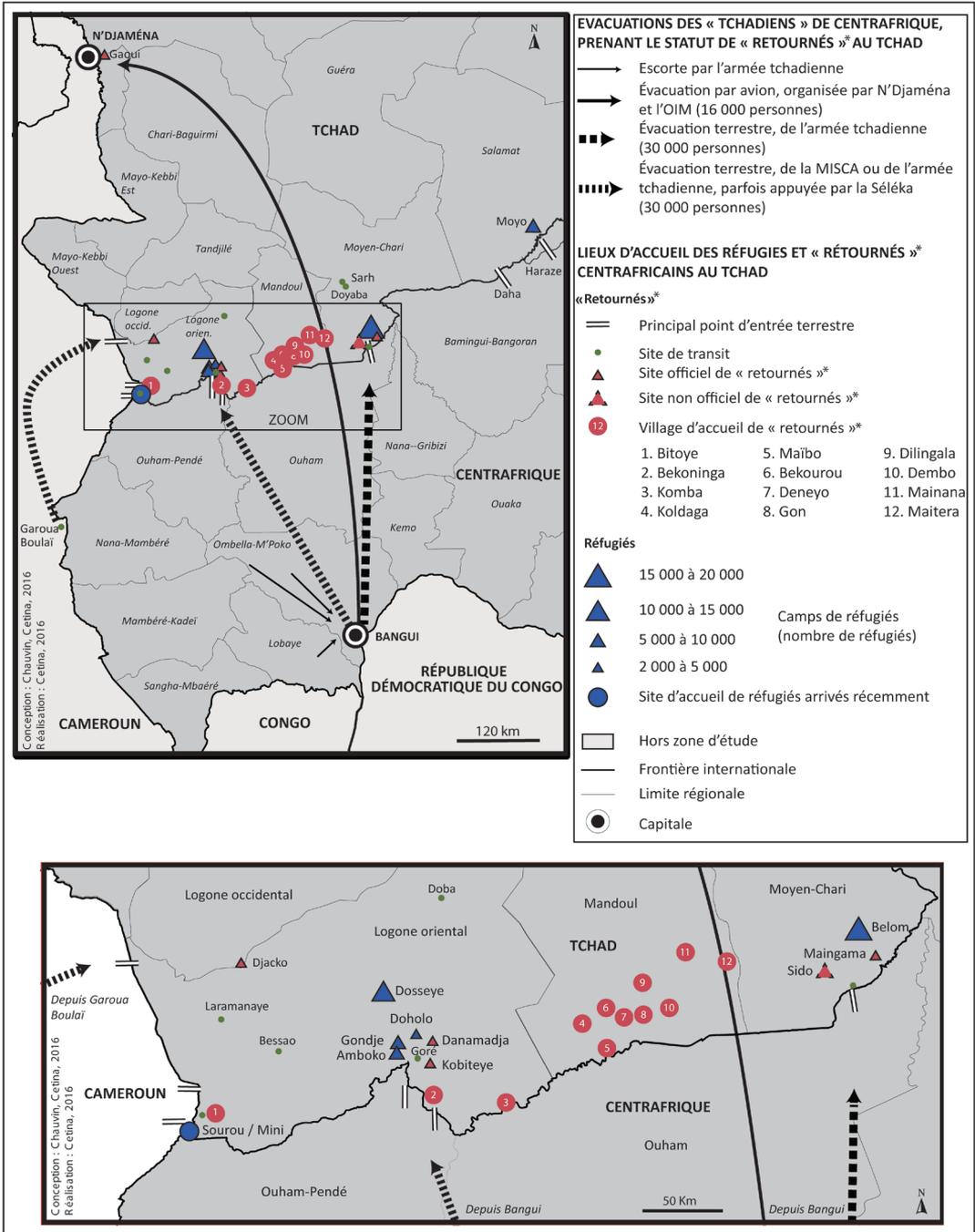
32. Entretien, corps diplomatique, N'Djaména (Tchad), juillet 2016 (E. Chauvin).

33. Entretien, Nations unies, Goré (Tchad), juillet 2016 (E. Chauvin).

34. Entretien, Nations unies, Goré (Tchad), juillet 2016 (E. Chauvin).

35. Même si 15 000 à 20 000 actes de naissance auraient été distribués au moment des élections... (Entretien, Nations unies, Goré [Tchad], juillet 2016, [E. Chauvin]).

Carte 4. Les « retournés »* et les réfugiés centrafricains au Tchad



une majorité des « retournés »* sont nés en Centrafrique (77 % contre 21 % nés au Tchad) et appartenaient, avant leur expulsion, à la deuxième génération de personnes d'origine tchadienne (54 % d'entre eux ont leurs parents nés en Centrafrique). Un cinquième des « retournés » appartenait à la troisième génération de migrants, leurs grands-parents étant aussi nés en Centrafrique (22 %). Mais des « retournés »* se considèrent aussi comme tchadiens. Au camp de Danamadja, par exemple, 75 % des « retournés »* se revendiqueraient comme étant de nationalité tchadienne et 20 % de nationalité centrafricaine, même si la majorité est née en Centrafrique³⁶.

Les conflits ont donc spatialement séparé les « Tchadiens »* de la Centrafrique. Évacués au Tchad, qualifiés de « retournés »*, ils ne bénéficient ni des droits des réfugiés ni d'une intégration équivalente aux autres citoyens tchadiens. Paradoxalement, leur double appartenance, tchadienne et centrafricaine, les consacre comme sans territoire et proche d'une apatridie *de facto*. Parallèlement, une minorité de « Tchadiens » ont migré vers l'Est centrafricain plutôt que vers le Tchad.

2.3. Des migrations vers l'Est centrafricain

Des « Tchadiens »*, et plus largement des musulmans, migrent de l'Ouest vers l'Est de la RCA, renforçant la concentration des musulmans dans cette région.

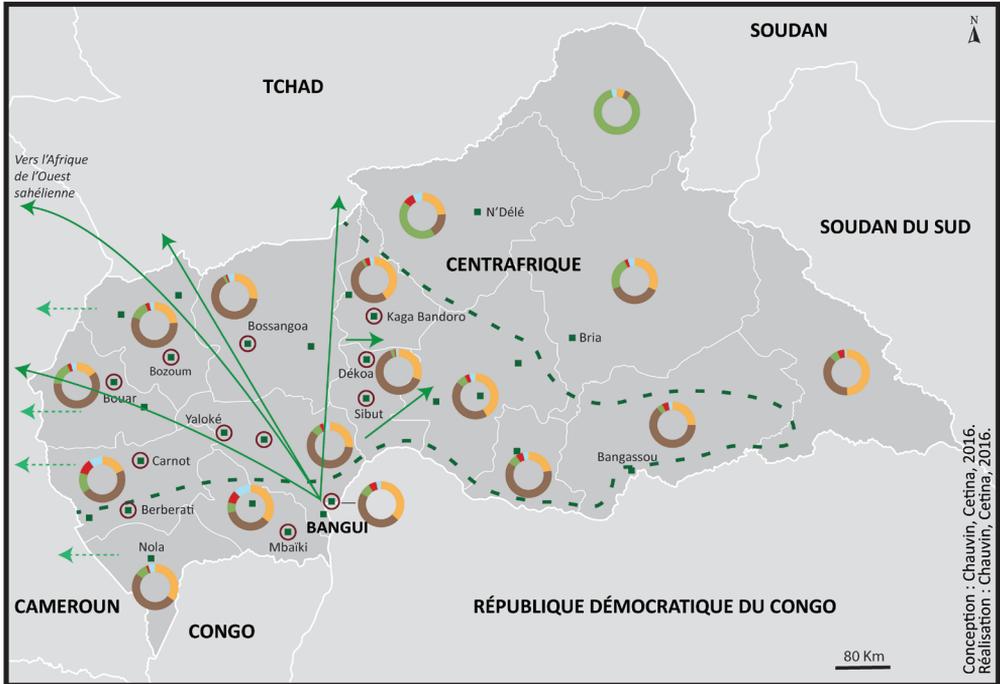
Au XIX^e siècle, le Nord-Est de la Centrafrique est l'une des voies historiques de pénétration de l'islam en RCA, depuis le Nord à travers les razzias depuis le Ouaddaï et le Darfour, puis par la constitution du Dar-El-Kuti (1830), et depuis l'Est à travers les marchands-conquêteurs venus de Kartoum, Soudan (seconde moitié du XIX^e siècle) (voir carte 5). Au début des années 2000, la proportion de musulmans était forte à l'Est, dans les préfectures de la Vakaga (86 % de la population), du Bamingui-Bangoran (45 %) et de la Haute-Kotto (23,5 %) et, plus secondairement, dans le Nord-ouest, dans la Nana-Mamberé (17 %), la Mambéré-Kadei (15 %) et l'Ouham-Pendé (13 %). Ailleurs, les musulmans représentaient moins de 10 % de la population (cf. carte 5)³⁷.

Les conflits de 2013-2014 vont renforcer la concentration des musulmans dans l'Est centrafricain. Le retrait de la Séléka de Bangui par l'opération militaire française *Sangaris* favorise les migrations de musulmans vers l'Est. Par ailleurs, entre avril et juin 2014, les Nations unies, l'OIM et l'armée française relocalisent

36. Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) au Tchad, « Tchad : situation humanitaire des retournés tchadiens de la RCA au Moyen-Chari. Rapport de situation », <http://reliefweb.int/report/chad/tchad-situation-humanitaire-des-retourn-s-tchadiens-de-la-rca-au-moyen-chari-rapport-de>, publié en 2015, consulté en 2016.

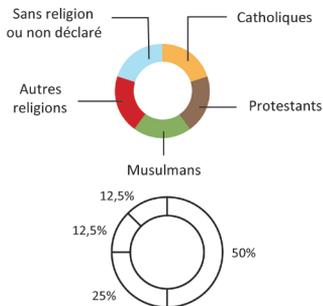
37. Gouvernement centrafricain, 2005, « Troisième recensement général de la population et de l'habitat de 2003 », Bangui, ministère du Plan, de l'Économie, des Finances, du Budget et de la Coopération internationale, Direction générale de la statistique, des études économiques et sociales, Bureau central du recensement.

Carte 5. Les recompositions religieuses en RCA à la suite des conflits



COMPOSITION RELIGIEUSE EN 2003

Par préfectures



Localisation schématique des Musulmans dans l'Ouest de la RCA

- Dans les villes de plus de 10 000 habitants (activités commerciales, de transport ou religieuses)
- Dans les campagnes reculées : limite Est de la principale zone d'exploitation du bétail (activités d'élevage)

ÉVOLUTION DE LA REPARTITION RELIGIEUSE SUITE AUX CONFLITS : QUELQUES TENDANCES

D'abord, une fuite d'une partie des éleveurs, majoritairement musulmans (2003-2010)

- > Fuite face aux coupeurs de route

Ensuite, un renforcement de la ségrégation urbaine (2013)

- Création d'enclaves monoconfessionnelles dans les principales villes de l'Ouest du pays ; plus largement renforcement de la ségrégation religieuse entre quartiers

Enfin, un nettoyage religieux anti-musulman par les anti-balaka dans l'Ouest du pays (2014)

- > Fuite organisée ou spontanée de la plupart des Musulmans de l'Ouest vers l'étranger et l'Est du pays

- Frontière internationale
- Limite de préfecture

quelques milliers de musulmans de Bangui et de l'Ouest à Bambari, Kabo et Sido. Le gouvernement de transition centrafricain de Catherine Samba-Panza finit par s'opposer à ces transferts, y voyant un facteur de partition *de facto*, entre l'Ouest chrétien et l'Est musulman. En dépit de leur volonté de quitter des conditions de vie très précaires, les derniers musulmans de l'Ouest sont dès lors bloqués dans des enclaves (Yaloké, Boda, Berbérati)³⁸. D'autres musulmans, des éleveurs Peuls, rejoignent l'Est centrafricain par leurs propres moyens.

Les conflits de 2013-2014 ont donc provoqué la séparation spatiale des musulmans et des chrétiens, suite à des migrations forcées de grande ampleur de musulmans vers l'étranger et vers l'Est centrafricain. Les « Tchadiens »* de RCA musulmans ont participé à cette dynamique, majoritairement évacués au Tchad, où leur appartenance tchado-centrafricaine les place dans une situation d'incertitude, le gouvernement tchadien et les humanitaires se renvoyant la responsabilité de leur prise en charge.

Conclusion

Depuis décembre 2013, les conflits entre la Séléka et les anti-balaka ont favorisé la dislocation de l'espace régional entre la Centrafrique et le Tchad. Les « Tchadiens »* de Centrafrique sont désormais cantonnés dans des camps au Tchad ou se sont déplacés dans l'Est de la Centrafrique sous contrôle de la Séléka. Les évacuations des « Tchadiens » de Centrafrique, si elles ont permis de protéger des civils, ont paradoxalement rempli l'objectif de modification coercitive du peuplement sur fondement religieux des anti-balaka. Au-delà de la séparation spatiale entre les « Tchadiens »* et les Centrafricains, la dé-régionalisation de l'espace Tchad-Centrafrique passe par la réduction des flux de marchandises entre les deux pays.

.....
38. Entretien, ONG, N'Djaména, juillet 2016 (E. Chauvin).

Chapitre 5

La baisse des flux de marchandises transfrontaliers

Introduction

Les conflits de la RCA ont réduit les flux de marchandises entre le Tchad et la Centrafrique. En l'absence d'évaluation quantifiée du passage des hommes et des marchandises, la tendance dépréciative des flux frontaliers de marchandises est perceptible à travers la déstructuration des réseaux transnationaux d'échanges et l'évolution des marchés. Toutefois, la rupture des échanges entre la RCA et le Tchad n'est pas totale et varie selon les régions.

1. La structure des échanges Tchad – RCA avant les conflits

Les échanges entre le Tchad et la RCA sont historiquement structurés par des réseaux transnationaux de marchands et de transporteurs.

1.1. *Les marchands*

Avant les conflits armés, les flux de denrées et de produits manufacturés entre le Tchad et la RCA étaient principalement assurés par des commerçants musulmans.

Au Tchad, ces commerçants sont majoritairement d'origine sahélienne (Ouaddaïens, Arabes, Kanembous) (Magrin, 2001) ; en Centrafrique, ceux-ci sont d'origines diverses – à savoir tchadienne, camerounaise, nigériane –, mais implantés là depuis deux ou trois générations. Ils acheminent des produits agricoles, de l'arachide, des oignons et de l'ail du Tchad vers la RCA (secondairement : mil, sorgho, maïs, riz, haricots, sésame et tourteau de coton), et en sens inverse, soit de la RCA vers le Tchad, du café et du poivre. Ils transportent des produits importés, manufacturés (tissus, papeterie, etc.) et des denrées (pâte, farine, conserves, etc.) vers les villes et les bourgs.

Des grossistes et des producteurs agricoles non musulmans commercent également du manioc, du maïs, des légumes (gombo, choux, courges, tomates) et des fruits (ananas) de la RCA vers le Tchad, et dans le sens contraire, des oléagineux (arachide, sésame). Parmi ces grossistes, en Centrafrique dominant des femmes

commerçantes (*wali gara**), lesquelles assurent le commerce de produits vivriers entre Bangui et la frontière tchadienne (Arditi, 2000 ; Chauvin, 2014).

L'ensemble de ces commerçants utilisent les services de transporteurs, qui circulent entre le Tchad et la RCA.

1.2. Les transporteurs

Anciens commerçants, fonctionnaires, planteurs ou chauffeurs de taxi, les transporteurs qui opèrent entre le Tchad et la RCA s'entourent de chauffeurs et d'apprentis. Au début des années 2000, en RCA, la grande majorité (90 %) possède moins de cinq véhicules, mais les 10 % restants détiennent plus de 50 % de la capacité totale de transport du pays (Arditi, *ibid.*).

Avant les conflits de 2013-2014, les transporteurs sont majoritairement originaires d'Afrique centrale, musulmans et à la tête d'une flotte vieillissante de camions. Ils transportent le bois, des produits manufacturés et agricoles entre Bangui et les villes du Sud du Tchad. Les autres transporteurs, chrétiens, assurent plutôt les lignes de liaison intérieure, entre Bangui et les villes secondaires (Kabo, Bambari, Bossangoa, Mbaïki, Bozoum, etc.). D'autres transporteurs sont spécialisés dans le transport de marchandises autour de centres urbains secondaires. Par exemple, dans le Nord-Ouest centrafricain, à Paoua, au début des années 2000, cinq transporteurs, d'origine tchadienne ou nigériane, possèdent neuf camions pour transporter des produits vivriers et manufacturés vers et depuis Bangui, Moundou, le grand marché frontalier de Mbaïboum et les villes de la zone diamantifère (Carnot, Berbérati) (Chauvin, 2014).

Ces échanges tchado-centrafricains de marchandises sont spatialement organisés par des pôles d'échanges.

1.3. Les pôles d'échanges

Les pôles d'échanges tchado-centrafricains sont les villes et les grands marchés.

Avant les conflits armés, les produits de RCA sont acheminés au Tchad principalement vers Moundou, Koumra et Sarh. En Centrafrique, le principal débouché de consommation des produits tchadiens est Bangui, capitale macrocéphale (représentant 50 % de la population urbaine du pays), secondairement Berbérati (75 000 habitants) et Carnot (45 000 habitants) et une série de petites villes dans le Nord de la RCA (Bouar, Bozoum, Bossangoa, Kaga Bandoro, Ndélé, Birao, Bocaranga, Paoua, Batangafo, Kabo).

Mbaïboum, Bétoko et Sido sont les trois grands marchés frontaliers tchado-centrafricains. Mbaïboum est le principal marché transfrontalier entre la Centrafrique, le Cameroun et le Tchad, qui rayonne jusqu'au Nigeria et en RDC. Son émergence, au début des années 1990, fait suite à la construction d'un pont sur la Mbéré raccourcissant le temps de parcours entre le Sud du Tchad, le

Nord-Ouest centrafricain et Ngaoundéré, terminus de la ligne de chemin de fer camerounais (Bennafla, 2002). Bétoko a pris de l'importance après 1993, quand le marché de Kaba Rongar, au Tchad, a été perturbé par les combats entre l'armée tchadienne et un mouvement rebelle (Magrin, 2001). Le troisième grand marché frontalier est Sido-Tchad, le long de la route Bangui-Sarh.

L'insécurité patente observée en RCA a entraîné la déstructuration des réseaux marchands et réorienté leurs circuits commerciaux à distance de la frontière tchado-centrafricaine.

2. Les entraves entre la Centrafrique et le Tchad

Diverses barrières sur les routes entre la RCA et le Tchad limitent les flux transfrontaliers entre les deux pays : les barrages routiers et la fermeture de la frontière depuis avril 2014.

2.1. Les barrages routiers

Les barrages routiers se sont densifiés suite au déclenchement des conflits et à la division du territoire centrafricain en fiefs tenus par des factions armées.

Perches soutenues par deux fourches plantées dans le sol, généralement en bois, les barrages routiers constituent un dispositif léger et mobile de surveillance des hommes, de leurs mobilités, ainsi qu'un lieu de prélèvement de taxes plus ou moins légales. Dès les années 1920, ils servaient à limiter l'exode rural et les flux inter-régionaux. La crise économique, à partir des années 1970, a banalisé les pratiques de taxation d'un droit de passage par les « corps habillés »* (douane, police, armée, etc.), qui y trouvent un complément substantiel de revenus.

Comme dans bien d'autres cas en Afrique subsaharienne, ces barrages sont plus nombreux et plus étanches en Centrafrique depuis le déclenchement des conflits (Chauvin, 2014). Ils servent, tant du côté gouvernemental que du côté rebelle, à filtrer et à taxer les personnes et les marchandises (Schouten et Kalessopo, 2017).

2.2. Le factionnalisme armé en RCA

La fragmentation du territoire national par des factions armées qui taxent les flux de marchandises a renforcé la densité des barrages sur les routes.

À la fin des années 2000, le Nord de la Centrafrique, frontalier du Tchad, s'est divisé en une multitude de territoires rebelles (Chauvin et Seignobos, 2013).

À partir de la fin 2013, cette fragmentation s'est étendue à l'ensemble de la province, entre l'Est contrôlé par la Séléka et l'Ouest par les milices anti-balaka.

Dans le Nord-Est, la Séléka est divisée entre le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC), à majorité rounga – lequel taxe le diamant, la faune sauvage et le bétail – et des « généraux » goula, lesquels contrôlent des sites diamantifères. À la limite du Centre et du Nord-Ouest, le Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC), lié à la Séléka et à majorité arabe, s'est taillé une rente de situation sur les flux de bétail et de marchandises dans la partie frontalière de la route Bangui-Sarh (Tchad), entre Kabo, Sido et Kaga Bandoro. Au Centre, l'Union pour la paix en Centrafrique (UPC), dirigée par Ali Darassa Mahamat³⁹ et à très forte coloration peule, exploite le bétail et taxe les flux d'or et de café dans la zone de Bambari-Ippy-Kouango, en s'arrogeant quelques sites diamantifères. Dans le Nord-Ouest, Révolution et Justice (RJ) et le MPC se partagent la taxation des flux de marchandises sur le second axe reliant Bangui au Tchad, par Paoua. Dans le reste de l'Ouest centrafricain, les milices anti-balaka contrôlent des barrages routiers, notamment sur l'axe Bangui-Cameroun (Chauvin, 2015*b*).

Ainsi, du fait de cet émiettement du contrôle territorial par les groupes armés, une marchandise peut être taxée à plusieurs reprises par divers groupes armés, lors de son transport. Par ailleurs, depuis 2014, la fermeture de la frontière tchado-centrafricaine accentue la baisse des échanges entre la RCA et le Tchad.

2.3. La fermeture de la frontière Tchad-RCA

Le Tchad a fermé sa frontière avec la Centrafrique pour des raisons diplomatiques et sécuritaires.

Les accusations d'exactions portées contre le contingent tchadien de la MISCA ont échaudé N'Djaména sur le plan diplomatique. En avril 2014, le ministre tchadien des Affaires étrangères, Moussa Faki Mahamat, dénonce un « *lynchage médiatique et politique* »⁴⁰, légitimant l'usage de la force contre les anti-balaka ayant attaqué les militaires tchadiens. Face aux accusations onusiennes et du gouvernement centrafricain, N'Djaména retire finalement son contingent de la RCA et ferme sa frontière. En 2017, la frontière est toujours fermée, bien que les relations diplomatiques entre les deux pays se soient améliorées depuis l'élection en février 2016 de Faustin-Archange Touadéra comme président de la République centrafricaine, ce dernier s'étant rendu plusieurs fois à N'Djaména.

La seconde raison de la fermeture de la frontière tchadienne est sécuritaire. La frontière est émaillée de tensions depuis les années 2000 par des infiltrations réciproques de rebelles centrafricains et tchadiens. Ces infiltrations étaient régularisées par les troupes tchadiennes sur le sol centrafricain et, entre 2007 et 2010, par

39. Ali Darassa Mahamat est un Peul mbororo uuda'en et l'ancien bras droit du rebelle-bandit tchadien Baaba Ladde.

40. Pierre Pinto, « Centrafrique : le Tchad dénonce un "lynchage médiatique et politique" », <http://www.rfi.fr/afrique/20140404-centrafrique-tchad-denonce-lynchage-mediatique-politique-mahamat-misca>, publié en 2014, consulté en 2016.

la présence de forces de l'Union européenne (Forces de l'Union européenne – EUFOR⁴¹ Tchad/RCA) et des Nations unies (MINURCAT – Mission des Nations unies en République centrafricaine et au Tchad) (Mérand et Rakotonirina, 2009). À la suite du départ du contingent tchadien de RCA, la fermeture et la militarisation de la frontière permettent au Tchad de continuer à contrôler les flux transfrontaliers, notamment pour éviter un éventuel retournement des combattants de la Séléka contre N'Djaména.

3. La baisse des échanges

Les conflits de la RCA ont disloqué les réseaux marchands et réorienté les circuits commerciaux à distance de la frontière.

3.1. La fuite des marchands et des transporteurs

Depuis les années 2000, l'insécurité devient une limite centrale aux flux transfrontaliers entre le Tchad et la RCA, jusqu'alors davantage restreints par le coût élevé des transports, lié à la vétusté des voies, des véhicules et au prix du carburant.

Dans les années 2000, en zone rebelle du Nord de la RCA, la multiplication des barrages routiers et les attaques répétées de camions par les groupes armés poussent de nombreux marchands et transporteurs à rejoindre Bangui ou le Sud du Tchad. À Paoua, par exemple, quatre des cinq transporteurs partent à Moundou, Goré et Bangui. Ils réorientent leurs trafics à l'intérieur du Tchad ou de la RCA, à distance des zones rebelles (Chauvin, 2014).

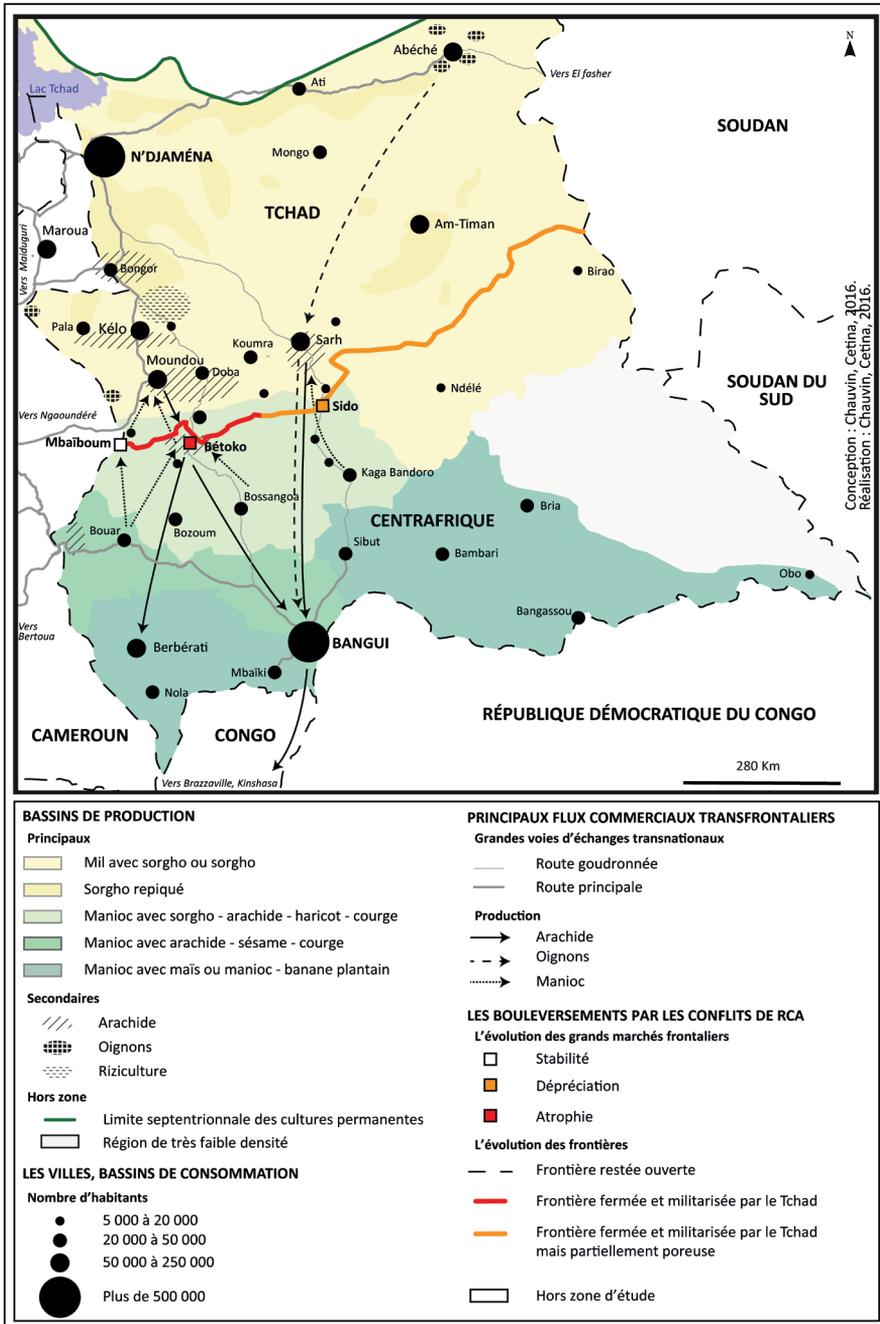
En 2013-2014, les violences anti-balaka provoquent le départ de la quasi-intégralité des commerçants et des transporteurs musulmans de l'Ouest de la RCA. La ville de Paoua est l'une des rares exceptions où ces maillons des échanges transfrontaliers sont restés implantés⁴².

La baisse des flux transfrontaliers entre le Tchad et la RCA est donc en partie la conséquence du départ, du Nord puis de l'Ouest de la RCA, des marchands et des transporteurs à majorité musulmane. Par ailleurs, la chute des échanges transfrontaliers se traduit par la perte d'influence des marchés frontaliers tchado-centrafricains.

.....
41. *European Union Force.*

42. Entretien, politique centrafricain, Paris, juin 2016 (E. Chauvin).

Carte 6. Les conflits facteurs de mutation des échanges agricoles entre le Tchad et la RCA



3.2. Le dépérissement des marchés frontaliers : l'exemple de Bétoko

Sous l'effet des conflits, le marché de Bétoko décline depuis le milieu des années 2000.

À la fin des années 1990, Bétoko est un grand marché transfrontalier. Il draine une centaine de véhicules par semaine. Bétoko est un carrefour, recevant les produits tchadiens (arachide, oignon, poisson fumé, sel, sucre, savon, vêtements, viande, natron) et les produits centrafricains (manioc, sorgho, légumes, café, ananas, banane plantain, bois). Des grossistes en provenance principalement de Moundou, Goré, Paoua et Bangui affluent alors sur le marché de Bétoko, certains achetant même un pied-à-terre dans cette étape figurant sur leurs routes commerciales.

À la suite des conflits, l'aire d'influence de Bétoko passe du régional au local. À la fin des années 2000, les combats entre la rébellion de l'APRD et les troupes de François Bozizé font fuir une grande partie des grossistes et des transporteurs. Les grossistes tchadiens, qui contrôlent une grande partie du marché, retournent de l'autre côté de la frontière. Les producteurs organisent des marchés de brousse pour éviter les violences sur les routes et dans les villages. En 2010, Bétoko ne compte plus que 80 vendeurs environ, dont 50 spécialisés sur les produits vivriers (Chauvin, 2014). En 2010, une halle est construite à Bétoko par une ONG, mais le pouvoir central refuse sa mise en activité pour étouffer la rébellion.

À partir de 2014, les violences de la Séléka, des anti-balaka et la fermeture de la frontière aggravent encore l'évolution dépréciative des marchés frontaliers entre le Tchad et la RCA. Seuls certains flux transfrontaliers perdurent, la fermeture de la frontière créant des opportunités économiques pour les acteurs militarisés.

4. Le maintien de flux transfrontaliers dans l'Est

Le trafic transfrontalier est globalement réduit entre le Nord-Ouest et le Sud du Tchad, alors que, dans le Nord-Est de la RCA, des arrangements permettent un approvisionnement partiel des zones sous contrôle de la Séléka depuis le Tchad (combinés aux flux provenant de Bangui et du Soudan).

Les flux transfrontaliers à longue distance perdurent au niveau des points de passage les plus poreux. À travers des pistes de transhumance, le contournement des postes de douane et des *checkpoints* armés assure un trafic transfrontalier dans les zones les plus enclavées et les moins contrôlées, comme vers Markounda à l'Ouest et vers Gologosso à l'Est.

À l'Est de la RCA, des passages transfrontaliers de marchandises sont assurés grâce à des arrangements monétarisés avec des chefs militaires tchadiens. Directement organisé par les chefs de la Séléka, un trafic assez soutenu de

carburant, de bière et de bétail existe, par exemple, sur la route Sido-Sarh. À Ndélé, des commerçants centrafricains se placent à la frontière et envoient des relais connus de l'armée tchadienne pour acheter des produits de l'autre côté de la frontière⁴³.

À l'Ouest, les flux tchado-centrafricains sont réorientés vers le Cameroun et le marché de Mbaïboum. Le départ des commerçants musulmans et la fermeture de la frontière créent des opportunités économiques pour de nouveaux acteurs dans le commerce et le transport. Ainsi, de jeunes individus se lancent dans l'import-export, souvent avec de petits capitaux (quelques centaines de milliers de francs CFA). Enfin, des chefs anti-balaka génèrent des trafics en embauchant des « cascadeurs », qui s'approvisionnent avec leurs motos sur les marchés nigériens et camerounais, notamment en carburant.

Conclusion

Les conflits de la Centrafrique ont donc modifié la structure des échanges entre le Tchad et la RCA. Une grande partie des marchands et des transporteurs impliqués dans ces échanges, musulmans, ont quitté l'Ouest de la Centrafrique, en raison de la multiplication des braquages, des barrages sur les routes et du nettoyage anti-musulman perpétré par les anti-balaka. Dans le Nord-Ouest de la RCA, les anti-balaka récupèrent les secteurs commerciaux et le transport en réorientant les flux vers et depuis le Cameroun. Dans le Nord-Est de la RCA, des flux existent toujours avec le Tchad, mais sont contrôlés par des commandants de l'armée tchadienne et de la Séléka qui négocient les passages. Il existe donc une trajectoire générale de dérégionalisation entre le Tchad et la Centrafrique, avec des nuances régionales.

.....
43. Entretien, Nations unies, Goré, juillet 2016 (E. Chauvin).

Chapitre 6

Le renforcement de la pénétration du bétail tchadien en Centrafrique

Introduction

Les conflits de la Centrafrique bloquent la pénétration du bétail tchadien dans l'Ouest de la RCA et la renforcent dans l'Est du pays. Des éleveurs originaires du Tchad, à la fois peuls et arabes, ont intégré la Séléka pour conquérir les pâturages centrafricains, faisant de l'Est de la RCA une terre d'élevage transnational. À l'inverse, l'Ouest centrafricain a été vidé de son bétail par les anti-balaka. Par ailleurs, les conflits de la Centrafrique modifient la commercialisation sous-régionale du bétail, créant de nouveaux circuits et rompant en RCA le monopole des « Tchadiens »* sur ce secteur économique.

1. Des armées d'éleveurs

Depuis les années 1980, l'élevage se militarise en Afrique centrale, les armes servant à la conquête des pâturages. Des éleveurs, dont beaucoup sont originaires du Tchad, se sont d'abord engagés dans le banditisme des *zargina**, puis ont formé une rébellion dirigée par Baaba Ladde, avant de constituer l'armée peule d'Ali Darassa Mahamat au sein de la Séléka.

1.1. Les Mbarara dans les zargina et l'expulsion des Peuls pionniers

Le banditisme a pris de l'ampleur en RCA dans les années 2000. Notamment alimenté par des Peuls originaires du Tchad, il apparaît aux yeux des Mbororo installés de longue date en RCA, premières victimes des bandits et obligés de fuir au Cameroun, comme un outil d'expulsion des pâturages qu'ils occupent.

À partir des années 1980, se déclenche une course aux pâturages entre les Peuls qui migrent du Tchad vers la RCA (Mbarara*) et les Mbororo pionniers, originaires du Cameroun et venus en Centrafrique à partir de 1923. Les premiers prennent à revers les seconds, s'installant au Nord (de la frontière camerounaise à Batangafo) et à l'Est (périphéries de Bambari) des zones de pâturages habituelles des Mbororo pionniers. Cette course mène ces communautés d'éleveurs jusqu'à Mboki, ville de l'extrême sud-est de la RCA qui compte aujourd'hui plus

de 80 % d'éleveurs (Lallau, 2015). Bloqués vers l'Est par l'armée sud-soudanaise et les marais du Bahr el-Ghazal, certains éleveurs poursuivent leur migration jusque dans le Nord-Est de la RDC.

Les Mbororo pionniers et les Mbarara*, malgré une lointaine origine commune, sont des communautés étrangères les unes aux autres (Chauvin et Seignobos, 2013). L'habitat des premiers, qui se sont sédentarisés partiellement, s'est « alourdi » et s'est rapproché des villages, là où les Mbarara* ont des huttes légères en demi-boule, vivant loin des villages qu'ils ne côtoient que pour se ravitailler. Les Mbororo pionniers ont raccourci leurs transhumances, alors que les Mbarara* sont extrêmement mobiles dans des déplacements à longue distance. Les premiers fréquentent relativement assidûment les mosquées et les écoles et parlent sango, contrairement aux seconds.

Les Mbororo pionniers accusent les Mbarara* d'avoir grandement alimenté le phénomène des coupeurs de route. Ils considèrent que certains de ces éleveurs, fuyant la sécheresse de 1983, employés comme bergers ou demandant l'aumône, sont à l'origine des premiers vols massifs de bétail. Une première migration saisonnière en 1983 aurait servi à prospecter le bétail à voler, avant que se déclenchent, les années suivantes, les premiers vols de grande ampleur. Les Mbororo pionniers estiment également que les Mbarara* ont servi d'indicateurs dans les bandes de coupeurs de route dans les années 1990-2000. Les *zargina** avaient une parfaite connaissance du monde de l'élevage : ils volaient prioritairement les animaux les plus chers (grands taureaux) et les « grands éleveurs », ceux ayant le plus de bétail (Chauvin, 2015).

Dans les années 2000, l'amplification du phénomène des coupeurs de route entraîne la fuite d'une grande partie des Mbororo pionniers vers le Cameroun (environ 100 000). Beaucoup d'entre eux estiment aujourd'hui, avec du recul, que les coupeurs de route voulaient, au-delà de s'accaparer leur bétail, les expulser de RCA.

« On a l'impression que les Mbororo se sont faits expulser de Centrafrique. Les Anagamba (clan peul venu du Tchad) ont fait leur campement de saison sèche en Centrafrique, avant de repartir au Tchad. L'année suivante, les premiers zargina sont arrivés. Ils ont pillé le bétail des Mbororo, qui ont fini par fuir la Centrafrique. Maintenant, les Anagamba ont massivement investi nos anciens pâturages de Centrafrique »⁴⁴.*

« Les zargina m'ont dit : si tu as toujours des bœufs, nous reviendrons te les prendre. Quand tu n'auras plus de bœufs, nous viendrons te tuer. Ta seule chance c'est de fuir. À ce moment-là, j'ai compris qu'ils voulaient que je parte »⁴⁵.*

44. Entretien, réfugié centrafricain, Meiganga (Cameroun), novembre 2011 (E. Chauvin).

45. Entretien, réfugié centrafricain, Meiganga (Cameroun), novembre 2011 (E. Chauvin).

Ce discours accusateur contre les Mbororo tchadiens (Mbarara*) masque l'engagement de Mbororo pionniers dans les *zargina**, mais transcrit en partie la pénétration du bétail tchadien par le banditisme.

1.2. La rébellion de Baaba Ladde

Depuis 2009, la pénétration armée du bétail tchadien en RCA passe par la constitution de rébellions peules. Fin 2009, Baaba Ladde, un Peul uuda'en du Tchad, adopte en RCA les codes des rebelles tchadiens.

De son vrai patronyme Mahamat (ou Oumar) Abdul Kader, il est un ancien maréchal des logis, chef de la gendarmerie tchadienne. Il passe un temps dans la rébellion tchadienne du FUC, avant de guerroyer au Darfour. Ensuite, il se veut défenseur des Peuls et mobilise les Udaa'en en RCA, agrégeant notamment d'ex-*zargina**. Il s'implante dans la région de Kaga-Bandoro, avec quelques milliers de combattants suréquipés militairement.

Les combattants de son mouvement, le Front populaire pour le redressement (FPR), « *continuent à être désignés par les communautés centrafricaines voisines comme des zargina*, et leurs campements comme des "bases de zargina*"*. Mais, en ayant recours aux armes, son leader Baaba Ladde s'inscrit dans une professionnalisation de la rébellion à la tchadienne et entame sa phase "maquis de brousse", situation d'attente depuis laquelle on réclame un poste politique en échange d'un ralliement (Debos, 2013) » (Chauvin, Seignobos, 2013 : 52).

En janvier 2012, les forces de François Bozizé, soutenues par un contingent tchadien, attaquent la base du FPR à Gondava (Chauvin et Seignobos, 2013). Baaba Ladde s'est ensuite rallié à N'Djaména : il passe à la Primature, puis est nommé préfet à Sido, avant d'être finalement envoyé au bagne. Une partie de ses troupes reste sur le terrain, se regroupe autour d'un nouveau leader, Ali Darass, et rejoint la Séléka.

1.3. La Séléka et les éleveurs

Intégrer la Séléka va être l'occasion pour certains éleveurs, Mbarara* et Mbororo, de se tailler des domaines pastoraux militarisés.

L'intégration d'éleveurs dans la Séléka leur permet de conduire de véritables transhumances armées. En avril 2013, un rapport fait état des mouvements conjoints d'éleveurs transhumants en provenance du Tchad et de groupes relevant du mouvement Séléka. Toute opposition des agriculteurs à la pénétration des Mbarara est suivie d'attaques coordonnées contre les villages. Certains villageois déclarent que ces attaques visent à « faire de la place » pour les éleveurs⁴⁶.

.....
46. *Human Rights Watch* – HRW, « Je peux encore sentir l'odeur des morts », <https://www.hrw.org/fr/report/2013/09/18/je-peux-encore-sentir-l-odeur-des-morts/la-crise-oubliee-des-droits-humains-en>, publié en 2013, consulté en 2016.

Depuis lors, les factions de la Séléka offrent aux éleveurs des services payants de protection dans leurs déplacements et, plus largement, gèrent une partie des mouvements d'éleveurs : le MPC d'Al-Khatim, essentiellement composée d'Arabes et dirigée par des ex-« libérateurs »*, le long de la frontière tchado-centrafricaine ; l'UPC dans la région de Bambari et dans le Sud-Est de la RCA.

L'ancienne troupe de Baaba Ladde a grossi ses rangs et formé une branche peule de la Séléka, dirigée par un Peul uuda'en, Ali Darassa Mahamat ou Ali Darass. Après le départ de Baaba Ladde au Tchad, ce dernier a pris la tête, avec le colonel Saad, des hommes du FPR restés en RCA, et a rallié la Séléka. Après la prise de Bangui par Michel Djotodia fin mars 2013, Ali Darass est nommé chef de la 5^e région militaire de la Séléka (Ouaka) et s'installe à Bambari, agrégeant des Peuls au-delà de son lignage (uuda'en) et, coalition Séléka oblige, des Arabes, des Rounga et des Goula. Mais en 2014, la Séléka se fissure. Ali Darass créé l'UPC. Il cherche alors à renforcer son contrôle à la fois sur un plan territorial et sur les ressources, légitime son action comme un outil de défense des Peuls, tout en donnant des gages de reconnaissance aux nouvelles autorités de Bangui (opposition à la partition du pays, engagement dans les accords de cessez-le-feu et dans le processus de désarmement). Initialement implantée dans le triangle Bambari/Grimari/Ouango, l'UPC s'est attachée à prendre le contrôle de points de passage frontaliers avec la RDC, d'une partie de la ville diamantifère de Bria, du Sud-Est jusqu'aux alentours de Bangassou (Ouango, Nzacko) et du Centre-Nord vers Mbrès et Ouandago. La rébellion est devenue plus franchement monocolore, peule, et a élargi sa gamme de ressources contrôlées au-delà du bétail : or (Labakézé, Ndassima), diamant (Dimbi, Kembé, etc.), taxe sur les marchés frontaliers (Béma, Nzacko, etc.), les circulations de marchandises et le café (Chauvin, 2015b).

Depuis la mi-2016, une nouvelle armée peule s'est formée dans le Nord-Ouest de la Centrafrique : Retour, Réclamation et Réhabilitation (3R). Cette nouveauté s'inscrit dans un mouvement de fond : la militarisation des Peuls, qui revendiquent des territoires et une intégration dans le pouvoir central, l'administration et les corps de défense.

2. Une nouvelle géographie de l'élevage

Les conflits de la RCA ont modifié la répartition des bassins de production de l'élevage et leurs liens transnationaux. L'Ouest centrafricain a été vidé de son bétail par les anti-balaka, devenant inaccessible aux éleveurs de la sous-région, contrairement à la région Est.

2.1. L'Ouest centrafricain sans bétail

Les anti-balaka ont expulsé les éleveurs d'une grande partie de l'Ouest de la Centrafrique, accusés de collusion avec la Séléka en raison de leur confession musulmane. Ils en ont profité pour voler du bétail aux éleveurs : à Bossangoa, 5 000 têtes de bœufs dans 21 campements ; à Bouar, plus de 23 000 têtes, écoulées vers le Cameroun (ICG, 2014 ; Betabelet *et al.*, 2015). 120 000 nouveaux réfugiés mbororo se sont ajoutés aux 100 000 déjà partis au Cameroun pour fuir les coupeurs de route. Quelques milliers de réfugiés sont partis au Tchad dans la région de Mandoul (Moissala, Bédjondo), dans les sous-préfectures de Bitoye et de Sido. Seules quelques poches d'élevage subsistent dans l'Ouest centrafricain, dans les communes d'élevage, où les éleveurs bénéficient de la protection de maires peuls influents politiquement (Niem-Yelléwa, Gaudrot dans la Nana-Mambéré ; Kouï dans l'Ouham-Pendé), ou dans des sites où les éleveurs sont très fortement militarisés (Abba, Amada-Gaza, Noufou).

Par ailleurs, les transhumances depuis le Tchad et le Cameroun vers l'Ouest centrafricain sont largement bloquées. Depuis le Tchad, les entrées se font sous la protection de la Séléka, notamment du MPC. Depuis le Cameroun, certains *ardo** (chefs mbororo) réfugiés négocient des transhumances collectives avec les anti-balaka, les chefs de secteurs de l'élevage et les autorités locales, contre l'imposition d'importantes taxes⁴⁷. Le blocage de l'Ouest centrafricain aux éleveurs renforce la pression pastorale au Sud du Tchad et dans l'Est du Cameroun.

2.2. L'Est centrafricain nouvelle terre d'élevage

La plupart des éleveurs se concentrent dans l'Est de la RCA, sous la protection de la Séléka : (i) dans les régions de Kabo, Batangafo, Mbrès et Kaga-Bandoro au Nord ; (ii) dans la Ouaka, la Basse et la Haute-Kotto et le Mbomou au Sud.

L'arrivée de la Séléka a facilité les transhumances depuis le Tchad en 2013-2014. Mais les conséquences de la fermeture de la frontière tchado-centrafricaine sont difficiles à évaluer. Si aux postes de contrôles sanitaires, les éleveurs tchadiens ne sont pas officiellement enregistrés, des entrées d'éleveurs sont signalées par Sido, la réserve du Bamingui-Bangoran et le nord de Ndélé, certains descendant jusqu'au Sud-Est centrafricain.

L'Est de la Centrafrique sert aussi à faire prospérer les « bœufs des commandants »* ou « bovins de l'autorité »*, cheptel fantôme, dont personne n'ose parler au Tchad, ni ne connaît précisément l'ampleur, car appartenant à des élites politiques et militaires tchadiennes et restant gardé par des bergers peuls. En Centrafrique, des membres de l'armée tchadienne ou des groupes de la Séléka

.....
47. Philippe Le Clerc, 2016, *Étude des systèmes d'élevage transfrontaliers Cameroun/RCA, Diagnostic de la situation à l'échelle régionale suite à la crise de 2013 en RCA*, Croix-Rouge française, non publié.

liés à des propriétaires tchadiens assurent la sécurité de ces troupeaux d'élites diverses. Les convoyeurs de ce capital économique sont souvent équipés de téléphones satellitaires et d'armes de guerre. Ils s'imposent aux autres éleveurs et aux agriculteurs, contraignant à libérer de grands espaces pour le pâturage de leurs troupeaux.

La répartition des bassins de production du bétail suit donc des logiques politiques, de divisions du territoire entre, à l'Ouest, les anti-balaka hostiles aux éleveurs et, à l'Est, la Séléka qui protège ces derniers.

3. La recomposition des circuits de commercialisation du bétail

Les insécurités ont fortement recomposé les acteurs, les circuits et les modes de transport dans le secteur de la commercialisation du bétail.

3.1. Le bétail tchadien pris en tenaille par les insécurités

Les grands débouchés de consommation du bétail tchadien, que sont les villes du Nigeria, secondairement les capitales centrafricaine et congolaise (Bangui et Brazzaville), sont dans une large mesure bloqués par les insécurités.

Du côté nigérian, les exactions perpétrées par le mouvement rebelle Boko Haram et les fermetures des frontières avec le Tchad et le Cameroun subséquentes ont provoqué la fermeture de plusieurs marchés à bétail, habituellement alimentés depuis le Tchad (Banki, Maiduguri, Gambaro, etc.). Le seul grand marché resté ouvert est celui de Moubi, à l'extrémité méridionale de la zone d'interventions de Boko Haram, que les éleveurs rejoignent par une voie Sud passant par Goré, Mbaïboum, Touboro, Dumri ou une voie Nord par Kélo et Pala⁴⁸. La dévaluation du naira (monnaie nationale du Nigeria) en juin 2016 a, par ailleurs, entraîné une limitation des marges pour les exportateurs tchadiens de bétail en direction du Nigeria.

Parallèlement, les débouchés du bétail tchadien vers la RCA sont largement bloqués par les conflits. Les commerçants à bétail rencontrés au Sud du Tchad disent ne plus exporter vers Bangui et par extension vers Brazzaville.

Ce contexte a entraîné une accumulation du bétail à vendre au Tchad, notamment dans les grands marchés, comme Roro, et donc une baisse des prix de vente. La réouverture de la frontière entre le Nigeria, le Cameroun et le Tchad (décembre 2016) risque de renforcer la repolarisation des circuits de commercialisation du bétail tchadien vers le Nigeria aux dépens de la Centrafrique et du Congo, largement entamée depuis la fin des années 1990 (Duteurtre *et al.*, 2003).

.....
48. Entretien, commerçant à bétail, Goré, juillet 2016 (E. Chauvin).

3.2. De nouveaux circuits commerciaux en RCA

Les insécurités ont largement recomposé les circuits de commercialisation du bétail en Centrafrique.

Si vers les petites villes les convois se font le plus souvent à pied, vers les plus grandes agglomérations, comme Bangui, ils se déroulent en revanche sous escorte de forces armées. Depuis les bassins de production du Centre-Nord (Kabo, Kaga Bandoro, Batangafo), de l'Est (Bambari) et les poches d'élevage du Nord-Ouest (Bouar), le bétail est transporté dans des véhicules escortés par la Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations unies en Centrafrique (MINUSCA), appartenant à des commerçants à bétail retranchés au PK* 5. Par ailleurs, la rivière Oubangui peut servir d'axe de convoi du bétail. La voie fluviale servait déjà, avant les conflits, au transport de bétail de Bangui à Brazzaville, dans des bateaux de taille moyenne. Désormais, l'Oubangui permet également de transporter le bétail de l'Est de la RCA vers Bangui, dans des bateaux à fond plat (dénommés localement « baleinières »), en évitant les groupes anti-balaka dispersés sur les voies routières. Le bétail est transporté notamment de Mobaye au port fluvial de Bangui (Ouango Sao) (Betabelet *et al.*, 2015).

Globalement, l'approvisionnement de Bangui en viande est très insuffisant et irrégulier. Signe de ce manque de produits carnés, le prix du bétail aurait été multiplié par trois entre 2012 et 2016 (Betabelet *et al.*, *ibid.*). La baisse de l'offre en viande touche l'ensemble de l'Ouest de la RCA, conséquence directe de la politique d'expulsion des musulmans menée par les anti-balaka.

3.3. La fin du monopole des « Tchadiens »* sur la commercialisation du bétail en RCA

Comme dans plusieurs pays d'Afrique centrale et de l'Ouest (Boutrais, 2001), l'élevage et le commerce du bétail constituent historiquement deux secteurs économiques monopolisés par des groupes identitaires différenciés. En RCA, les éleveurs se revendiquent très majoritairement Peuls mbororo. Les commerçants de bétail sont pour la plupart des locuteurs arabes et des descendants plus ou moins lointains de groupes arabes du Tchad. Le commerce de bétail est également exercé, mais de façon très minoritaire, par des Foulbé, des Rounga, des Kanouri et des Bornouans.

Sous le régime de la Séléka, le grand marché à bétail du PK* 13 était sous la coupe de commerçants arabes « tchadiens »* entrés dans ce mouvement armé. L'arrivée des anti-balaka a rompu leur monopole au niveau de la commercialisation dans l'Ouest de la RCA : des chrétiens et des femmes arrivent à se faire une place dans les circuits de commercialisation du bétail, ainsi que des anti-balaka. Ce serait, par exemple, des femmes commerçantes qui approvisionneraient en viande les sites miniers de Bossembélé et Yaloké (Betabelet *et al.*, 2015). Du côté de la frontière camerounaise, comme à Berbérati, ce sont les bouchers qui

assurent le convoyage depuis le Cameroun, s'approvisionnant auprès de réfugiés qu'ils connaissaient avant la crise⁴⁹.

Les conflits de la Centrafrique ont donc renforcé le déclin de l'axe méridien de commercialisation du bétail, entre le Tchad, Bangui et Brazzaville. La réouverture progressive des marchés nigériens devrait encore renforcer cette tendance. En Centrafrique, la commercialisation se déroule sous escorte armée par la route ou par la rivière Oubangui. Régulièrement perturbés par les insécurités, les approvisionnements urbains en viande se sont raréfiés.

Conclusion

Les armes ont donc servi à une partie des éleveurs tchadiens, gardant leur propre bétail ou celui d'une élite politico-militaire, à investir les pâturages centrafricains à travers le banditisme, puis des rébellions, en évinçant les anciens éleveurs de RCA aujourd'hui réfugiés au Cameroun et les agriculteurs pour « faire de la place ». Les liens entre ces éleveurs tchadiens et la Séléka sont indéniables, même si tous les éleveurs ne se sont pas ralliés à ce mouvement armé. Les anti-balaka ont entraîné un deuxième bouleversement de l'élevage en RCA et dans la sous-région, en expulsant tous les éleveurs de l'Ouest centrafricain, devenue une terre presque exclusivement agricole. Troisième et dernier bouleversement, les conflits de la Centrafrique ont renforcé le déclin de l'axe méridien de commercialisation du bétail, entre le Tchad, Bangui et Brazzaville.

49. Philippe Le Clerc, 2016, *Étude des systèmes d'élevage Transfrontaliers Cameroun / RCA, Diagnostic de la situation à l'échelle régionale suite à la crise de 2013 en RCA*, Croix-rouge française, non publié.

Conclusion de la Seconde partie

L'ancienne « voie fédérale », qui relie le Tchad au Congo par la Centrafrique, n'est plus qu'un axe secondaire. Les conflits de la Centrafrique et leur régionalisation avec le Tchad ont renforcé le déclassement de cette voie, entamé depuis les années 1970, en provoquant une diminution des échanges de marchandises et des mobilités des hommes entre la RCA et son voisin du Nord.

Les réseaux transnationaux construits de longue date entre la Centrafrique et le Tchad par des migrations sont aujourd'hui segmentés. Les « Tchadiens »* de Centrafrique, qui participaient à structurer ces réseaux, par leurs mobilités familiales et commerciales, ont été évacués vers le Tchad sous la pression des anti-balaka. Les entraves aux flux de marchandises se sont multipliées entre la RCA et le Tchad, notamment les barrages routiers et la fermeture de la frontière.

Cependant, des distinctions régionales existent dans l'évolution des échanges entre la Centrafrique et le Tchad. Le Nord-Ouest centrafricain et le Sud du Tchad ont connu une forte décroissance de leurs flux transfrontaliers en raison d'une application stricte de la fermeture de la frontière et de la pression des anti-balaka sur d'éventuels passages ou retours de musulmans depuis le Tchad. Entre l'Est de la RCA et l'Est du Tchad, la situation est plus contrastée. Des flux de marchandises et d'éleveurs existent, mais ils sont fortement militarisés, étant placés sous le contrôle de la Séléka et de militaires tchadiens.

CONCLUSION GÉNÉRALE ET RECOMMANDATIONS

Conclusion générale

Cette étude a montré l'étroite complémentarité de plusieurs phénomènes territoriaux : les conflits, les échanges et l'intégration régionale. Dans le cas du « couple » Centrafrique/Tchad, les conflits, s'ils ont favorisé temporairement les flux militaires transfrontaliers, ont plus durablement entraîné une désintégration régionale entre les deux pays, par une diminution des circulations économiques et un cloisonnement politique et sociétal.

Les limites de la sécurisation régionale

Depuis la fin des années 1990, les engagements des armées africaines dans les missions de maintien de la paix sont encouragés par la « communauté internationale » et les organisations régionales, permettant d'envisager la création d'architectures régionales de sécurité. Toutefois, ces engagements se font dans des contextes où le monopole public de la force n'existe ni à l'échelle régionale ni à l'échelle nationale.

Dans les forces régionales, les contingents nationaux obéissent souvent aux gouvernements de leurs pays d'origine. Dans le cas étudié, l'implication du Tchad dans des forces multilatérales a été perçue négativement en Centrafrique, car elle est reliée aux intérêts de l'État tchadien, ainsi qu'à des interventions bilatérales et plus officieuses en provenance du pays engagé. Ce flou est décuplé par le rapport de force dissymétrique entre le pays émetteur de la force, en l'occurrence le Tchad, stabilisé par la rente pétrolière et développant une puissance militaire à l'échelle régionale, et le pays récepteur, la Centrafrique, exemple typique de l'État effondré.

À l'échelle nationale, il existe une multiplicité de groupes armés plus ou moins contrôlés ou combattus par les armées constituées. Le Tchad a exercé une forme d'hégémonisme en RCA sans toutefois imposer une vassalisation. Les interventions tchadiennes ne relèvent pas d'un projet de domination unitaire conduit de longue main par N'Djaména, mais d'un kaléidoscope d'acteurs, publics et privés, aux intérêts multiformes. Les interventions tchadiennes en RCA montrent l'ambivalence de cette puissance militaire régionale émergente. Le Tchad a une armée à la capacité de projection et à l'efficacité rares en Afrique, mais il s'agit d'un conglomérat d'hommes en armes au statut flou, entre la rébellion, le banditisme et l'attachement aux forces de sécurité et de défense, souvent liés à des

chefferies à fonction économique. Par ailleurs, la multiplication des interventions militaires extérieures traduit la capacité de puissance du Tchad, stabilisé et tourné vers des objectifs de développement, mais prolonge de manière externalisée la longue spirale des conflits tchadiens.

Du côté centrafricain, les interventions tchadiennes ont été largement instrumentalisées dans les jeux politico-militaires. Nombre de groupes armés se sont alliés à des acteurs tchadiens pour faire basculer les rapports de force. Le racisme anti-« tchadien »* et anti-musulman, corollaire d'un discours sur la centrafricanité proche de celui de l'ivoirité en Côte d'Ivoire, contre des populations installées depuis deux ou trois générations en RCA, est un mélange de politique (instrumentalisation politique), d'économie (réponse à une puissance économique) et de faible niveau d'éducation. Il pose fondamentalement la question de l'usage des questions identitaires et d'autochtonie pour contrôler le pouvoir et les ressources. Les usages de termes aux acceptations approximatives (musulmans, Tchadiens, « Tchadiens »*, etc.) traduisent la méconnaissance réciproque des communautés, alors que les individus ont tous des poly-appartenances. La montée de la haine anti-musulmane pose enfin la question de l'absence d'un projet intégrateur et d'un creuset culturel.

Le cas du « couple » Centrafrique-Tchad interroge donc les formes futures à donner aux instruments régionaux de sécurité en Afrique, alors que s'y croisent des intérêts géopolitiques nationaux et que l'écart entre les puissances militaires régionales émergentes et les États dépourvus d'appareils de sécurité s'agrandit.

La désintégration spatiale par les conflits

Comme dans bien d'autres cas, les conflits de RCA ont été vecteurs de séparation communautaire à travers une modification coercitive du peuplement (expulsion des « Tchadiens »* et des musulmans) et de fragmentations spatiales, par la fermeture de la frontière tchado-centrafricaine et le délitement de la RCA par des factions armées. Ce contexte a provoqué une baisse des flux transfrontaliers avec le Tchad, renforçant la dé-régionalisation entre les deux pays.

Plus largement, les conflits ont conduit à renforcer l'isolement d'une RCA de moins en moins productive et à l'instabilité prolongée. L'enclavement joue comme une source et une conséquence du conflit. Les conflits se développent initialement dans les périphéries des États et dans les marges rurales, où les groupes armés trouvent des refuges peu contrôlés et des soutiens populaires parmi les déçus d'un État lointain. Une fois le conflit installé, les répressions étatiques se faisant, les enclavements se renforcent au fil des affrontements réduisant les productions, faisant fuir les transporteurs et les marchands. Une sorte de spirale de l'isolement se met dès lors en place, lequel n'est pas rompu

par les humanitaires qui, s'ils viennent parfois de loin, ne permettent pas de relancer l'économie et les échanges au moyen de leur aide.

Un autre phénomène inquiétant est celui du renforcement des ségrégations spatiales sur des bases ethniques ou religieuses, à toutes les échelles en Centrafrique : entre les régions Ouest et Est, au sein de ces régions entre des groupes armés ayant une monocoloration ethnique, et au sein des villes par les regroupements communautaires par quartiers et par enclaves.

Dans le cas centrafricain, cette spirale de l'isolement et du cloisonnement se conjugue avec le renforcement des polarisations extérieures des régions, tournées vers l'étranger dans leurs échanges plutôt que vers la capitale centrafricaine (Bangui), alors qu'elles sont contrôlées par des groupuscules Séléka et anti-balaka. Dans ces conditions, les risques d'émiettement du territoire centrafricain voire de sécession(s) sont forts. D'aucuns y voient de nouvelles formes d'étatisation, mais on peut douter de la capacité des groupes armés qui tiennent ces régions d'installer une bureaucratie, et d'asseoir une sécurisation et les bases d'une économie productive...

Nous finirons cette étude en évoquant les flux régionaux qui se maintiennent sous le régime des insécurités. Comme toujours, les entraves créent des opportunités économiques en raréfiant les produits, suscitant paradoxalement des échanges. Dans le cas tchado-centrafricain, des trafics se développent, notamment sur l'axe Sido-Sahar, sous couvert d'arrangements entre hommes en armes. Par ailleurs, les factions armées, qui ont décentralisé les ressources de l'État centrafricain, contrôlent une partie des exportations des ressources à haute valeur ajoutée comme le diamant. Mais l'utilisation des armes dans une logique entrepreneuriale n'est plus l'apanage des professionnels des armes, comme le montre la militarisation de l'élevage transnational des Peuls mbororo. De la régionalisation des conflits à la dé-régionalisation des échanges, la région Tchad-Centrafrique est désormais structurée par des flux transfrontaliers sélectifs dont les armes permettent la pénétration.

Recommandations

Les recommandations formulées s'appuient sur la présente étude et prennent en compte les projets de l'AFD au Tchad et en Centrafrique et ceux de l'Observatoire Pharos en Centrafrique. Deux séries de recommandations sont distinguées. La première série de recommandations recouvre des orientations stratégiques et ses déclinaisons opérationnelles. Ces recommandations portent sur les différentes politiques que les acteurs du développement, de la diplomatie et du monde militaire peuvent mettre en œuvre dans le contexte de la régionalisation des conflits de Centrafrique et de leurs impacts sur les flux transfrontaliers. La seconde série de recommandations traite de la structuration et des sujets de recherche pour lesquels il est nécessaire de compléter les connaissances.

Orientations stratégiques et opérationnelles

Développement économique

Objectif 1 : rompre l'isolement régional et la fragmentation interne de la Centrafrique

- Sécuriser les flux sur les routes ;
- lever les barrages routiers et les taxations sur les axes intérieurs à la Centrafrique qui provoquent un renchérissement des coûts du transport ;
- privilégier les réhabilitations routières durables, en comparant, axe par axe, la durabilité des méthodes de réhabilitation (à « haute intensité de main-d'œuvre » [HIMO], bitumage, etc.) ;
- privilégier la réhabilitation des axes reliant Bangui aux polarités limitrophes de la Centrafrique, primaires (vers Garoua-Boulaï, Sarh et Moundou) et secondaires, dans des régions trop longtemps marginalisées (vers Nyala par le Nord-Est, vers la capitale ougandaise Kampala par le Sud-Est).

Objectif 2 : appuyer les filières économiques transnationales

- Mettre en place une instance de régulation des flux transfrontaliers de détail, réunissant les autorités tchadiennes et centrafricaines, les fédérations

- d'éleveurs et d'agriculteurs, ainsi que des comités locaux de gestion des conflits liés aux activités coutumières ;
- la relance du vivrier marchand à ramification régionale de l'agriculture centrafricaine est conditionnée par trois facteurs : (i) l'augmentation productive (retour de la sécurité dans les campagnes, rééquipement des agriculteurs en outils, engrais, produits phytosanitaires et traction animale), (ii) la levée des barrières sur les routes (frontière ouverte, levée des barrages routiers), et (iii) la réhabilitation des marchés ;
 - envisager la mise en place d'une filière de vente régionale du bois centrafricain (bois de chauffe), se substituant en partie aux exportations, pour approvisionner les pays sahéliens comme le Tchad.

Objectif 3 : à moyen terme, penser les grands projets de coopération transfrontalière entre le Tchad et la Centrafrique

- Mener des études sur les possibilités d'évacuation du pétrole centrafricain par l'oléoduc Tchad – Cameroun ;
- compléter les études sur le potentiel transfert d'une partie des eaux de la rivière Oubangui vers le Lac Tchad ;
- dans les deux cas, veiller à dépasser l'aspect technique, en évaluant l'intérêt économique et les appropriations locales de ces deux projets.

Humanitaire, protection

Objectif : sortir de l'impasse concernant les « retournés »* centrafricains au Tchad

- Mettre rapidement en œuvre un diagnostic sur l'état sanitaire et alimentaire des « retournés » centrafricains au Tchad dans leurs sites d'accueil et, en fonction des résultats de ce diagnostic, déployer éventuellement une aide d'urgence. La situation de certains d'entre eux semble extrêmement fragile et potentiellement exploitable par des groupes de tout type ;
- trancher le statut juridique et de citoyenneté des « retournés »*, la plupart centrafricains depuis plusieurs générations, en leur accordant le statut de réfugié s'ils le demandent ou, dans le cas contraire, en leur accordant la nationalité tchadienne.

Diplomatie, éducation, dialogue, cohésion sociale

Objectif 1 : améliorer la compréhension de la diversité culturelle et religieuse de la Centrafrique

- Améliorer l'accès à l'éducation par des enseignants formés (éviter les maîtres-parents), y compris dans les zones reculées comme la Vakaga aux écoles peu fonctionnelles ;

- ne pas oublier les niveaux d'éducation supérieure, collèges, lycées et universités ;
- réformer les programmes d'éducation pour intégrer davantage d'histoire, de géographie et d'éducation, et ce dès le primaire ;
- soutenir la révision des programmes des manuels scolaires par l'État, dans le cadre d'une concertation avec des membres diversifiés de la société civile et du corps enseignant, en mettant l'accent sur les histoires croisées des sociétés et une éducation à l'altérité ;
- aider à l'achat et à la diffusion des manuels scolaires révisés ;
- favoriser le dialogue interreligieux jusqu'au niveau local.

Objectif 2 : favoriser le retour volontaire des réfugiés et des « retournés »*

- Les retours des réfugiés et des « retournés »* peuvent susciter d'importantes tensions, liées à l'identité, à des concurrences économiques et foncières. Par ailleurs, ces retours sont parfois monnayés par les autorités centrafricaines et les communautés locales. Des instances de médiation doivent être encouragées pour gérer ces retours au cas par cas ;
- éviter tout retour forcé.

Objectif 3 : relancer la relation Tchad/RCA à moyen terme

- Relancer le dialogue tchado-centrafricain autour d'accords négociés, notamment en termes de coopération militaire et en matière d'élevage.

Militaire

Objectif 1 : éviter la présence de troupes tchadiennes en Centrafrique à court terme

- Renforcer la chaîne de commandement des forces de défense et de sécurité tchadiennes pour éviter les incursions de « corps habillés » autonomisés sur le sol centrafricain en provenance du Tchad ;
- restructurer progressivement les forces de défense et de sécurité centrafricaines.

Objectif 2 : construction d'une coopération sécuritaire d'égal à égal à moyen terme

- Réfléchir à la mise en place de patrouilles mixtes, tchado-centrafricaines, dans la zone frontalière, notamment pour gérer la circulation des armes et du bétail.

En matière de recherche

Objectif 1 : créer des synergies

- Renforcer les liens entre les systèmes nationaux de recherche, les systèmes techniques des États et les organisations internationales dans la collecte et la diffusion des données (socio-économiques, agro-pastorales, éducatives, etc.) ;
- rassembler autour d'une problématique de recherche transnationale utile au développement ;
- favoriser les démarches de recherche-action axées sur la participation des populations à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques, y compris dans les stratégies de développement des bailleurs de fonds bi- et multilatéraux ;
- réfléchir aux réponses financières à apporter aux grandes évolutions régionales, aux phénomènes transnationaux d'insécurité et aux changements sociaux.

Objectif 2 : mieux comprendre les nouvelles dynamiques de l'espace régional de la Centrafrique

- Mettre à jour les facteurs de conflictualité transfrontaliers qui perdurent ;
- comprendre les mutations des dynamiques économiques transfrontalières liées aux insécurités ;
- proposer une vision prospective du développement post-conflit de la Centrafrique en lien avec ses différentes polarités régionales.

Objectif 3 : construire un Plan régional pour les espaces ruraux en transition en Afrique centrale

Mieux comprendre :

- La militarisation de l'élevage, notamment des Peuls, en lien avec les changements sociaux (Nord-Est du Congo, Centre du Nigeria, Tchad, Centrafrique, Cameroun) ;
- les flux transfrontaliers de bétail et les fronts pastoraux sources de conflits (front du Tchad vers la RCA, de la RCA vers le Nord-Est de la RDC, du Cameroun vers la RCA, etc.) ;
- le manque de complémentarités des activités et de cohabitations pacifiques (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, etc.) dans les espaces de tensions (Sud du Tchad, Ouest de la RCA, Nord-Est de la RDC, etc.) ;

- les difficultés de reconversion des éleveurs et des agriculteurs ayant perdu leur bétail dans les conflits, rencontrant des difficultés techniques et foncières de reconversion à l'agriculture ou faisant face à une diminution de leurs surfaces cultivées par limitation de la traction animale (réfugiés centrafricains au Cameroun, Nord-Ouest de la RCA, « retournés »* au Tchad, etc.) ;
- la relance des échanges vers les pôles de consommation, alors que les productions sont réduites, les marchés et les frontières fermés par les insécurités (Nord Nigeria, Centrafrique, etc.) ;
- la gouvernance des territoires ruraux où l'État est peu présent, pour comprendre sur quels acteurs s'appuyer et quels programmes d'aide doivent être mis en œuvre pour sortir des crises.

Le Plan régional pour les espaces ruraux en transition (Afrique centrale) pourrait s'appuyer et prolonger plusieurs projets de l'AFD en cours d'exécution (projet PASTOR au Tchad, Fonds multibailleurs européen Bêkou⁵⁰ en RCA auquel contribue la France *via* l'AFD, Initiative Lac Tchad, Initiative Centrafrique). En comprenant les problématiques transnationales et transversales aux espaces ruraux en conflit et en sortie de crise en Afrique centrale, et par son articulation entre recherche et opérationnel, le Plan régional favoriserait l'action en faveur du développement.

.....
50. Bêkou signifie espoir en langue sango.

Bibliographie

- ADEBAJO A. (2011), *UN Peacekeeping in Africa: From the Suez Crisis to the Sudan Conflicts*, Boulder Co.: Lynne Rienner Publishers, 270 p.
- ANSORG N. (2011), « How Does Militant Violence Diffuse in Regions? Regional Conflict Systems in International Relations and Peace and Conflict Studies », *International Journal of Conflict and Violence*, volume 5 (1), pp. 173-187.
- ARDITI C. (2000), *Rapport de la mission d'identification des actions d'appui à la commercialisation des produits vivriers*, Bangui : ACDA, 61 p.
- ARDITI C. (1999), « Paysans sara et éleveurs arabes dans le sud du Tchad – Du conflit à la cohabitation ? », in BAROIN C. et J. BOUTRAIS, *L'homme et l'animal dans le bassin du lac Tchad*, IRD, Paris, pp. 555-573.
- BALENCIE J.-M. et A. de LA GRANGE (1996), *Mondes rebelles, 1, Amériques, Afrique : acteurs, conflits et violences politiques*, Michalon, Paris, 562 p.
- BAZIN J. et E. TERRAY (1982), « Avant-propos », in BAZIN J. et E. TERRAY (dir.), *Guerres de lignages et guerres d'États en Afrique*, Éditions des Archives contemporaines, Paris, pp. 9-31.
- BÉGIN-FAVRE J. (2008), *Insécurité, Une interprétation environnementale de la violence au Ouaddaï (Tchad oriental)*, Thèse de géographie, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris, 435 p.
- BENNAFLA K. (2002), *Le commerce frontalier en Afrique centrale : acteurs, espaces, pratiques*, Karthala, Paris, 368 p.
- BERMAN E.G. et L. LOMBARD (2008), *La République centrafricaine et les armes légères – Une poudrière régionale*, Small Arms Survey, Institut universitaire de hautes études internationales, Genève, Hayez, Bruxelles, 159 p.
- BETABELET J.R., A. MAÏNA ABABA et I. TIDJANI (2015), « Élevage bovin et conflits en Centrafrique », *Cahiers d'Outre-Mer*, n° 272, pp. 557-575.
- BIGO D. (1988), *Pouvoir et obéissance en Centrafrique*, Karthala, Paris, 337 p.
- BOULDEN J. (ed.) (2003), *Dealing with Conflict in Africa: the United Nations and Regional Organizations*, Palgrave Macmillan, New York, 325 p.
- BOUQUET C. (1982), *Tchad : genèse d'un conflit*, L'Harmattan, Paris, 251 p.

BOUTRAIS J. (2001), « Du pasteur au boucher : le commerce du bétail en Afrique de l'Ouest et du Centre », *Autrepart*, n° 19, pp. 49-70.

BOUTRAIS J. (1988), *Des Peuls en savanes humides : développement pastoral dans l'Ouest centrafricain*, ORSTOM, Paris, 387 p.

BUIJTENHUIJS R. (1987), *Le Frolinat et les guerres civiles du Tchad (1977-1984)*, Karthala, Paris ; Leiden (Pays-Bas) – Afrika-Studiecentrum, 479 p.

BUZAN B. (1991), *People, States and Fear: An Agenda for International Security in the Post-Cold War Era*, Boulder Co.: Lynne Rienner Publishers, 393 p.

CABOT J. et C. BOUQUET (dir.) (1972), *Atlas pratique du Tchad*, Institut national tchadien pour les sciences humaines, N'Djaména, 79 p.

CALAS B. (2008), « Des fraudes aux violences – Cartographie d'une régression politique », *Politique africaine*, n° 109, Karthala, Paris, pp. 135-149.

CALAS B. et A. DUBRESSON (1995), « L'impact de la crise ougandaise sur le ravitaillement de Kampala », *Bulletin de l'association des géographes français*, LXXII (3), pp. 222-233.

CARBOU H. (1912), *La région du Tchad et du Ouadaï*, Éditions Ernest Leroux, Paris, 2 vol., 279 p.

CHAMPAUD J. (1994), « L'Afrique centrale – Du Tibesti à l'Oubangui, loin des rivages », in BRUNET R. (dir.), A. DUBRESSON, J.-Y. MARCHAL et J.-P. RAISON, *Géographie universelle – Les Afriques au Sud du Sahara*, Belin, Reclus, Paris, pp. 217-226.

CHAUVIN E. (2015a), *Violences en Centrafrique : pouvoirs de déplacer, manières de migrer – Centrafricains déplacés et réfugiés (Cameroun, Tchad)*, Thèse de géographie, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 489 p.

CHAUVIN E. (2015b), « Pour une poignée de ressources – Violences armées et pénurie des rentes en Centrafrique », *Cahiers d'Outre-Mer*, n° 272, pp. 481-500.

CHAUVIN E. (2015c), « Centrafrique », in SIMON G. (dir.), *Dictionnaire des migrations internationales, Approche géohistorique*, pp. 372-376.

CHAUVIN E. (2015d), « L'aide humanitaire au Tchad : une ressource pour l'enclavement des réfugiés dans des camps ? Le cas des réfugiés de Centrafrique », in REDON M., G. MAGRIN, E. CHAUVIN, L. PERRIER-BRUSLE et E. LAVIE, *Ressources mondialisées – Essais de géographie politique*, Publications de la Sorbonne, Paris, pp. 27-46.

CHAUVIN E. (2014), « Conflits armés, mobilités sous contraintes et recompositions des échanges vivriers dans le Nord-Ouest de la Centrafrique », in BALDI S. et G. MAGRIN (dir.), *Les échanges et la communication dans le bassin du lac Tchad*, Actes du 15^e colloque du réseau Méga-Tchad, Naples, 13-15 septembre 2012, Università degli studi di Napoli « L'Orientale », pp. 263-287 (Studi Africanistici. Serie Ciado-Sudanese [6]).

CHAUVIN E. (2009), « Rivalités ethniques et guerre urbaine au cœur de l'Afrique – Bangui (1996-2001) », *Enjeux*, n° 40, pp. 30-38.

CHAUVIN E., B. LALLAU et G. MAGRIN (2015), « Le contrôle des ressources dans une guerre civile régionalisée (Centrafrique). Une dynamique de décentralisation par les armes », *Cahiers d'Outre-Mer*, n° 272, pp. 467-479.

CHAUVIN E. et C. SEIGNOBOS (2013), « L'imbroglie centrafricain – État, rebelles et bandits », *Afrique contemporaine*, n° 248, pp. 119-148.

CHERROU Y. (2002), *Peuls transhumants des yaérés du Tchad : diagnostic socioéconomique*, mémoire d'ingénieur, Montpellier – ISARA/CNEARC, 97 p.

CLANET J.-C. (1996), « L'évolution récente des mouvements pastoraux dans le Bassin conventionnel du Lac Tchad », in *Atlas d'élevage du bassin du Lac Tchad*, Montpellier, Wageningen : CIRAD, Département d'élevage et de médecine vétérinaire, Centre technique de coopération agricole et rurale, 158 p.

DEBOS M. (2013), *Le métier des armes au Tchad – Le gouvernement de l'entre-guerres*, Karthala, Paris, 256 p.

DEBOS M. (2012), « Quand les « libérateurs » deviennent des « bandits ». Guerre et marginalisation sociale à la frontière tchado-centrafricaine », in BAZENGUISSA-GANGA R. et S. MAKKI (dir.), *Sociétés en guerre – Ethnographies des mobilisations violentes*, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, pp. 93-110.

DERRIENNIC J.-P. (1971), « Acteurs et stratégies des conflits transnationaux », *Revue française de science politique*, vol. 21, n° 4, pp. 817-835.

DEUTSCH K.W., S.A. BURRELL, R.A. KANN, M. LEE M.JR. LIGHTERMAN, R.E. LINDGREN, F.L. LOEWENHEIM et R.W. Van WAGENEN (1957), *Political Community and the North Atlantic Area: International Organization in the Light of Historical Experience*, Princeton University Press, 228 p.

DEVALLÉE (1925), « Le Baguirmi », *Bulletin de la société des recherches congolaises*, n° 7, pp. 3-76.

DORIER-APPRILL E. (1996), « Jeunesse et ethnicités citadines à Brazzaville », *Politique africaine*, n° 64, pp. 73-88.

DUBRESSON A. et J.-P. RAISON (1998), *L'Afrique subsaharienne. Une géographie du changement*, Armand Colin, Collection U – Géographie, Paris, 244 p.

DUTEURTRE G., K. HASSAN, A. LE MASSON, D. BLAGUE, P. SOUGNABE, Y. CHERROU et M. DONNAT (2002), *Étude sur les sociétés pastorales au Tchad. Rapport de synthèse*, Farcha, CIRAD-EMVT, 148 p.

DUTEURTRE G., K. MIAN OUDANANG, T. ESSANG et D. KADEKOY-TIGAGUE (2003), « Le commerce de bétail dans les savanes d'Afrique centrale : réalités et perspectives », in JAMIN J.-Y., L. SEINY-BOUKAR et C. FLORET (dir.), *Savanes africaines : des espaces en mutation, des acteurs face à de nouveaux défis*, Actes du colloque, 27-31 mai 2002, Garoua, Cameroun, CD-ROM, pp. 1-7.

EBERSCHWEILER A. (2010), *L'honneur des tribus – Tchad oriental : populations pastorales en zone de conflits*, Mémoire de master 2 en sciences politiques, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 66 p.

FILAKOTA R. (2009), *Le renouveau islamique en Afrique noire – L'exemple de la Centrafrique*, L'Harmattan, Paris, 212 p.

GIBLIN B. (2005), *Nouvelle géopolitique des régions françaises*, Fayard, Paris, 976 p.

GILG J.-P. (1963), « Mobilité pastorale au Tchad occidental et central », *Cahiers d'études africaines*, vol. 3, n° 12, pp. 491-510.

ICG (*International Crisis Group*) (2014), « La face cachée du conflit centrafricain », *Briefing Afrique de Crisis Group*, n° 105, pp. 1-20.

ICG (*International Crisis Group*) (2007), « République centrafricaine : anatomie d'un État fantôme », *Rapports Afrique de Crisis Group*, n° 136, pp. 1-49.

ICG (*International Crisis Group*) (2006), « Tchad : vers le retour de la guerre », *Rapports Afrique de Crisis Group*, n° 111, pp. 1-33.

KOUROUSSOU GAOUKANE E. (1985), *La justice indigène en Oubangui-Chari, 1910-1945*, Thèse d'histoire, Lille, Aix-Marseille : université Lille 3, université Aix-Marseille 1, Nd.

KURZ L.R. (ed.) (2008), *Encyclopedia of Violence, Peace and Conflict*, San Diego: Academic Press, 2nd edition, 3 vol.

LACINA B. et N.P. GLEDITSCH (2005), « Monitoring Trends in Global Combat: A New Dataset of Battle Deaths », *European Journal of Population*, n° 21, pp. 145-166.

LALLAU B. (2015), « Plongée au cœur des ténèbres centrafricaines », *Journal des anthropologues*, n° 140-141, pp. 283-301.

LANNE B. (1982), *Tchad-Libye, la querelle des frontières*, 2^e édition (1986), Karthala, Paris, 251 p.

LE ROUVREUR A. (1962), *Sabariens et Sabéliens du Tchad*, Berger-Levrault, Paris, 468 p.

- LEABA O. (2001), « La crise centrafricaine de l'été 2001 », *Politique africaine*, n° 84, pp. 163-176.
- LESCUYER G. et T. MOULNANG (2016), « Exportations de bois du Cameroun vers le Tchad : un succès commercial mais une légalité défaillante », *Bois et Forêts des Tropiques*, n° 329, pp. 67-77.
- MAGRIN G. (2013), « Les ressorts de l'intervention militaire tchadienne au Mali », *ÉchoGéo, Sur le Vif*, www.echogeo.revues.org, édité le 28/06/2013, consulté en 2013.
- MAGRIN G. (2007), « L'Afrique subsaharienne face aux famines énergétiques », *ÉchoGéo*, www.echogeo.revues.org, édité le 28/02/2008, consulté en 2013.
- MAGRIN G. (2001), *Le sud du Tchad en mutation : des champs de coton aux sirènes de l'or noir*, Montpellier, CIRAD, Éditions Sépia, Saint-Maur-des-Fossés, 428 p.
- MAGRIN G. et G. VAN VLIET (2012), *Une compagnie pétrolière chinoise face à l'enjeu environnemental au Tchad*, AFD, Focales, n° 9, Paris, 251 p.
- MARCHAL R. (2009), « Aux marges du monde, en Afrique centrale... », *Les Études du CERI*, n° 153-154, 50 p.
- MARCHAL R. (2006), « Tchad/Darfour : vers un système de conflits », Éditions Karthala, *Politique africaine*, n° 102, pp. 135-154.
- MARCHAL R., C. ERO et M. FERME (2002), « Liberia, Sierra Leone et Guinée : une guerre sans frontières ? », Éditions Karthala, *Politique africaine*, n° 88, pp. 5-12.
- MARTINELLI B. et J.-D. PENEL (2015), *Comprendre la crise centrafricaine*, Observatoire Pharos, www.observatoirepharos.com/projet/republique-centrafricaine, 86 p.
- MBEMBÉ A. (2005), « À la lisière du monde – Frontières, territorialité et souveraineté en Afrique », in ANTHEAUME B. et F. GIRAUT (dir.), *Le territoire est mort, vive les territoires ! Une (re)fabrication au nom du développement*, IRD Éditions, Paris, pp. 47-77.
- MÉDARD C. (2008), « Les frontières de la violence au Kenya », *ÉchoGéo, Sur le Vif*, www.echogeo.revues.org, édité le 12/03/2008, consulté en 2013.
- MÉRAND F. et H.M. RAKOTONIRINA (2009), « La force européenne au Tchad et en Centrafrique : le baptême du feu », Éditions Karthala, *Politique africaine*, n° 114, Paris, pp. 105-125.
- MOGBA Z. et L.S. YAHOUMBI (2014), *Centrafrique. La vassalisation de l'État et du pouvoir à l'hégémonie militaro-politique du Tchad*, Éditions universitaires européennes, 296 p.

MUGÉLÉ R. (2013), « Enjeux et conséquences de la réglementation sur le bois-énergie au Tchad », *EchoGéo*, www.echogeo.revues.org, édité le 19/12/2013, consulté en 2016.

PAASI A. (2009), « The Resurgence of the “Region” and “Regional Identity”: Theoretical Perspectives and Empirical Observations on Regional Dynamics in Europe », *Review of International Studies*, vol. 35, n° 1, pp. 121-146.

PELLON G. et M. LIÉGEOIS (dir.) (2010), *Les organisations régionales européennes et la gestion des conflits – Vers une régionalisation de la sécurité ?* P.I.E.-Peter Lang, Bruxelles, 353 p.

PERROT S. (2005), « Les nouveaux interventionnismes militaires africains – Une redéfinition des conditions de la puissance au sud du Sahara ? », Éditions Karthala, *Politique africaine*, n° 98, pp. 111-130.

PIERMAY J.-L. (1993), *Citadins et quête du sol dans les villes d'Afrique centrale*, L'Harmattan, Paris, 579 p.

PORGES L. (2001), « Le coup d'État de mai 2001 au Centrafrique : un événement presque ignoré », *Afrique contemporaine*, n° 200, pp. 34-49.

POULIGNY B. (2004), *Ils nous avaient promis la paix*, Presses de Sciences Po, Paris, 356 p.

POURTIER R. (2000), « Guerre et géographie – Du conflit des Grands Lacs à l'embrasement de l'Afrique centrale », in CHALÉARD J.-L. et R. POURTIER (dir.), *Politiques et dynamiques territoriales dans les pays du Sud*, Publications de la Sorbonne, Paris, pp. 111-135.

PRUNIER G. (2009), *From Genocide to Continental War, The “Congolese” Conflict and the Crisis of Contemporary Africa*, Hurst and Co, London, 529 p.

PUGH M.C., N. COOPER et J. GOODHAND (2004), *War Economies in a Regional Context: Challenges of Transformation*, Lynne Rienner Publishers, Boulder, Colorado, 273 p.

RAISON J.-P. (2002), « Économie politique et géopolitique des barrages routiers (Madagascar, février-mai 2002) », Éditions Karthala, *Politique africaine*, n° 86, pp. 120-137.

REYNAUD A. (1981), *Société, espace et justice*, Presses universitaires de France, Paris, 263 p.

RICHARD Y. (2014), « Régionalisation, régionalisme et intégration régionale : concepts flous et nécessaire clarification », in RICHARD Y. et A. GANA (dir.), *La régionalisation du monde – Construction territoriale et articulation global/local*, Karthala, IRMC, Paris, pp. 23-44.

- RUFIN J.-C. (1996), « Les économies de guerre dans les conflits internes », in JEAN F. et J.-C. RUFIN, *Économie des guerres civiles*, Hachette, Paris, pp. 19-59.
- SAUTTER G. (1999), *Un projet colonial sans lendemain. Le chemin de fer Bangui-Tchad (A.E.F)*, Centre d'Études africaines, Éditions de l'EHESS, 325 p.
- SAUTTER G. (1959), « Les liaisons entre le Tchad et la mer : essai d'analyse géographique d'une situation de concurrence dans le domaine des transports », *Bulletin de l'Association de géographes français*, n° 286-287, pp. 9-17.
- SCHIAVO-CAMPO S., G. de TOMMASO et A. MUKHERJEE (1997), « An International Statistical Survey of Government Employment and Wages », *Policy Research Working Paper*, World Bank, n° 1806, pp. 1-83.
- SCHOUTENP et S. KALESSOPO (2017), « *Laissez-piller* », *l'économie politique des barrières routières au République centrafricaine*, IPIS, Anvers/Bangui, 71 p.
- TETART F. (2010), « Les nationalismes "régionaux" en Europe, facteur de fragmentation spatiale ? », *L'Espace Politique*, n° 11, <http://espacepolitique.revues.org/1647>, mis en ligne le 16/11/2010, consulté en 2016.
- TUBIANA J. (2008), *La guerre par procuration entre le Tchad et le Soudan et la « darfourisation » du Tchad : mythes et réalités*, Small Arms Survey, Genève, IHEID, 87 p.
- VÄYRYNEN R. (1984), « Regional Conflict Formations: An Intractable Problem of International Relations », *Journal of Peace Research*, n° 21, pp. 337-359.
- VILLIEN F. (1987), *Bangui, ruralité et citadinité d'une ville d'Afrique centrale*, Thèse de géographie, université Bordeaux III, 1066 p.
- WALLENSTEEN P. et M. SOLLENBERG (1998), « Armed Conflict and Regional Conflict Complexes, 1989-1997 », *Journal of Peace Research*, vol. 35, n° 5, pp. 621-634.
- WEYNS Y., L. HOEX, F. HILGERT et S. SPITTAELS (2014), *Mapping Conflict Motives: The Central African Republic*, IPIS, Anvers, 88 p.

Remerciements

ABELLARD Louise, cellule Crises et Conflits, AFD

AMIGUES Christèle, attachée de coopération, correspondante humanitaire, ambassade de France au Tchad

BROUILLET Pascal, directeur du bureau AFD de Bangui

CADOR Olivier, coordonnateur régional au département Afrique subsaharienne, AFD

CETINA Romain, observateur junior à l'Observatoire Pharos

de CLERMONT Jean-Arnold, président de l'Observatoire Pharos

COURTIN Nicolas, rédacteur en chef adjoint de la revue *Afrique contemporaine*

DANGBET Zakinet, historien, université de N'Djaména

DEBRAT Jean-Michel, directeur général d'AfricaFrance

DECORPS Evelyne, ambassadrice de France au Tchad (jusqu'en 2016)

DUNIA Jean Jean, coordinateur des opérations au Sud du Tchad, CARE France

GAULME François, chargé de programmes de recherche, division Recherches et développement (RED), direction Études, recherches et savoirs (ERS), AFD

GIANVITI Françoise, conseillère de coopération et d'action culturelle, directrice de l'Institut français du Tchad, ambassade de France au Tchad (jusqu'en 2016)

JOLY Alain, chargé de mission éditoriale à la division Édition et publication, AFD

LARCHER Laurent, journaliste à *La Croix*

LAURENT Jean, chargé de mission à l'AFD

MÉHAULE Florent, chef de bureau, OCHA Tchad

NKOUKA Kelly, chargée de mission, appui à la recherche et à l'enseignement supérieur, ambassade de France au Tchad

PÉNEL Jean-Dominique, spécialiste de littérature contemporaine et de la Centrafrique

PICARD Vincent, secrétaire général, Observatoire Pharos

PRADELLE Jean-Marc, ancien directeur de l'agence AFD de N'Djaména

La guerre en Centrafrique à l'ombre du Tchad. Une escalade conflictuelle régionale ?

RIVIÈRE Françoise, responsable de la division Recherches et développement, AFD

SAILLARD Margaux, chargée des urgences, CARE France

SARKIS Jean-Guy, attaché de coopération, enseignement supérieur, recherche, médias, jeunesse et sport, environnement, ambassade de France au Tchad

SELLEN Charles, coordinateur éditorial à la division Édition et publication, AFD

SONDAG Antoine, Conférence des Évêques de France

TIFFOIN Françoise, chargée de mission éditoriale à la division Édition et publication, AFD.

TIROT François, directeur de l'agence AFD de N'Djaména

VIALLE-GUÉRIN Anne-Sixtine, chargée des projets de développement rural, agence AFD de N'Djaména

Liste des sigles et abréviations

3R	Retour, réclamation et réhabilitation
ADES	Association pour le développement économique et social
AEF	Afrique équatoriale française
AFD	Agence Française de Développement
ANR	Armée nationale de la résistance
APRD	Armée populaire pour la restauration de la démocratie
CEMAC	Communauté économique et monétaire des États de l'Afrique centrale
CNPCIC	<i>China National Petroleum Corporation International Chad</i>
CNRT	Conseil national de redressement du Tchad
CPJP	Convention des patriotes pour la justice et la paix
DDR	Désarmement, démobilisation et réinsertion (des combattants)
EUFOR	<i>European Union Force</i> (Forces de l'Union européenne)
FACA	Forces armées centrafricaines
FAN	Forces armées du Nord
FAO	Forces armées occidentales
FARF	Forces armées de la République fédérale
FDPC	Front démocratique du peuple centrafricain
FIDH	Fédération internationale des ligues des droits de l'homme
FMI	Fonds monétaire international
FNT	Front national du Tchad
FOMAC	Force multinationale des États d'Afrique centrale
FOMUC	Force multinationale de la CEMAC
FPR	Front populaire pour le redressement
FPRC	Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique

FROLINAT	Front de libération nationale du Tchad
FPR	Front populaire pour le redressement (Tchad)
FUC	Forces unies pour le changement
GUNT	Gouvernement d'Union nationale de transition
HCR	Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés
HIMO	Haute intensité de main-d'œuvre
HRW	<i>Human Rights Watch</i>
ICG	<i>International Crisis Group</i>
MAEDI	Ministère des Affaires étrangères et du Développement international
MDD	Mouvement pour la démocratie et le développement
MINURCA	Mission des Nations unies en République centrafricaine
MINURCAT	Mission des Nations unies en République centrafricaine et au Tchad
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations unies en Centrafrique
MISAB	Mission interafricaine de surveillance de l'application des Accords de Bangui
MISCA	Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine
MPC	Mouvement patriotique pour la Centrafrique
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires (Nations unies)
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OMP	Opération de maintien de la paix
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
OPEX	Opération militaire extérieure de la France
PAS	Programme d'ajustement structurel (FMI)
PK5	Point kilométrique 5 (Bangui)
RCA	République centrafricaine
RDC	République démocratique du Congo
RECAMP	Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix

RJ	Révolution et Justice
SECADEV	Secours catholique et développement
RECAMP	Rétablissement des capacités africaines de maintien de la paix
UFDR	Union des forces démocratiques pour le rassemblement
UPC	Union pour la paix en Centrafrique

Lexique

5 kilos	Utilisé en Centrafrique pour désigner le grand marché de Bangui.
<i>Ardo</i>	Chef peul mbororo.
<i>Balawa</i>	Nom d'une milice en RCA ; noix de karité en langue sango.
Bœufs des commandants (ou bovins de l'autorité)	Utilisé au Tchad ; cheptel appartenant à des élites politiques ou militaires.
Codos	Utilisé au Tchad et en Centrafrique ; abréviation de commandos, rebelles du Sud du pays dans les années 1980 à 2000.
Corps habillés	Ensemble des membres des corps portant un uniforme (douane, armée, police, etc.).
Les Évolués	Anciennement utilisé en Centrafrique, nom donné par l'administration coloniale, après la Seconde Guerre mondiale, aux Africains ayant suivi une formation scolaire poussée, adoptant un style de vie dit « à l'européenne ».
<i>Janjawid</i>	Miliciens fidèles au gouvernement soudanais dans la guerre du Darfour durant les années 2000.
<i>Karako</i>	Nom d'une milice en RCA ; arachide en langue sango.
Libérateurs	Troupes recrutées majoritairement au Tchad ayant permis à François Bozizé de prendre le pouvoir lors d'un coup d'État fomenté le 15 mars 2003.
Mbarara	Utilisé en Centrafrique ; équivalent d'éleveurs peuls originaires du Tchad ; utilisé pour différencier ces éleveurs des Peuls venus du Cameroun.
Nordistes	Utilisé au Tchad ; membre d'une ethnie du Nord du Tchad ; terme souvent péjoratif et instrumentalisé politiquement.
PK	Utilisé en Centrafrique ; Point kilométrique ; distance entre un quartier et la place centrale de Bangui.

Retournés	Utilisé au Tchad ; Centrafricains ayant une ascendance tchadienne souvent lointaine, évacués de la RCA en 2014 pour faire face aux violences des anti-balaka ; personnes habitant désormais dans des sites d'accueil essentiellement implantés au sud du Tchad, mais n'ayant pas le statut de réfugié.
<i>Sarawi</i>	Nom d'une milice en RCA ; jeu de mots mêlant un renvoi à l'ethnie sara et une référence à la lutte armée du Sahara occidental.
Sudistes	Utilisé au Tchad ; membre d'une ethnie du Sud du Tchad ; terme souvent péjoratif et instrumentalisé politiquement.
« Tchadien »	Utilisé en Centrafrique ; le terme « Tchadien » entre guillemets reprend l'usage qui en est fait en Centrafrique, à savoir : musulman ayant une ascendance tchadienne, souvent installé en RCA depuis plusieurs générations, et possédant parfois la nationalité centrafricaine.
<i>Wali gara</i>	Utilisé en Centrafrique ; femme-marché ou femme commerçante en langue sango ; commerçante spécialisée dans le négoce de produits vivriers.
<i>Zargina</i>	Utilisé en Afrique centrale ; terme dérivé de l'arabe <i>azraq</i> (bleu) qui désigne les coupeurs de route.

Qu'est-ce l'AFD?

L'Agence Française de Développement (AFD), institution financière publique qui met en œuvre la politique définie par le gouvernement français, agit pour combattre la pauvreté et favoriser le développement durable.

Présente sur quatre continents à travers un réseau de 75 bureaux, l'AFD finance et accompagne des projets qui améliorent les conditions de vie des populations, soutiennent la croissance économique et protègent la planète.

En 2016, l'AFD a consacré 9,4 milliards d'euros au financement de projets dans les pays en développement et en faveur des Outre-mer.

Agence Française de Développement
5, rue Roland Barthes – 75598 Paris cedex 12
Tél: 33 (1) 53 44 31 31 – www.afd.fr

Dépôt légal: 1^{er} trimestre 2018
ISSN: 2492-8313
ISBN: 978-2-37902-003-2

La guerre en Centrafrique à l'ombre du Tchad. Une escalade conflictuelle régionale ?

Au cœur du continent africain, la guerre civile en Centrafrique n'en finit plus. Elle s'est régionalisée par l'intervention d'acteurs armés venus des pays voisins, mais sans que les combats s'étendent au-delà des frontières. Cette guerre, dans laquelle des bandits, des rebelles et des mercenaires font le coup de feu pour le contrôle du pouvoir et des ressources, se déroule à l'ombre du Tchad. Ponctué de cartes et de témoignages, cet ouvrage explore l'escalade conflictuelle régionale et la modification par les insécurités des échanges régionaux, du peuplement et des limites interreligieuses.

Emmanuel Chauvin
Université Toulouse Jean-Jaurès (LISST) et PRODIG



Études de l'AFD

ISSN : 2492-8313

ISBN : 978-2-37902-003-2